

\_\_\_\_\_

DIRECTION  
DE LA  
COMPTABILITE PUBLIQUE

\_\_\_\_\_

*Sous-Direction C  
Bureaux C3 - C2 - C1*

\_\_\_\_\_

*Service des Etudes  
et de la Coordination  
Bureau SE1*

\_\_\_\_\_

*Sous-Direction D  
Bureaux D4 - D2 - D1*

\_\_\_\_\_

*Sous-Direction E  
Bureau E2*

**INSTRUCTION CODIFICATRICE**

**N° 93-75-A-B-K-O-P-R**

**du 29 juin 1993**

NOR : BUD R 93 00075 J

(Références publiées au Bulletin officiel de la Comptabilité publique)

**REGIES DE RECETTES  
ET REGIES D'AVANCES DES ORGANISMES PUBLICS**

\_\_\_\_\_

**ANALYSE**

Instruction générale sur les régies de recettes et les régies d'avances  
des organismes publics

\_\_\_\_\_

**DOCUMENT A ABROGER**

Instruction générale du 25 mars 1968

\_\_\_\_\_

**DESTINATAIRES POUR APPLICATION**

Diffusion
COD
28

ACT	RGP	PGT	TPG	DOM	TGAP	TGC	TGE	RF	TOM
CPE	PGA	SR	ACSR	EP	BA				

## SOMMAIRE

CHAPITRE Article Paragraphe	INTITULE	Page	Pages modifiées
	PREAMBULE	14	
	TITRE I - INSTITUTION DES REGIES	16	
	Chapitre 1 - Autorités qualifiées pour créer des régies.	17	
1.	État et établissements publics nationaux	17	
1.1.	Principe	17	
1.2.	Exceptions	17	
2.	Cas particulier des établissements publics locaux d'enseignement	18	
	Chapitre 2 - Actes constitutifs des régies	19	
1.	Visas	19	
2.	Dispositions obligatoires	20	
2.1.	Dispositions obligatoires communes aux régies de recettes et aux régies d'avances	20	
2.1.1.	Service auprès duquel est instituée la régie	20	
2.1.2.	Cautionnement	20	
2.2.	Dispositions obligatoires propres aux régies de recettes	20	
2.3.	Dispositions obligatoires propres aux régies d'avances	21	
2.3.1.	Nature des dépenses à payer par les régisseurs	21	
2.3.1.1.	Dépenses de matériel et de fonctionnement	21	
2.3.1.2.	Rémunération des personnels payés sur une base horaire ou à la vacation, y compris les charges sociales	22	

## SOMMAIRE

CHAPITRE Article Paragraphe	INTITULE	Page	Pages modifiées
2.3.1.3.	Secours urgents et exceptionnels	22	
2.3.1.4.	Frais de mission et de stage	22	
2.3.1.5.	Opérations à l'étranger	23	
2.3.1.6.	Déroptions	23	
2.3.2.	Montant maximum de l'avance à consentir aux régisseurs	23	
2.3.3.	Délai de production des pièces justificatives de dépenses par les régisseurs	24	
2.3.4.	Destinataire des pièces justificatives	24	
3.	Dispositions facultatives	24	
3.1.	Sous-régisseurs	24	
3.2.	Imputation des opérations et désignation de l'ordonnateur et du comptable assignataire	25	
4.	Mesures de publicité	25	
	TITRE II - NOMINATION DES REGISSEURS	26	
	Chapitre 1 - Autorités qualifiées pour nommer les régisseurs	27	
1.	Principe	27	
2.	Déroptions	27	
	Chapitre 2 - Choix des régisseurs	28	
	Chapitre 3 - Publicité de l'acte de nomination des régisseurs	29	
	Chapitre 4 - Désignation de suppléant	30	

## SOMMAIRE

CHAPITRE Article Paragraphe	INTITULE	Page	Pages modifiées
	Chapitre 5 - Désignation d'intérimaire	31	
	TITRE III - INSTALLATION DES REGISSEURS	32	
	Chapitre 1 - Formalités communes à tous les régisseurs	33	
1.	Justification du cautionnement	33	
2.	Accréditation auprès de l'ordonnateur et du comptable assignataire	33	
	Chapitre 2 - Formalités particulières aux titulaires d'une régie nouvellement créée	34	
1.	Compte de dépôts de fonds au Trésor	34	
2.	Compte courant postal	34	
3.	Compte bancaire	34	
4.	Registres à souches	35	
	Chapitre 3 - Formalités particulières aux nouveaux régisseurs d'une régie en fonctionnement	36	
1.	Remise de service	36	
2.	Compte de dépôts de fonds au Trésor, compte courant postal et compte bancaire	36	
	Chapitre 4 - Organisation en personnel et matériel	37	
1.	Personnel	37	
2.	Matériel	37	
3.	Délais de conservation des documents	38	

## SOMMAIRE

CHAPITRE Article Paragraphe	INTITULE	Page	Pages modifiées
	TITRE IV - OPERATIONS DES REGIES DE RECETTES	39	
	Chapitre 1 - Encaissement des recettes par les régisseurs	40	
1.	Nature des recettes encaissées par les régisseurs	40	
1.1.	Constitution de la régie	40	
1.2.	Contrôles	40	
2.	Modalités d'encaissement des recettes	40	
2.1.	Encaissement en numéraire	41	
2.2.	Encaissement par chèques bancaires ou postaux	42	
2.3.	Encaissement par virement et par prélèvement	42	
	Chapitre 2 - Procédure de comptabilisation des recettes encaissées	43	
1.	Rôle du régisseur	43	
1.1.	Opérations courantes effectuées en cours de mois	43	
1.2.	Régularisation et justification des recettes	43	
2.	Rôle du comptable assignataire	44	
2.1.	Intégration des opérations du régisseur	44	
2.2.	Régularisations	44	
3.	Rôle des comptables du Trésor autres que le comptable assignataire	44	
4.	Cas particulier des encaissements sur fonds de concours	44	

## SOMMAIRE

CHAPITRE Article Paragraphe	INTITULE	Page	Pages modifiées
	Chapitre 3 - Cessation des opérations de la régie de recettes	45	
	TITRE V - OPERATIONS DES REGIES D'AVANCES	46	
	Chapitre 1 - Règles générales	47	
	Chapitre 2 - Versement de l'avance	48	
1.	Règles générales	48	
2.	Versement de l'avance initiale	48	
2.1.	Rôle du régisseur	48	
2.1.1.	Rôle de l'ordonnateur	48	
2.1.2.	Rôle du contrôleur financier	48	
2.2	Rôle du comptable assignataire	49	
3.	Modification du montant de l'avance	49	
3.1.	Augmentation de l'avance	49	
3.2.	Réduction de l'avance	49	
4.	Répartition de l'avance par chapitre	50	
5.	Dispositions à prendre en fin d'année	50	
	Chapitre 3 - Approvisionnement de la caisse et du compte courant postal	51	
1.	Caisse	51	
2.	Compte courant postal	51	
	Chapitre 4 - Contrôles exercés par le régisseur à l'occasion du règlement des dépenses	52	

## SOMMAIRE

CHAPITRE Article Paragraphe	INTITULE	Page	Pages modifiées
1.	Règles générales	52	
2.	Qualité de l'ordonnateur ou de son délégué	52	
3.	Imputation de la dépense	53	
4.	Validité de la créance	53	
4.1.	Justification du service fait et exactitude des calculs de liquidation	53	
4.2.	Intervention préalable des contrôles réglementaires	53	
4.3.	Production des justifications	54	
4.4.	Visa ou avis d'un contrôleur financier	54	
4.5.	Application des règles de prescription	55	
5.	Caractère libératoire du règlement	55	
5.1.	Mode de règlement	55	
5.2.	Paie ment au créancier lui-même	55	
5.3.	Paie ment à un mandataire	56	
5.4.	Paie ments contentieux	56	
5.5.	Oppositions	56	
5.5.1.	Oppositions sur rémunérations	56	
5.5.2.	Oppositions sur autres dépenses	57	
5.5.3.	Dispositions communes à toutes les oppositions	57	
5.6.	Retenues	58	
6.	Conséquences des contrôles	58	

## SOMMAIRE

CHAPITRE Article Paragraphe	INTITULE	Page	Pages modifiées
	Chapitre 5 - Modalités de règlement	59	
1.	Règles générales	59	
2.	Paiements en numéraire	59	
3.	Virement à des comptes ouverts chez les comptables du Trésor	60	
4.	Virement à des comptes courants postaux	61	
5.	Virement à des comptes ouverts dans les banques ou organismes assimilés	61	
6.	Règlement par chèques tirés sur un compte de dépôts de fonds au Trésor	62	
7.	Règlement par carte de paiement	62	
8.	Règlement par mandat-carte postal	63	
9.	Règlements non exécutés	63	
9.1.	Règlements par virement ou par mandat-carte	63	
9.2.	Règlements par chèque tiré sur un compte de dépôts de fonds au Trésor	64	
	Chapitre 6 - Remboursement des dépenses	65	
1.	Rôle du régisseur	65	
2.	Rôle de l'ordonnateur	65	
3.	Rôle du comptable	65	
4.	Régularisation des pièces rejetées	66	
5.	Opérations de fin d'année	66	
	Chapitre 7 - Cessation des opérations de la régie d'avances	67	



## SOMMAIRE

CHAPITRE Article Paragraphe	INTITULE	Page	Pages modifiées
	TITRE VI - RESPONSABILITE DES REGISSEURS	68	
	Chapitre 1 - Différents types de responsabilité	69	
1.	Responsabilité administrative	69	
2.	Responsabilité pénale	69	
3.	Responsabilité personnelle et pécuniaire	70	
	Chapitre 2 - Étendue de la responsabilité personnelle et pécuniaire	71	
1.	Dispositions communes à tous les régisseurs	71	
2.	Dispositions particulières aux régisseurs de recettes	72	
3.	Dispositions particulières aux régisseurs d'avances	72	
	Chapitre 3 - Garanties de la responsabilité personnelle et pécuniaire	73	
1.	Constitution du cautionnement	73	
1.1.	Montant	73	
1.2.	Réalisation	74	
2.	Libération du cautionnement	74	
3.	Assurance	75	
	Chapitre 4 - Mise en jeu de la responsabilité personnelle et pécuniaire	76	
1.	Constatation	76	
2.	Procédure amiable	76	
3.	Sursis de versement	77	

## SOMMAIRE

CHAPITRE Article Paragraphe	INTITULE	Page	Pages modifiées
4.	Émission d'un arrêté de débet	77	
5.	Intérêts des débet	78	
6.	Mise en jeu de la responsabilité du comptable assignataire	78	
	Chapitre 5 - Apurement des débet	79	
1.	Recouvrement	79	
1.1.	Recouvrement sur arrêté de débet	79	
1.2.	Recouvrement sur condamnation pécuniaire	79	
2.	Décharge de responsabilité et remise gracieuse	79	
2.1.	Décharge de responsabilité	80	
2.2.	Remise gracieuse	80	
3.	Admission en non-valeurs	81	
	Chapitre 6 - Indemnité de responsabilité	82	
	TITRE VII - COMPTABILITE DES REGIES	83	
	Chapitre 1 - Principe et règles générales	84	
	Chapitre 2 - Comptes	85	
1.	Nomenclature des comptes	85	
1.1.	Compte de disponibilités	85	
1.2.	Comptes d'opérations	85	
2.	Fonctionnement des principaux comptes	86	
	Chapitre 3 - Registres	87	

## SOMMAIRE

CHAPITRE Article Paragraphe	INTITULE	Page	Pages modifiées
1.	Règles générales et la nomenclature	87	
2.	Mode d'utilisation des registres	87	
2.1.	Livre-journal	87	
2.2.	Carnet de situation des disponibilités	87	
2.3.	Registre à souches numérotées	88	
2.4.	Carnets de développement	88	
2.4.1.	Carnets de développement des opérations du compte "Recettes" et du compte "Dépenses"	88	
2.4.2.	Carnet de développement des opérations du compte "Opérations diverses"	89	
	Chapitre 4 - Arrêtés d'écritures	90	
1.	Règles générales	90	
2.	Arrêtés journaliers	90	
3.	Arrêtés mensuels	91	
4.	Arrêtés annuels	91	
4.1.	Livre-journal	91	
4.2.	Carnets de développement	92	
5.	Arrêtés exceptionnels	92	
	Chapitre 5 - Rectifications d'écritures	93	
1.	Règles générales	93	
2.	Rectifications avant versement des opérations	93	
3.	Rectifications après versement des opérations	93	

## SOMMAIRE

CHAPITRE Article Paragraphe	INTITULE	Page	Pages modifiées
	TITRE VIII - CONTROLES	94	
	Chapitre 1 - Règles générales	95	
	Chapitre 2 - Contrôle administratif des régies	96	
1.	Contrôle à l'échelon local	96	
1.1.	Contrôle de l'ordonnateur	96	
1.2.	Contrôle du comptable assignataire	96	
2.	Contrôle à l'échelon central	96	
	Chapitre 3 - Contrôle comptable des régies	97	
1.	Contrôle sur pièces	97	
1.1.	Contrôle de l'ordonnateur	97	
1.1.1.	Dispositions communes aux régies de recettes et aux régies d'avances	97	
1.1.2.	Régies de recettes	97	
1.1.3.	Régies d'avances	97	
1.2.	Contrôle du comptable assignataire	97	
1.2.1.	Dispositions communes aux régies de recettes et aux régies d'avances	97	
1.2.2.	Régies de recettes	98	
1.2.3.	Régies d'avances	98	
2.	Contrôle sur place	98	
2.1.	Autorités chargées des contrôles	98	
2.2.	Modalités d'exercice	99	

## SOMMAIRE

CHAPITRE Article Paragraphe	INTITULE	Page	Pages modifiées
2.3.	Périodicité	99	
2.4.	Documents à établir	99	
2.5.	Sanctions des contrôles sur place effectués à l'initiative du comptable	100	
	ANNEXES	101	
	MODELES	124	

## PRÉAMBULE

Conformément aux dispositions de l'article 18 du règlement général du 29 décembre 1962, "des régisseurs peuvent être chargés pour le compte des comptables publics d'opérations d'encaissement ou de paiement".

En matière de recettes, cette procédure a pour objet d'autoriser un agent du service administratif qui assoit la recette à en percevoir le montant dès la liquidation définitive de l'opération donnant lieu au versement ; cet agent, appelé régisseur de recettes, reverse ultérieurement au comptable les sommes encaissées par ses soins.

En matière de dépenses, cette procédure consiste à faire accorder par les comptables des avances de fonds à des agents des services administratifs, appelés régisseurs d'avances ; ceux-ci, au moyen des fonds ainsi mis à leur disposition, règlent les créanciers dès que leur créance est définitivement justifiée. Les opérations effectuées par les régisseurs d'avances sont ensuite intégrées dans la comptabilité des comptables.

La procédure d'encaissement des recettes et de règlement des dépenses publiques par le moyen de régies est organisée et réglementée par le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 (annexe n° 1). Ce texte répond à trois objectifs :

- faciliter les relations ordonnateurs-régisseurs-comptables ;
- élargir le champ d'application des régies ;
- apporter une souplesse de gestion plus grande.

La présente instruction a pour objet d'indiquer à l'usage des administrations centrales, des ordonnateurs, des contrôleurs financiers, des comptables et des régisseurs, les règles relatives à l'organisation, au fonctionnement et au contrôle des régies.

Le décret du 20 juillet 1992 est applicable aux régies de tous les organismes publics visés par le règlement général sur la comptabilité publique : régies de l'État, des établissements publics nationaux et des établissements publics locaux d'enseignement. Toutefois, un certain nombre de dispositions concernant les régies des établissements publics locaux d'enseignement et les établissements publics nationaux découlent de textes spécifiques.

Aussi, la présente instruction est applicable seulement aux régies instituées pour l'encaissement des recettes ou le règlement des dépenses de l'État (budget général, budgets annexes, comptes spéciaux), des établissements publics nationaux (à caractère administratif, ou à caractère industriel et commercial dotés d'un agent comptable) et des établissements publics locaux d'enseignement.

Ces régies peuvent être implantées :

- soit dans les départements métropolitains ;
- soit dans les départements d'outre-mer.

L'instruction est également applicable aux régies de recettes et d'avances de l'État, à l'étranger, sous réserve des directives particulières qui seront données en ce qui concerne ces régies.

En raison de son champ d'application extrêmement large, la présente instruction générale sur les régies de l'État, des établissements publics nationaux et des établissements publics locaux d'enseignement, traite de façon succincte les particularités de fonctionnement des régies de ces établissements.

En conséquence, les ordonnateurs, agents comptables et régisseurs desdits établissements publics voudront bien se reporter à l'instruction générale M9-R exposant, sous réserve de dispositions particulières applicables à certains établissements, les règles relatives à la création et au fonctionnement des régies de recettes et des régies d'avances des établissements publics nationaux et des établissements publics locaux d'enseignement.

# **TITRE I**

## **INSTITUTION DES RÉGIES**



## **CHAPITRE 1. AUTORITÉS QUALIFIÉES POUR CRÉER LES RÉGIES**

### **1. ÉTAT ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS NATIONAUX**

#### **1.1. PRINCIPE**

Aux termes de l'article 2 du décret n° 92-681 du 20 juillet 1992, "les régies de recettes et les régies d'avances de l'État et des établissements publics nationaux sont créées par arrêté conjoint du ministre du budget et du ministre intéressé". Les ministres qui envisagent de créer des régies doivent, par conséquent adresser des propositions motivées au ministre du budget et lui soumettre un projet d'arrêté.

Au ministère du budget, la direction compétente pour examiner les questions relatives aux régies est celle de la comptabilité publique. Les correspondances à échanger à ce sujet doivent être adressées, accompagnées de l'avis du contrôleur financier, sous le timbre de cette direction.

- au bureau C.3 en ce qui concerne les régies du budget général de l'État et des comptes spéciaux du Trésor non dotés d'un agent comptable (à l'exception des comptes de commerce) fonctionnant sur le territoire métropolitain et dans les départements d'outre-mer ;
- au bureau D.1 en ce qui concerne les régies désignées à l'alinéa précédent implantées dans les territoires d'outre-mer, dans la collectivité territoriale de Mayotte et à l'étranger ;
- au bureau D.4 en ce qui concerne les régies des budgets annexes, des établissements publics nationaux, des établissements publics locaux d'enseignement et des comptes spéciaux du Trésor, dotés d'un agent comptable, quelle que soit leur implantation.

Des modèles d'arrêtés interministériels portant création de régies sont donnés par la présente instruction (modèle n° 1-1 pour les régies de recettes ; modèle n° 1-2 pour les régies d'avances, modèle n° 1-3 pour les régies de recettes et d'avances instituées auprès du même service). Ces modèles sont donnés à titre indicatif et doivent naturellement être adaptés dans certains cas.

#### **1.2. EXCEPTIONS**

Le second alinéa de l'article 2 du décret du 20 juillet 1992 dispose que :

"Toutefois, dans des limites et conditions fixées par un arrêté conjoint du ministre du budget et du ministre intéressé, des régies peuvent être créées :

- par arrêté ministériel ;
- par arrêté du préfet après avis du trésorier-payeur général pour les régies d'État ;
- par décision du directeur de l'établissement public national".

Le décret n° 92-1368 du 23 décembre 1992 modifiant et complétant le troisième alinéa de l'article 2 du décret du 20 juillet 1992 dispose que des régies peuvent être également créées :

- par décision du directeur de l'établissement public national si elles correspondent à des normes fixées par arrêté du ministre du budget".

C'est ainsi que, lorsque plusieurs services ou établissements relevant d'un même ministère ou lorsque plusieurs services d'un même établissement public ont des attributions identiques, un arrêté, pris par le ou les ministres intéressés et le ministre du budget, peut autoriser la création de régies auprès de chacun de ces services ou établissement, soit par arrêté pris sous la seule signature du ministre gestionnaire des crédits ou des recettes, soit par décision du directeur de l'établissement public national.

En outre, dans un souci de déconcentration et d'allégement des procédures administratives, le préfet peut être habilité à créer des régies d'avances et de recettes de l'État et à en nommer les régisseurs.

Dès lors, un arrêté-cadre pris par le ou les ministres intéressés et le ministre du budget peut autoriser la création de régies auprès des services régionaux et départementaux relevant de ce ou ces ministres, par arrêté pris sous la seule signature du préfet, après avis du trésorier-payeur général du département du siège du service auprès duquel est créée la régie (modèles n° 2-1 B, 2-2 B, 3-1 B, 3-2 B et 3-3 B).

Cette habilitation couvre, également, les modifications affectant les régies existantes qui entrent dans le champ d'application de l'arrêté-cadre.

L'arrêté interministériel fixe les limites et conditions de fonctionnement des régies. Dans le respect de la réglementation existante, il doit indiquer la nature des produits ou des dépenses que le régisseur est autorisé à encaisser ou à payer, il fixe le montant maximal de l'avance à consentir au régisseur et le montant maxima de l'encaisse. Il précise, également que les régisseurs sont nommés par arrêté du préfet après agrément du trésorier-payeur général.

## **2. CAS PARTICULIER DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX D'ENSEIGNEMENT**

Les régies de recettes et les régies d'avances des établissements publics locaux d'enseignement sont créées dans les conditions fixées par arrêté conjoint du ministre du budget et des ministres intéressés, par décision du directeur de l'établissement.

## **CHAPITRE 2. ACTES CONSTITUTIFS DES RÉGIES**

L'acte constitutif d'une régie comporte des visas de textes et un certain nombre de dispositions dont les unes sont obligatoires, les autres facultatives.

D'une manière générale il est inutile que - sauf si des dérogations sont prévues - les arrêtés et décisions rappellent les dispositions figurant déjà dans un texte général, telles que :

- la désignation de l'autorité investie du pouvoir de nomination, les modalités d'encaissement et de versement des recettes, le délai de production des pièces justificatives de dépenses, le mode de réalisation du cautionnement, etc... (décret n° 92-681 du 20 juillet 1992).
- les dispositions relatives au cautionnement et à l'indemnité de responsabilité (arrêté du 28 mai 1993).

### **1. VISAS**

L'acte constitutif doit viser :

- d'une part, les textes généraux concernant les régies : article 18 (et éventuellement 166, 173, 204 ou 211 pour les établissements publics nationaux) du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 déjà cité, décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, modifié par le décret n° 76-70 du 15 janvier 1976, l'arrêté du 28 mai 1993 relatif au taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs, ainsi que le montant du cautionnement imposé à ces agents, l'arrêté du 20 juillet 1992 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes, l'arrêté du 20 juillet 1992 relatif au montant par opération des dépenses de matériel et de fonctionnement payables par l'intermédiaire d'un régisseur d'avances ;
- d'autre part, les textes législatifs et réglementaires particuliers à chaque établissement ou service, et, le cas échéant aux opérations dont le règlement par voie de régie est envisagé. Afin d'accélérer l'examen des propositions faites à la direction de la comptabilité publique, il est demandé de joindre au projet d'arrêté interministériel une ampliation de chacun de ces textes, ou de donner la référence de leur publication au journal officiel.

Toutefois, dans le cas où l'acte constitutif est un arrêté simple ou une décision prise en application des dispositions du second alinéa de l'article 2 du décret du 20 juillet 1992, les textes mentionnés ci-dessus ne seront visés que par l'arrêté interministériel (arrêté-cadre), l'arrêté simple ou la décision se bornant à viser cet arrêté interministériel.

## **2. DISPOSITIONS OBLIGATOIRES**

### **2.1. DISPOSITIONS OBLIGATOIRES COMMUNES AUX RÉGIES DE RECETTES ET AUX RÉGIES D'AVANCES**

#### **2.1.1. Service auprès duquel est instituée la régie**

Tout service peut être doté d'une régie de recettes et d'une régie d'avances lorsque la nécessité en est reconnue. La régie de recettes est instituée auprès du service qui, après avoir constaté le fait générateur de la recette, est habilité à en liquider le montant. La régie d'avances est placée en règle générale auprès du service gestionnaire des crédits de telle sorte que le régisseur exerce ses fonctions sous l'autorité directe de la personne qui a qualité pour liquider la dépense et en prescrire le règlement.

Il est très souhaitable de n'instituer, dans toute la mesure du possible, qu'une seule régie auprès de chaque administration centrale.

#### **2.1.2. Cautionnement**

L'arrêté du 28 mai 1993 ayant prévu les modalités de détermination du cautionnement et de l'indemnité de responsabilité, le montant de ceux-ci n'a pas à être fixé par l'acte constitutif de la régie.

Toutefois, le régisseur est dispensé de constituer un cautionnement en application des dispositions prévues à l'article 4 du décret du 20 juillet 1992.

Conformément à l'arrêté du 20 juillet 1992, la dispense de cautionnement s'applique lorsque le montant de l'avance ou le montant moyen des recettes encaissées mensuellement n'excède pas 8 000 F. Ce montant est porté à 16 000 F pour les régisseurs d'avances et de recettes.

De même en ce qui concerne les régies créées temporairement pour une période n'excédant pas six mois ou créées pour une opération particulière, le régisseur pourra être dispensé de constituer un cautionnement sur décision de l'ordonnateur avec agrément du comptable assignataire.

La dispense de cautionnement doit être mentionnée expressément dans l'acte constitutif de régie.

### **2.2. DISPOSITIONS OBLIGATOIRES PROPRES AUX RÉGIES DE RECETTES**

L'article 6 du décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 permet l'encaissement par l'intermédiaire d'une régie de recettes, de produits de toute nature, pour le compte du budget de l'État ou des établissements publics nationaux.

Il est cependant nécessaire d'obtenir une dérogation préalable du ministre du budget pour le recouvrement des impôts, taxes et redevances prévus au code général des impôts, au code des douanes et au code des domaines de l'État.

## 2.3. DISPOSITIONS OBLIGATOIRES PROPRES AUX RÉGIES D'AVANCES

### 2.3.1. Nature des dépenses à payer par les régisseurs

La liste des dépenses que les régisseurs peuvent normalement être autorisés à payer est fixée par l'article 10 du décret du 20 juillet 1992. Ce sont :

- les dépenses de matériel et de fonctionnement, dans la limite d'un montant fixé par arrêté du ministre du budget.
- la rémunération des personnels payés sur une base horaire ou à la vacation, y compris les charges sociales y afférentes, dès lors que ces rémunérations n'entrent pas dans le champ d'application du décret n° 65-845 du 4 octobre 1965.
- les secours urgents et exceptionnels.
- les frais de mission et de stage, y compris les avances sur ces frais.
- pour les opérations à l'étranger, toute autre dépense nécessaire au bon fonctionnement du service situé à l'étranger dans des conditions qui seront prévues par voie d'arrêté interministériel.

Il est inutile de rappeler par le détail dans l'acte constitutif de la régie la liste des dépenses dont le règlement est prévu ; il suffit de porter une référence, soit à l'ensemble des dépenses mentionnées à l'article 10 du décret du 20 juillet 1992 soit aux dépenses mentionnées à un ou plusieurs paragraphes de cet article.

Les dépenses autres que celles qui viennent d'être citées constituent des dérogations accordées par le ministre du budget, et seront expressément désignées dans l'acte constitutif.

#### 2.3.1.1. Dépenses de matériel et de fonctionnement

En matière de régies d'avances, sont considérées comme dépense de matériel et fonctionnement, à titre indicatif, les dépenses afférentes :

- à l'acquisition de toutes fournitures ;
- à l'exécution de travaux, réparations ;
- aux frais de carburant, entretien courant des véhicules appartenant à l'administration ainsi que l'achat de chèques-carburant ;
- aux frais postaux ;
- aux abonnements de publications ;
- aux frais de réception et de représentation ;
- aux frais médicaux pour les visites obligatoires et expertises médicales aux vignettes et timbres fiscaux.

Conformément à l'arrêté du 20 juillet 1992, le montant maximum des dépenses de matériel et de fonctionnement est fixé à 5 000 F par opération.

Pour les régies situées à l'étranger, l'arrêté du 20 juillet 1992 est applicable sauf dérogation fixée dans l'arrêté constitutif.

Tout montant inférieur devra être précisé dans chaque arrêté constitutif de régies instituées pour le paiement de ces dépenses.

Lorsqu'un agent du service consent à faire l'avance sur ses deniers personnels des dépenses minimales, il n'y a pas lieu de créer une régie, le remboursement des agents qui ont payé sur leurs deniers pouvant intervenir au moyen d'un ordre de dépenses établi à leur profit.

2.3.1.2. Rémunération des personnels payés sur une base horaire ou à la vacation, y compris les charges sociales y afférentes, dès lors que ces rémunérations n'entrent pas dans le champ d'application du décret n° 65-845 du 4 octobre 1965 relatif à la généralisation de la procédure de paiement sans ordonnancement préalable des rémunérations servies aux fonctionnaires et agents des services civils de l'état.

Le décret antérieur relatif aux régies prévoyait notamment la possibilité de payer le traitement des agents prenant ou cessant leurs fonctions en cours de mois. Cette faculté était nécessaire en raison des modalités de paiement des rémunérations. Depuis, la paye sans ordonnancement préalable a été généralisée à l'ensemble des personnels civils. Les fonctionnalités de cette procédure permettent, par exemple sous forme d'acompte, de répondre aux exigences de rapidité, voire d'urgence.

Il a donc été décidé de privilégier une procédure unique pour les personnels civils, ce qui a conduit à n'autoriser le maintien du paiement des rémunérations par régie que pour les dépenses n'entrant pas dans le champ d'application du décret de 1965 précité.

2.3.1.3. Secours urgents et exceptionnels

La condition cumulative est maintenue. Les secours constituent, en règle générale, des dépenses urgentes dont le règlement peut être effectué par un régisseur d'avances.

Toutefois, un paiement accéléré n'est nécessaire que pour le versement qui suit immédiatement la décision d'attribution du secours. Lorsque des secours donnent lieu à des versements échelonnés, secours mensuels par exemple, les versements autres que le premier doivent être effectués selon la procédure de l'ordonnancement préalable.

Le montant de ces dépenses doit être fixé dans chaque arrêté constitutif de régies instituées pour le paiement de ces dépenses.

2.3.1.4. Les frais de mission et de stage, y compris les avances sur ces frais.

Les frais de mission et de stage (transport et indemnités journalières) mentionnés par le décret du 20 juillet 1992 sont ceux dont la réglementation est fixée :

- par le décret n° 90-437 du 28 mai 1990 relatif aux conditions et modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels civils sur le territoire métropolitain de la France, publié au J.O. du 30 mai 1990 ;
- par le décret n° 89-271 du 12 avril 1989 relatif aux conditions et modalités de règlement des frais de déplacement des personnels civils à l'intérieur des départements d'outre-mer, et entre la métropole et ces départements publié au J.O. du 30 avril 1989 ;

- par le décret n° 86-416 du 12 mars 1986, relatif aux conditions et modalités de prise en charge par l'État des frais de voyage et de changement de résidence à l'étranger ou entre la France et l'étranger publié au J.O. du 15 mai 1986 ;
- par le décret n° 92-159 du 21 février 1992 fixant les conditions et modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des militaires sur le territoire métropolitain de la France publié au J.O. du 23 février 1992 ;
- par le décret n° 78-1149 du 7 décembre 1978 fixant les modalités de règlement des frais occasionnés par les missions effectuées dans les territoires d'outre-mer par les personnels civils et militaires en service sur le territoire métropolitain de la France, publié au J.O. du 10 décembre 1978.

Les frais de changement de résidence (frais de transport de l'agent et de sa famille, frais de transport du mobilier) sont exclus de la procédure de paiement par le régisseur. En effet, les mutations sont en règle générale connues assez tôt pour permettre l'ordonnancement d'une avance au profit de l'agent muté.

#### **2.3.1.5. Les opérations à l'étranger**

Seules peuvent payer des dépenses à l'étranger, les régies qui sont spécialement habilitées pour le faire.

Pour les opérations à l'étranger, sont visées toutes autres dépenses nécessaires au bon fonctionnement du service situé à l'étranger dans des conditions qui seront prévues par voie d'arrêté interministériel. Il appartient à la direction de la comptabilité publique, bureaux D.1 ou D.4, d'apprécier la nature des dépenses à payer.

#### **2.3.1.6. Dérogations**

L'article 10 du décret du 20 juillet 1992 prévoit que des dérogations peuvent être accordées par le ministre du budget pour le paiement des dépenses autres que celles dont la liste est donnée aux paragraphes 1 à 5 de ce même article.

La dérogation ne doit pas avoir pour objet de prévoir par régie le règlement des dépenses qui pourraient supporter les délais normaux d'ordonnancement, les demandes de dérogation devront donc être motivées.

#### **2.3.2. Montant maximum de l'avance à consentir aux régisseurs**

L'article 11 du décret du 20 juillet 1992 limite l'avance susceptible d'être mise à la disposition du régisseur "au sixième du montant prévisible des dépenses annuelles à payer", ce qui correspond au montant des paiements à effectuer pendant deux mois, ou "au quart du montant prévisible des dépenses annuelles à payer par le régisseur autorisé à effectuer des dépenses publiques à l'étranger; ce qui correspond au montant des paiements à effectuer pendant trois mois.

A l'appui des propositions concernant la fixation du montant maximum de l'avance doit être joint un état faisant ressortir par nature d'opération le montant des dépenses annuelles à payer par la régie. Cet état est donné en modèle n° 4.

Lorsque des régisseurs sont appelés à payer des dépenses afférentes à des opérations qui se renouvellent non pas mensuellement mais occasionnellement, et que le montant de ces dépenses est trop important pour être réglé sans difficulté au moyen de l'avance fixée en fonction des besoins permanents de la régie, les actes constitutifs peuvent prévoir l'octroi aux régisseurs d'une avance complémentaire. Cette avance complémentaire est reversée par le régisseur dans les conditions fixées par l'acte constitutif.

### **2.3.3. Délai de production des pièces justificatives de dépenses par les régisseurs**

L'article 13 (2ème alinéa) du décret du 20 juillet 1992 dispose que : "sauf dérogation accordée par le ministre du budget, la remise de l'ensemble des pièces justificatives intervient au minimum une fois par mois".

Dans le cas d'application pure et simple de ces dispositions, il sera inutile de les rappeler dans l'acte constitutif de la régie.

Il est cependant recommandé d'adopter une périodicité plus courte afin de faciliter le fonctionnement de la régie et de reconstituer de façon régulière l'avance dont dispose le régisseur.

En revanche, le délai maximum devra être fixé dans l'acte constitutif de la régie lorsque des circonstances particulières le justifient :

- soit qu'un délai inférieur à un mois est imposé ;
- soit qu'un délai plus long est autorisé ; dans ce cas, toutes justifications utiles devront être produites à l'appui de la demande de dérogation.

### **2.3.4. Destinataire des pièces justificatives**

En ce qui concerne les pièces justificatives des dépenses payées par le régisseur, l'article 13 du décret du 20 juillet 1992 dispose qu'elles doivent être remises "soit à l'ordonnateur, soit au comptable assignataire". L'acte constitutif devra le préciser suivant les règles propres à chaque catégorie d'organismes.

## **3. DISPOSITIONS FACULTATIVES**

### **3.1. SOUS-RÉGISSEURS**

Le décret du 20 juillet 1992 ne prévoit pas la possibilité pour les régisseurs de faire effectuer des opérations par des sous-régisseurs placés sous leurs ordres.

Ce n'est qu'exceptionnellement, et lorsqu'il y aura impossibilité absolue d'assurer le fonctionnement du service avec plusieurs régies distinctes, que l'institution de sous-régies pourra être acceptée. Dans cette éventualité, l'acte constitutif de la régie devra prévoir les conditions d'organisation et de fonctionnement des sous-régies.



Dans ce cas, le sous-régisseur est considéré comme un préposé du régisseur, ce dernier conservant l'entière responsabilité des opérations de la régie.

Pour ces raisons, le sous-régisseur est désigné avec l'accord du régisseur ; il est dispensé du cautionnement et ne perçoit pas l'indemnité de responsabilité.

### 3.2. IMPUTATION DES OPERATIONS ET DÉSIGNATION DE L'ORDONNATEUR ET DU COMPTABLE ASSIGNATAIRE

L'acte constitutif de la régie peut mentionner, le cas échéant :

- toute indication relative à l'imputation définitive des recettes ou des dépenses ;
- la désignation de l'ordonnateur chargé d'émettre les ordres de recettes ou de dépenses de régularisation, ainsi que la désignation du comptable assignataire.

## 4. MESURES DE PUBLICITÉ

Les arrêtés interministériels et ministériels portant création de régies de l'État, les arrêtés interministériels portant création de régies auprès des établissements publics nationaux, ainsi que les textes qui les modifient, sont publiés in extenso au journal officiel.

Les arrêtés ministériels portant création de régies auprès des établissements publics nationaux en application d'un arrêté interministériel peuvent n'être publiés au journal officiel que sous la forme de résumé (1).

Une ampliation de chacun de ces arrêtés doit être adressée par le ministère, la préfecture ou l'établissement public national au ministre du budget, direction de la comptabilité publique, bureaux C.3, D.1 ou D.4 (cf. paragraphe 111).

Les arrêtés ou décisions portant création de régies en application d'un arrêté-cadre, ainsi que les textes qui les modifient, sont publiés selon les règles propres à chaque catégorie d'organismes.

Enfin, dans tous les cas, une ampliation de l'acte constitutif de la régie (arrêté ou décision) sera remise au comptable assignataire.

---

(1) Les décisions des ordonnateurs d'établissements publics nationaux et des établissements publics locaux d'enseignement portant création de régies n'ont pas à être publiées au journal officiel.

## **TITRE II**

# **NOMINATION DES RÉGISSEURS**

## **CHAPITRE 1. AUTORITÉS QUALIFIÉES POUR NOMMER LES RÉGISSEURS**

### **1. PRINCIPE**

Aux termes de l'article 3 du décret du 20 juillet 1992,

"Sauf disposition contraire prise en accord avec le ministre du budget, le régisseur est nommé par arrêté ou décision de l'ordonnateur de l'organisme public auprès duquel la régie est instituée".

Pour l'État, les régisseurs sont nommés par arrêté du ministre dont relève le service auprès duquel est instituée la régie. En ce qui concerne les régies créées par le préfet en application de l'article 2 du décret, les régisseurs sont nommés par arrêté de ce dernier après agrément du trésorier-payeur général.

Pour les établissements publics nationaux, les régisseurs sont nommés par décision du directeur de l'établissement public national après agrément de l'agent comptable.

Pour les établissements publics locaux d'enseignement, les régisseurs sont nommés par décision du directeur de l'établissement après agrément de l'agent comptable.

Pour les budgets annexes et les comptes spéciaux du Trésor, les régisseurs sont nommés par décision de l'ordonnateur après agrément du comptable assignataire.

L'acte de nomination du régisseur précise éventuellement si ce dernier est dispensé de constituer un cautionnement.

### **2. DÉROGATIONS**

Les dérogations au principe de la nomination des régisseurs par l'ordonnateur peuvent être envisagées dans des cas exceptionnels après accord du ministre du budget.

## **CHAPITRE 2. CHOIX DES RÉGISSEURS**

Les régisseurs sont choisis, en règle générale, parmi le personnel du service auprès duquel est instituée la régie. Toutefois, une bonne règle de gestion exigeant que les fonctions comptables soient distinctes des fonctions de liquidation et de contrôle, il est formellement pros crit de confier les fonctions de régisseur à un agent exerçant les fonctions d'ordonnateur ou ayant reçu délégation à cet effet **(1)**.

En outre, le choix à exercer pour nommer les régisseurs doit porter sur des agents ayant des connaissances en matière de comptabilité. De même, il est préférable lorsque les effectifs du service le permettent, de procéder à la nomination en qualité de régisseurs d'agents titulaires plutôt que d'agents auxiliaires ou contractuels.

---

(2) Il peut cependant être dérogé à cette règle dans les établissements publics nationaux et les établissements publics locaux d'enseignement. Mais en pareil cas, les dépenses éventuellement acquittées par un délégué de l'ordonnateur, agissant en qualité de régisseur d'avances, doivent être ordonnancées par l'ordonnateur principal.

### **CHAPITRE 3. PUBLICITÉ DE L'ACTE DE NOMINATION DES RÉGISSEURS**

L'arrêté ou décision doit être notifié à l'ordonnateur dont relève le régisseur ainsi qu'au comptable assignataire.

Pour l'État, un extrait de l'arrêté ou de la décision de nomination des régisseurs est publié au journal officiel, à l'exception des cas où l'arrêté constitutif n'est pas soumis à cette formalité.

## **CHAPITRE 4. DÉSIGNATION DE SUPPLÉANT**

Afin de permettre la continuité du service, il est fortement recommandé au régisseur de désigner, sous sa responsabilité, après autorisation du chef du service auprès duquel est instituée la régie, un suppléant ou mandataire temporaire pour le remplacer pendant son absence.

## **CHAPITRE 5. DÉSIGNATION D'INTÉRIMAIRE**

La nomination d'un régisseur intérimaire intervient dans les cas suivants :

- cessation des fonctions du régisseur sans qu'un remplaçant titulaire ait été nommé ;
- absence du régisseur pour une durée supérieure à deux mois ;
- absence du régisseur, inférieure à deux mois, s'il n'a pas été constitué de mandataire.

Il appartient à l'ordonnateur de désigner un régisseur intérimaire et d'en informer immédiatement le comptable assignataire auquel il notifie la signature du régisseur intérimaire.

Le régisseur intérimaire est installé dans ses fonctions dans les mêmes conditions que le régisseur titulaire.

Il est toutefois dispensé de constituer un cautionnement mais, étant pécuniairement responsable de sa gestion, il peut bénéficier de l'indemnité de responsabilité allouée au régisseur titulaire.

L'intérim des fonctions de régisseur ne saurait excéder six mois.

A défaut de nomination d'un régisseur titulaire à l'expiration de ce délai, le comptable assignataire en réfère à la direction de la comptabilité publique.

## **TITRE III**

# **INSTALLATION DES RÉGISSEURS**



L'entrée en fonctions effective des régisseurs est subordonnée à l'accomplissement d'un certain nombre de formalités.

Certaines sont communes à tous les régisseurs ; d'autres diffèrent selon que les régisseurs sont chargés d'une régie nouvellement créée ou sont nommés en remplacement d'un précédent régisseur.

## **CHAPITRE 1. FORMALITES COMMUNES A TOUS LES REGISSEURS**

### **1. JUSTIFICATION DU CAUTIONNEMENT**

Avant d'être installé dans ses fonctions - et à moins qu'il ne bénéficie d'une dispense de cautionnement (cf. paragraphe 122.12)- le régisseur doit justifier :

- soit de la constitution d'un cautionnement par dépôt de numéraire, de rentes sur l'État ou d'autres valeurs du Trésor ;
- soit de l'engagement d'une caution solidaire constituée par l'affiliation du régisseur à une association de cautionnement mutuel agréée par le ministre de l'économie et des finances.

Le montant du cautionnement est calculé comme il est indiqué ci-après au paragraphe n° 631.

### **2. ACCRÉDITATION AUPRÈS DE L'ORDONNATEUR ET DU COMPTABLE ASSIGNATAIRE**

L'autorité investie du pouvoir de nomination du régisseur adresse une ampliation de l'acte de nomination à l'ordonnateur ainsi qu'au comptable chez lesquels le régisseur dépose le spécimen de sa signature en un nombre suffisant d'exemplaires.

Dans tous les cas, il est recommandé au régisseur de prendre contact avec les services du comptable assignataire pour arrêter les modalités pratiques de fonctionnement de sa régie.

De son côté, le comptable assignataire doit apporter son aide au régisseur, notamment pour l'organisation de sa comptabilité, l'ouverture des comptes et les modalités d'exécution des opérations.

En outre, dans les établissements publics nationaux, les instructions relatives à la tenue des écritures des régisseurs sont données par l'agent comptable dans le cadre des instructions générales du ministre du budget (art. 166, 173, 204 et 211 du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962).

## CHAPITRE 2. FORMALITÉS PARTICULIÈRES AUX TITULAIRES D'UNE RÉGIE NOUVELLEMENT CRÉÉE

### 1. COMPTE DE DEPOTS DE FONDS AU TRESOR

Les régisseurs de recettes et les régisseurs chargés du paiement de dépenses, imputables au budget général ou à un compte spécial du Trésor doivent obligatoirement être titulaires d'un compte de dépôts de fonds au Trésor sans intérêt ; en revanche, l'ouverture d'un tel compte est facultative pour les régisseurs d'avances chargés du paiement des dépenses imputables aux budgets annexes et aux budgets des établissements publics nationaux, et des établissements publics locaux d'enseignement. Cette ouverture est également facultative pour les régisseurs à l'étranger.

Dans le cas des régisseurs d'avances du budget général de l'État ou d'un compte spécial du Trésor, le compte est ouvert dans les écritures du comptable principal du Trésor qui a versé l'avance. Pour faciliter le fonctionnement de certaines régies d'avances et avec l'accord du comptable précité, les régisseurs peuvent toutefois demander que leur compte de dépôts de fonds soit tenu par un autre comptable centralisateur du département. Exceptionnellement, le compte peut être ouvert chez un autre comptable du Trésor, sous réserve de l'autorisation de la direction de la comptabilité publique, sur proposition du comptable supérieur dans l'arrondissement duquel doit être ouvert le compte.

Lorsque l'ouverture du compte est facultative, ce compte doit être ouvert chez le comptable centralisateur le plus proche de la résidence administrative du régisseur. Exceptionnellement, le compte peut être ouvert chez un autre comptable du Trésor dans les conditions fixées à l'alinéa précédent.

### 2. COMPTE COURANT POSTAL

Les régisseurs d'avances et les régisseurs de recettes peuvent se faire ouvrir un compte courant postal. L'ouverture d'un tel compte doit être exceptionnelle et devra être précisée dans l'acte constitutif de la régie.

Les conditions d'ouverture de ces comptes sont fixées par la lettre-commune aux ministres et secrétaires d'État n° CD-4377 L/C 54 M du 30 octobre 1964, prise pour l'application du décret n° 64-345 du 18 avril 1964 relatif aux comptes courants postaux des comptables publics et des régisseurs de recettes et de dépenses, et à laquelle les régisseurs devront se reporter (voir notamment les § 3 à 8).

### 3. COMPTE BANCAIRE

Il convient de signaler qu'à l'étranger, les régisseurs peuvent être autorisés par le comptable principal du Trésor territorialement compétent à détenir un compte de dépôts en monnaie locale ou en franc français dans un établissement bancaire local.

Par ailleurs, sur instruction du ministre de l'économie et des finances et du ministre du budget, les régisseurs à l'étranger peuvent être autorisés à se faire ouvrir un compte de dépôts en devises tierces dans un établissement bancaire local.

#### **4. REGISTRES À SOUCHES**

En principe, les régisseurs de recettes délivrent des quittances extraites d'un registre à souches pour les recettes perçues en numéraire (cf. § 412.1).

Sauf disposition contraire prévue par l'acte constitutif de la régie, tout régisseur de recettes doit donc, dès son entrée en fonctions, être détenteur d'un ou plusieurs registres à souches (modèle n° 11). Ces registres lui sont remis sur sa demande par le comptable assignataire ou, avec l'accord de ce dernier, par le comptable du Trésor de la résidence administrative du régisseur.

## **CHAPITRE 3. FORMALITÉS PARTICULIÈRES AUX NOUVEAUX RÉGISSEURS D'UNE RÉGIE EN FONCTIONNEMENT**

### **1. REMISE DE SERVICE**

L'installation du nouveau régisseur entraîne la remise à cet agent :

- du numéraire et des effets bancaires et postaux ;
- des pièces de dépenses payées non encore adressées à l'ordonnateur ou devant faire l'objet d'une régularisation ;
- des carnets de chèques de dépôts de fonds au Trésor et des carnets de chèques postaux ou bancaires ;
- des registres à souches ;
- de tous les autres registres et documents ainsi que des archives de la régie. Le chef du service informe le comptable assignataire de la date de la remise de service.

La remise de service est effectuée en présence du chef du service et éventuellement du comptable assignataire. Un procès-verbal, établi en quatre exemplaires, fait apparaître la situation des écritures de la régie. Le procès-verbal est signé par le chef du service, le régisseur sortant, le nouveau régisseur et éventuellement le comptable assignataire. Dans tous les cas, un exemplaire sera adressé au comptable.

Exceptionnellement, les régisseurs entrant et sortant peuvent, sur autorisation du chef de service, se faire remplacer par des mandataires.

Si la remise de service intervient en l'absence du régisseur sortant et que celui-ci n'a pas désigné de mandataire, il est nécessaire qu'elle ait lieu en présence de l'ordonnateur ou de son représentant, qui contresigne le procès-verbal.

Lorsque exceptionnellement le fonctionnement de la régie ne peut être assuré par le régisseur sortant jusqu'à ce que le nouveau régisseur soit régulièrement installé et notamment ait réalisé son cautionnement, le comptable assignataire peut néanmoins autoriser la remise de service et l'intervention du nouveau régisseur pour les opérations urgentes, notamment pour l'encaissement de recettes. Il appartient au comptable assignataire de fixer les limites de l'intervention du régisseur, compte tenu des nécessités du service ; il doit veiller en outre à ce que le nouveau régisseur réalise son cautionnement dans les meilleurs délais.

### **2. COMPTE DE DÉPÔTS DE FONDS AU TRÉSOR, COMPTE COURANT POSTAL ET COMPTE BANCAIRE**

En même temps que le comptable assignataire donne son accord à la remise de service, il autorise le régisseur entrant à se faire accréditer auprès du comptable qui tient le compte de dépôts de fonds au Trésor et du centre de chèques postaux qui tient le compte courant postal de la régie.

Dans le cas où le compte de dépôts de fonds est tenu par un établissement bancaire, il est procédé aux formalités d'accréditation auprès de cet établissement.

## **CHAPITRE 4. ORGANISATION EN PERSONNEL ET MATÉRIEL**

### **1. PERSONNEL**

Il appartient aux administrations de mettre à la disposition du régisseur le personnel nécessaire au bon fonctionnement du service. Le régisseur exerce, à l'égard de ce personnel, l'autorité hiérarchique.

Un suppléant peut être désigné par le régisseur pour le remplacer pendant son absence, dans les conditions fixées au chapitre 24.

La délégation est personnelle.

Une procuration, établie sur papier libre, définit les pouvoirs confiés au mandataire. Ce document est visé par le chef de service auprès duquel est instituée la régie, et dans les établissements publics par le comptable assignataire.

Le régisseur informe l'ordonnateur et le comptable assignataire de la constitution d'un mandataire en leur adressant la copie visée par le chef du service, de la procuration, ainsi que le spécimen de la signature du mandataire.

Le mandataire assure le service en se conformant aux dispositions du mandat et aux règles de fonctionnement de la régie. Les opérations effectuées par le mandataire engagent la responsabilité pécuniaire du régisseur.

Le mandataire est tenu de rendre compte de sa gestion au régisseur.

Le mandataire ne peut exercer ses fonctions dans le cas d'absence du régisseur que pendant deux mois au maximum. Dans le cas d'absence supérieure à deux mois, il convient de procéder à la nomination d'un nouveau régisseur ou d'un intérimaire.

Afin de faciliter le fonctionnement de certaines régies très importantes, le régisseur peut exceptionnellement être autorisé, par décision conjointe de l'ordonnateur et du comptable assignataire, à donner procuration à un ou plusieurs agents de la régie pour des tâches déterminées, notamment pour le visa des pièces comptables.

Dans l'hypothèse où en raison de son importance, une régie nécessite un ou plusieurs emplois de caissier, les agents chargés de cette fonction sont désignés par le chef du service sur proposition du régisseur.

### **2. MATERIEL**

Les régisseurs doivent pouvoir exercer leurs fonctions dans des locaux aménagés pour assurer la sécurité des deniers publics, dont ils sont responsables.

La sécurité doit être assurée à la fois par des installations matérielles appropriées et par l'organisation de la conservation des fonds et valeurs ainsi que de leurs mouvements.

### **3. DÉLAIS DE CONSERVATION DES DOCUMENTS**

Les archives des régisseurs sont conservées tant que les comptes du comptable assignataire n'ont pas fait l'objet d'un jugement définitif. Le délai de conservation expire un an après cette décision, mais quatre ans au moins après la clôture de l'exercice.

Le régisseur prendra l'attache du comptable assignataire pour s'assurer de la date à partir de laquelle les archives pourront être, selon les cas, détruites ou remises au service des archives départementales.

## **TITRE IV**

# **OPÉRATION DES RÉGIES DE RECETTES**

## **CHAPITRE 1. ENCAISSEMENT DES RECETTES PAR LE RÉGISSEUR**

### **1. NATURE DES RECETTES ENCAISSÉES PAR LES RÉGISSEURS**

#### **1.1. CONSTITUTION DE LA RÉGIE**

Les recettes que le régisseur est autorisé à encaisser sont énumérées dans l'arrêté ou la décision de création de la régie.

L'acte constitutif de la régie prévoit en outre, le montant de son encaisse maximum et, éventuellement, du fonds de caisse permanent. Il peut, par ailleurs, fixer un seuil au-delà duquel les recettes seront encaissées par le comptable et non par la régie qui ne sera pas habilitée à cet effet.

#### **1.2. CONTRÔLES**

Il résulte des dispositions combinées des articles 12-A du règlement général sur la comptabilité publique du 29 décembre 1962 et de l'article 2 du décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, que le régisseur est tenu d'exercer le contrôle "dans les conditions prévues pour chaque catégorie d'organisme public par les lois et règlements, de l'autorisation de percevoir la recette". Tout encaissement de recettes non autorisées constituerait une gestion de fait.

En règle générale, les encaissements peuvent être effectués, soit après, soit sans intervention d'un service liquidateur.

Plus fréquemment, l'encaissement est précédé de l'intervention d'un service liquidateur, notamment dans le cas de redevances, de taxes, de remboursement de services rendus. Le service liquidateur établit alors un décompte au vu duquel le régisseur perçoit la somme due.

Lorsque le versement immédiat n'est pas obligatoire, une liste récapitulative des sommes à encaisser est établie par le service liquidateur et envoyée au régisseur. Si le débiteur ne se libère pas à la date à laquelle le versement aurait dû être effectué, le régisseur en informe l'ordonnateur. Le régisseur n'ayant qualité ni pour accorder des délais de paiement, ni pour exercer des poursuites, il appartient à l'ordonnateur d'émettre à l'encontre du redevable défaillant un ordre de recettes dont le recouvrement est confié au comptable assignataire.

### **2. MODALITÉS D'ENCAISSEMENT DES RECETTES**

Chaque régisseur est détenteur d'un compte de dépôts de fonds au Trésor sur lequel toutes les recettes de la régie sont déposées.



Par application des dispositions de l'article 7 du décret du 20 juillet 1992, les redevables sont autorisés à s'acquitter des sommes à leur charge :

- en numéraire,
- au moyen de chèques,
- par virement à son compte de dépôts de fonds au Trésor ou éventuellement à son compte courant postal,
- par carte de paiement lorsque le régisseur est habilité par le comptable assignataire à recevoir les paiements par carte bancaire et qu'il dispose du matériel nécessaire à ce type d'encaissement, qui s'effectue obligatoirement par l'intermédiaire du compte de dépôts de fonds au Trésor.

Les encaissements interviennent alors selon les modalités prévues par les instructions n° 89-113-A8-K1-PR du 11 décembre 1989, n° 89-128-A8-K1-PR du 27 décembre 1989 et n° 90-154-K1-PR du 27 décembre 1990.

- par prélèvement automatique sur un compte bancaire du redevable et à sa demande, pour le recouvrement de certaines catégories de créances déterminées par le comptable assignataire, dans les conditions précisées par circulaires.

## 2.1. ENCAISSEMENT EN NUMÉRAIRE

### ✧ Perception.

Pour tous les encaissements qu'il effectue en numéraire, le régisseur est tenu de délivrer des quittances extraites d'un registre à souches numérotées.

Il n'est pas délivré de quittance lorsque le régisseur perçoit des droits contre remise immédiate de tickets, carnets, brochures et documents divers ou apposition de timbres et vignettes, sur lesquels se trouvent inscrites les indications relatives à l'objet du versement et à son montant et qui sont pris en charge dans une comptabilité matière.

Avec l'accord du comptable assignataire, il peut être fait usage d'appareils enregistreurs pour délivrer des tickets constatant le versement des recettes. Les modalités comptables de fonctionnement de la régie font alors l'objet d'instructions particulières.

### ✧ Versements au Trésor.

Aux termes de l'article 7 du décret du 20 juillet 1992, le numéraire est versé dans les conditions définies par l'arrêté ou la décision constitutif de la régie.

Au moins une fois par mois, ou suivant la périodicité prévue par le texte constitutif de la régie, ou lorsque le montant de son encaisse atteint la limite fixée par ce texte, et en tout état de cause, le 31 décembre, le régisseur verse au comptable gestionnaire de son compte de dépôts de fonds au Trésor la totalité des espèces qu'il détient à l'exception de son fonds de caisse permanent sauf dérogation expresse du comptable assignataire.

Les sommes versées par le régisseur au comptable teneur du compte de dépôts de fonds doivent être portées au crédit de ce compte par le comptable.

Lorsque le régisseur ne se trouve pas à la résidence du comptable teneur de son compte de dépôts de fonds, il peut, en accord avec le comptable assignataire, verser ses recettes à la caisse du comptable du Trésor le plus proche de la résidence de la régie, ou exceptionnellement, après autorisation du comptable assignataire, au compte courant postal dont il est titulaire.

Dans ce dernier cas, il verse par chèque la totalité de l'avoir de ce compte sur son compte de dépôts de fonds au Trésor, lorsque cet avoir a atteint la limite fixée par l'acte constitutif, ou aux dates prévues par ce même texte.

## 2.2. ENCAISSEMENTS PAR CHÈQUES BANCAIRES OU POSTAUX

La réglementation applicable est celle relative à l'encaissement des recettes publiques par chèques bancaires ou postaux.

Les chèques reçus par les régisseurs à l'étranger sont en général remis à l'encaissement auprès des établissements bancaires qui tiennent leur compte de dépôts.

Les régisseurs doivent exiger un chèque certifié ou un chèque de banque pour le règlement de droits au comptant pour l'achat de formules, timbres, vignettes ou autres valeurs, lorsque le montant des opérations dépasse le seuil de 10 000 F.

Les chèques doivent être émis à l'ordre du Trésor public ou du régisseur ès-qualité. Le régisseur ne délivre une quittance que sur demande expresse de la partie versante.

Après vérification, les chèques sont comptabilisés et adressés au plus tard le lendemain de leur réception par le régisseur au comptable du Trésor teneur du compte de dépôts de fonds.

Préalablement à cet envoi, les chèques bancaires ou postaux émis au nom du régisseur sont endossés au profit du Trésor public. En principe, la signature doit être manuscrite. Toutefois, une griffe peut être utilisée avec l'accord du comptable assignataire.

L'attention est appelée sur la nécessité d'effectuer avec diligence les transmissions ou dépôts de chèques, la responsabilité du régisseur pouvant être engagée dans le cas où, par suite d'un retard, la provision pouvant périr par le fait du tireur, aucun recours ne pourrait être exercé contre le tireur ou les endosseurs.

## 2.3. ENCAISSEMENT PAR VIREMENT ET PAR PRELEVEMENT

L'encaissement des recettes publiques par le régisseur peut intervenir par virement direct sur son compte de dépôts de fonds, ou par prélèvement automatique sur le compte du redevable.

Le paiement par prélèvement automatique ne peut être utilisé qu'à la demande du redevable et après autorisation du comptable assignataire.

## **CHAPITRE 2. PROCÉDURE DE COMPTABILISATION DES RECETTES ENCAISSEES**

### **1. RÔLE DU RÉGISSEUR**

#### **1.1. OPÉRATIONS COURANTES EFFECTUÉES EN COURS DE MOIS**

Le comptable teneur du compte de dépôts de fonds accuse réception des dépôts par l'envoi au régisseur de relevés de compte.

Le dernier jour ouvrable de chaque mois, le régisseur établit un état de ventilation par nature des recettes encaissées, à la date du dernier relevé de compte reçu.

Cet état est adressé par le régisseur en un exemplaire, à l'ordonnateur et au comptable assignataire, au plus tard le premier jour ouvrable qui suit le jour de son établissement. Un troisième exemplaire est conservé par le régisseur à l'appui de sa comptabilité.

L'envoi de cet état, du régisseur à l'ordonnateur, provoque immédiatement l'émission d'ordres de recettes, si ce dernier est ordonnateur unique des recettes encaissées par le régisseur.

Lorsque, à titre exceptionnel, les produits encaissés par le régisseur doivent faire l'objet d'ordres de recettes émis par des ordonnateurs différents, un relevé est adressé à chacun des ordonnateurs intéressés pour la part des encaissements qui le concerne.

A réception des ordres de recettes, le régisseur contrôle la concordance de leurs montants avec l'état de ventilation des recettes et établit un chèque de paiement correspondant, tiré sur son compte de dépôts de fonds. L'ensemble est alors adressé au comptable assignataire et permet l'apurement du compte de dépôts de fonds au Trésor du régisseur.

#### **1.2. RÉGULARISATION ET JUSTIFICATION DES RECETTES**

En cas de réception de chèques impayés, le régisseur met en demeure le redevable de régulariser le paiement dans le délai de trente jours à compter de sa présentation au paiement. Si aucun versement volontaire n'intervient, le régisseur réduit ses encaissements du montant de l'impayé et demande à l'ordonnateur d'émettre un titre de perception à l'encontre du redevable pour le recouvrement de l'impayé par le comptable assignataire.

Les sommes perçues à tort par le régisseur sont remboursées par le comptable assignataire. A cet effet, le régisseur établit un relevé détaillé de recettes indûment perçues comportant tous renseignements permettant leur remboursement. Ce relevé est adressé au comptable assignataire à l'appui de l'état (modèle n° 6).

Des dérogations à cette règle peuvent être accordées dans les établissements publics nationaux.

## **2. RÔLE DU COMPTABLE ASSIGNATAIRE**

### **2.1. INTÉGRATION DES OPÉRATIONS DU RÉGISSEUR**

Lors de la réception des titres de perception et après leur prise en charge, le comptable assignataire solde le titre par encaissement du chèque émis par le régisseur et apure ainsi le compte de dépôts de fonds au Trésor de ce dernier.

### **2.2. RÉGULARISATIONS**

Les remboursements de trop perçu sont effectués par le comptable assignataire. Des dérogations peuvent cependant intervenir pour les établissements publics nationaux.

## **3. RÔLE DES COMPTABLES DU TRÉSOR AUTRE QUE LE COMPTABLE ASSIGNATAIRE**

Lorsque le régisseur a été autorisé, en accord avec le comptable assignataire, à verser ses recettes en numéraire à la caisse d'un autre comptable du Trésor, ces versements sont imputés et transférés dans les conditions fixées par les instructions propres au service des comptables du Trésor, au comptable teneur du compte de dépôts de fonds.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux établissements publics nationaux.

## **4. CAS PARTICULIER DES ENCAISSEMENTS SUR FONDS DE CONCOURS**

Lorsque les sommes encaissées par le régisseur ont vocation à être imputées sur un fonds de concours et afin de réduire les délais d'ouverture des crédits, un titre de perception global peut être émis par l'ordonnateur, en début d'année, pour 90 % des encaissements intervenus l'année précédente.

L'imputation des sommes encaissées par le régisseur peut être effectuée chaque semaine, afin de permettre une ouverture plus rapide des crédits. Le régisseur adresse alors au comptable assignataire, de façon hebdomadaire, un chèque correspondant aux encaissements effectués.

En fin d'année, un titre complémentaire ou de réduction est émis par l'ordonnateur en fonction des recouvrements intervenus.

### **CHAPITRE 3. CESSATION DES OPÉRATIONS DE LA RÉGIE DE RECETTES**

Lorsque la régie de recettes cesse ses opérations, le régisseur verse au comptable teneur de son compte de dépôts de fonds, la totalité des recettes encaissées.

Le régisseur adresse une demande de clôture de son compte de dépôts de fonds au comptable assignataire.

De même, lorsque le régisseur dispose d'un compte courant postal, il adresse une demande de clôture de son compte au centre de chèques postaux, après avoir effectué le dernier virement des crédits figurant au solde du compte courant postal, sur le compte de dépôts de fonds.

Le régisseur restitue le ou les registres à souches au comptable qui les lui avait remis. Il fait parvenir également au comptable assignataire les tickets, timbres, vignettes et autres documents destinés à l'encaissement des recettes.

# **TITRE V**

## **OPÉRATION DES RÉGIES D'AVANCES**

## **CHAPITRE 1. RÈGLES GÉNÉRALES**

Les dépenses que le régisseur est autorisé à payer sont prévues par l'acte constitutif de la régie. Le régisseur ne doit pas payer d'autres dépenses ; à défaut, il pourrait être considéré comme comptable de fait. En revanche, il n'y a pas d'obligation de payer par voie de régie toutes les dépenses dont la nature est donnée par l'acte constitutif, s'il s'avère que certaines de ces dépenses peuvent être réglées après ordonnancement.

Les dépenses sont rattachées au budget de l'exercice au cours duquel elles sont payées.

Les régisseurs des établissements publics nationaux peuvent payer des dépenses imputables sur les crédits de l'année écoulée jusqu'à une date permettant le mandatement de ces dépenses avant la clôture de la gestion. Les directives nécessaires sont données aux régisseurs en fonction de chaque cas d'espèce, par l'ordonnateur et l'agent comptable.

## CHAPITRE 2. VERSEMENT DE L'AVANCE

### 1. RÈGLES GÉNÉRALES

L'article 11 du décret du 20 juillet 1992 précise que le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé, sauf dérogation accordée par le ministre du budget, au sixième du montant prévisible des dépenses annuelles à payer par le régisseur, ou au quart de ce montant pour les dépenses effectuées à l'étranger.

Le montant à mettre à disposition du régisseur doit être déterminé en fonction de ses besoins réels. En application de ce critère et compte tenu des termes du décret, le montant de l'avance peut être modulé dans la limite du maximum précisé dans l'article 11.

Dans le cas exceptionnel où le montant de l'avance nécessaire est supérieur au montant maximum en raison de besoins ponctuels, une avance exceptionnelle peut être versée pour une période limitée sur production d'une demande motivée de l'ordonnateur et après accord du comptable assignataire.

### 2. VERSEMENT DE L'AVANCE INITIALE

#### 2.1. RÔLE DU REGISSEUR

Le régisseur établit une demande d'avance, en double exemplaire, conforme au modèle n° 4.

La demande indique le montant du versement sollicité - en principe le montant maximum fixé par l'arrêté (cf § 521 ci-dessus) - et sa répartition par chapitre (1)

##### 2.1.1. Rôle de l'ordonnateur

Après s'être assuré de la régularité de la demande formulée par le régisseur, l'ordonnateur la signe. Il enregistre dans sa comptabilité administrative le blocage des crédits correspondants <sup>(1)</sup>.

L'ordonnateur transmet les deux exemplaires de la demande d'avance soit au comptable assignataire, soit au contrôleur financier central, s'il s'agit d'une régie instituée auprès d'une administration centrale. Dans ce dernier cas, les demandes sont accompagnées des propositions d'engagement.

##### 2.1.2. Rôle du contrôleur financier

Pour l'État, le contrôleur financier effectue les vérifications nécessaires et constate un engagement de dépenses correspondant au montant de l'avance dont le versement est demandé.

Le contrôleur financier central vise les deux exemplaires de la demande et les renvoie à l'ordonnateur.

---

(3) Ces dispositions ne sont pas obligatoires dans les établissements publics nationaux, et dans les établissements publics locaux d'enseignement.



Toutefois, il n'est pas procédé à engagement lorsque des dépenses payables par la régie, ont déjà fait l'objet d'un engagement, soit en début d'année, soit pour l'ensemble d'une opération.

Ce dernier principe est appliqué pour les paiements de dépenses sur des crédits déconcentrés.

Le contrôleur financier local intervient selon les règles de droit commun (engagement provisionnel en début d'année ou engagement spécifique selon la nature des dépenses), il n'a pas à s'interroger sur les modalités de paiement des dépenses.

## **2.2. RÔLE DU COMPTABLE ASSIGNATAIRE**

Dès réception des deux exemplaires de la demande, et après vérification, le comptable bloque ou valide à concurrence du montant de l'avance les crédits délégués au titre du ou des chapitres mentionnés (1) et établit un ordre de paiement au nom du régisseur.

Pour les régies de l'État (budget général ou compte spécial), le comptable crédite le compte de dépôts de fonds au Trésor du régisseur. Pour les régies instituées au titre d'un budget annexe de l'État ou d'un établissement public national, ou d'un établissement public local d'enseignement, le versement peut être effectué en numéraire ou par virement au crédit du compte courant postal du régisseur, si ce dernier n'est pas titulaire d'un compte de dépôts de fonds au Trésor. A l'étranger, le versement de l'avance peut être effectué au compte bancaire du régisseur.

Les ordres de paiement appuyés d'un exemplaire de la demande d'avance sont, soit revêtus de la mention de règlement par virement, soit acquittés par le régisseur.

Le second exemplaire de la demande est conservé par le comptable assignataire et classé dans le dossier de la régie.

## **3. MODIFICATION DU MONTANT DE L'AVANCE**

### **3.1. AUGMENTATION DE L'AVANCE**

Le montant de l'avance complémentaire ou exceptionnelle est mis à la disposition du régisseur au vu d'une demande établie dans les mêmes conditions que la demande d'avance initiale.

### **3.2. RÉDUCTION DE L'AVANCE (5)**

Le régisseur reverse au comptable assignataire une somme égale au montant de la réduction opérée. Il produit à l'ordonnateur un état donnant la ventilation par chapitre de l'avance restant à sa disposition.

---

(4) Le payeur général du Trésor n'effectue aucun blocage de crédits en ce qui concerne les régies instituées auprès des administrations centrales.

(5) Ces dispositions ne sont pas obligatoires dans les établissements publics nationaux, et dans les établissements publics locaux d'enseignement.

En ce qui concerne les régies fonctionnant auprès des administrations centrales, l'état visé par l'ordonnateur est transmis au contrôleur financier central accompagné d'une déclaration de recettes constatant le reversement partiel de l'avance, à l'appui d'une proposition de retrait d'engagement. Après l'avoir visé, le contrôleur financier central renvoie l'état à l'ordonnateur, qui le transmet au comptable assignataire.

Dès réception de l'état, le comptable assignataire crédite le compte d'imputation de l'avance et libère le cas échéant les crédits bloqués, à concurrence du montant du reversement.

#### **4. RÉPARTITION DE L'AVANCE PAR CHAPITRE (6)**

La ventilation de l'avance par chapitre telle qu'elle est donnée par la demande d'avance n'a pas de caractère absolu. Si des modifications aux indications primitives s'avèrent nécessaires, il appartient à l'ordonnateur d'en informer le comptable assignataire, et le contrôleur financier central, en produisant un état donnant la nouvelle répartition par chapitre.

Le contrôleur financier central procède aux rectifications d'engagement nécessaires et le comptable assignataire modifie le blocage des crédits opéré antérieurement.

#### **5. DISPOSITIONS À PRENDRE EN FIN D'ANNÉE (5)**

Afin de ne pas immobiliser inutilement des crédits en fin d'année, les derniers remboursements de dépenses sont imputés sur les crédits bloqués.

Au 31 décembre, au plus tard, le comptable assignataire libère les crédits restant bloqués au titre de la gestion écoulée. Pour la nouvelle gestion, il est procédé, dans les conditions habituelles, aux engagements et blocages évoqués ci-dessus.

Le comptable assignataire avise l'ordonnateur des opérations de déblocage et de blocage effectuées afin de lui permettre de mettre à jour sa comptabilité administrative.

---

(6) Ces dispositions ne sont pas obligatoires dans les établissements publics nationaux, et dans les établissements publics locaux d'enseignement.

## **CHAPITRE 3. APPROVISIONNEMENT DE LA CAISSE ET DU COMPTE COURANT POSTAL**

### **1. CAISSE**

Le régisseur, titulaire d'un compte de dépôts de fonds au Trésor alimente sa caisse au moyen d'un retrait de fonds chez le comptable du Trésor qui tient son compte, contre remise d'un chèque. Il peut, lorsqu'il doit assurer des paiements importants en numéraire dans un autre lieu que celui du siège de la régie, alimenter sa caisse au moyen d'un chèque visé, payable par le comptable du Trésor le plus proche.

Afin d'éviter la multiplication des transferts de fonds, le régisseur peut également être autorisé - sous certaines conditions - à effectuer les retraits de fonds au moins égaux à 20 000 F auprès d'une succursale de la banque de France (rectificatif à l'instruction n° 84-89-P-R du 14 juin 1984, annexe n° 7).

Lorsque le régisseur a perçu son avance par virement à son compte courant postal, il établit, pour effectuer un retrait de fonds, un chèque postal établi en forme de chèque de paiement qu'il adresse au centre de chèques postaux tenant son compte.

A l'étranger, les régisseurs qui sont titulaires d'un compte bancaire approvisionnent leur caisse par prélèvement sur ce compte.

### **2. COMPTE COURANT POSTAL**

Le régisseur, titulaire d'un compte de dépôts de fonds au Trésor, alimente son compte courant postal en adressant au comptable du Trésor une demande de virement indiquant le numéro du compte courant postal à créditer et le centre de chèques postaux teneur du compte. Dès réception de la demande, le comptable du Trésor effectue un virement au crédit du compte courant postal du régisseur.

## **CHAPITRE 4. CONTRÔLES EXERCÉS PAR LE REGISSEUR À L'OCCASION DU RÈGLEMENT DES DÉPENSES**

### **1. RÈGLES GÉNÉRALES**

Le régisseur paye les dépenses au vu des pièces justificatives qui sont exigées par les comptables assignataires pour les paiements assignés directement sur leur caisse.

Ces pièces justificatives sont déterminées par des nomenclatures établies pour l'État, par la circulaire n° CD-0822 du 24 février 1992 ou par des instructions particulières à chaque catégorie de dépenses. Il appartient au régisseur de demander à l'ordonnateur dont il relève et au comptable assignataire, la nature des documents exigés pour le paiement des dépenses de la régie.

Les contrôles que doivent exercer les régisseurs d'avances résultent des dispositions combinées de l'article 12 B du règlement général du 29 décembre 1962 et de l'article 3 du décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié par le décret 76-70 du 15 janvier 1976 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs. Ils portent sur :

- la qualité d'ordonnateur ou de son délégué ;
- l'exacte imputation de la dépense ;
- la validité de la créance ;
- le caractère libératoire du règlement.

En revanche, le régisseur n'a pas à contrôler l'existence des crédits sur lesquels est imputée la dépense.

### **2. QUALITÉ DE L'ORDONNATEUR OU DE SON DÉLÉGUÉ**

Le régisseur ne peut payer une dépense qu'au vu d'un ordre donné par écrit et revêtu de la signature de la personne habilitée à liquider la dépense ou à arrêter la somme due aux créanciers (6).

L'ordre écrit de payer une dépense résulte d'une mention portée sur la pièce justificative de la dépense.

Chaque régisseur doit être en possession de la liste nominative des personnes ayant qualité pour lui donner l'ordre de payer une dépense avec un exemplaire de leur signature.

(6) Des dérogations pourront être autorisées par l'ordonnateur en faveur de certaines régies, notamment d'établissements publics nationaux.

### **3. IMPUTATION DE LA DÉPENSE**

Le régisseur vérifie que l'objet de la dépense correspond bien aux dépenses dont le paiement a été autorisé dans l'arrêté de la régie.

Lors de la demande de remboursement, il procède au contrôle de l'imputation de la dépense.

### **4. VALIDITÉ DE LA CRÉANCE**

Par application des dispositions de l'article 13 du règlement général du 29 décembre 1962, le contrôle par le régisseur de la validité de la créance porte sur :

- la justification du service fait et l'exactitude des calculs de liquidation ;
- l'intervention préalable des contrôles réglementaires et la production des justifications ;
- dans la mesure où des règles propres à chaque organisme public le prévoient, l'existence du visa du contrôleur financier ;
- l'application des règles de prescription.

#### **4.1. JUSTIFICATION DU SERVICE FAIT ET EXACTITUDE DES CALCULS DE LIQUIDATION**

En principe, le paiement n'est effectué qu'après service fait ou en contrepartie d'un droit acquis.

La preuve de l'exécution du service ou du droit acquis résulte d'une attestation de l'ordonnateur ou de son délégué **(1)**.

Les dérogations à la règle du service fait doivent expressément être prévues par les lois ou règlements (par exemple : avances sur frais de mission).

Le régisseur doit également s'assurer de l'exactitude matérielle des décomptes et des calculs de liquidation.

#### **4.2. INTERVENTION PRÉALABLE DES CONTRÔLES RÉGLEMENTAIRES.**

Ce n'est qu'exceptionnellement qu'un régisseur sera amené à payer des dépenses soumises à un contrôle réglementaire. Si toutefois, il était habilité à effectuer de tels paiements, il devrait s'assurer que les pièces justificatives produites lui apportent la preuve que ce contrôle a été effectué (approbation de l'autorité supérieure ou de tutelle).

---

**(7)** Les certifications ne peuvent être données par le régisseur, à moins que celui-ci ne soit le chef du service doté de la régie.

#### 4.3. PRODUCTION DES JUSTIFICATIONS

Les paiements ne doivent être effectués par les régisseurs que sur production des pièces justificatives prévues par les règlements ou les nomenclatures.

Le contrôle des régisseurs sur les justifications porte notamment, outre les décomptes et les certifications des autorités qualifiées (cf § 544.1 ci-dessus), sur les signatures, les arrêtés en chiffres et en lettres.

Les pièces justificatives de dépenses qui présentent des ratures, altérations ou surcharges ne peuvent être admises sans approbation donnée en marge.

En ce qui concerne l'arrêté, la signature des factures et mémoires concernant des dépenses de l'État, il est signalé que le décret n° 58-1030 du 28 octobre 1958 (1), auquel les régisseurs devront se reporter, autorise sous certaines conditions :

- d'une part, la substitution à l'arrêté en lettres, d'un arrêté en chiffres au moyen d'appareils donnant toutes garanties de sécurité ;
- d'autre part, l'absence d'arrêté (tant en lettres qu'en chiffres) et de signature du créancier, lorsque les mémoires et factures sont établis au moyen de procédés informatiques ou bureautiques et que le règlement est effectué par virement.

Bien entendu, les mémoires et factures doivent, comme en font obligation les règles édictées en matière commerciale, être établis sur du papier à "en-tête", comportant le nom du fournisseur ou de l'entrepreneur ou la raison sociale de l'entreprise et l'adresse commerciale, ainsi que les références d'inscription au registre du commerce et des sociétés ou au registre des métiers.

Le décret du 20 juillet 1992 ne prévoit pas la dispense de production des pièces justificatives pour les dépenses de matériel et de fonctionnement. Toutefois, l'arrêté du 27 février 1989 (J.O. du 16 mars 1989), pris en application de l'article 47 du règlement général du 29 décembre 1962, fixe le seuil en-dessous duquel les régisseurs ont la faculté de produire, soit les pièces elles-mêmes, soit une liste certifiée de ces pièces. Ce seuil de dispense des pièces justificatives est fixé à 1 500 F. Les pièces non produites sont conservées à la disposition de la Cour des comptes, du comptable assignataire et des agents chargés des contrôles, pendant un délai de deux ans.

#### 4.4. VISA OU AVIS D'UN CONTRÔLEUR FINANCIER

De même qu'en ce qui concerne l'intervention des contrôles réglementaires, ce n'est qu'exceptionnellement qu'un régisseur devrait être appelé à régler des dépenses soumises au préalable à un visa ou avis du contrôleur financier.

---

(8) Le décret du 28 octobre 1958 n'est pas applicable aux établissements publics nationaux. Toutefois, l'instruction M9-1 recommande l'adoption par les établissements à caractère administratif des mesures qu'il prévoit.

#### 4.5. APPLICATION DES RÈGLES DE PRESCRIPTION

Le régisseur ne paye en principe que des dépenses au comptant ; c'est donc très exceptionnellement que des difficultés peuvent se produire en matière de déchéance. Toutefois, avant de procéder à un paiement, le régisseur s'assure que la créance n'est pas atteinte par la prescription.

Il est rappelé que sont prescrites, au profit de l'État, des départements, des communes et des établissements publics, toutes créances qui n'ont pas été payées dans un délai de quatre ans à partir du 1<sup>er</sup> jour de l'année suivant celle au cours de laquelle les droits ont été acquis. (Art. 1 de la loi 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'État et les établissements publics nationaux).

Lorsque le délai de quatre ans est écoulé mais que la créance est cependant susceptible d'être mise en paiement (articles 2 et 3 de la loi du 31 décembre 1968), il convient de régler la dépense après ordonnancement. En aucun cas, le régisseur ne doit intervenir dans le règlement de ces opérations.

### 5. CARACTÈRE LIBÉRATOIRE DU RÈGLEMENT

Selon l'article 35 du décret du 29 décembre 1962, le règlement d'une dépense est libératoire lorsqu'il intervient selon l'un des modes prévus à l'article 34, au profit du créancier ou de son représentant qualifié.

#### 5.1. MODE DE RÈGLEMENT

Les différents modes de règlement prévus à l'article 34 du décret du 29 décembre 1962 et du décret du 4 février 1965 que peuvent utiliser les régisseurs sont décrits ci-après au chapitre 55. Il appartient aux régisseurs de se conformer strictement à la réglementation, et notamment aux dispositions fixant la limite au-dessus de laquelle les paiements ne peuvent être faits en espèces.

#### 5.2. PAIEMENT AU CRÉANCIER LUI-MÊME

Le règlement au profit du créancier lui-même constitue le cas général et ne présente pas en principe, de difficultés majeures.

Lorsque le paiement est effectué en numéraire, le régisseur doit s'assurer de l'identité de la partie prenante ainsi que de sa capacité à donner un acquit juridiquement valable.

A cet effet, il doit exiger la production, soit de la carte nationale d'identité ou tout autre document officiel, délivré par une autorité administrative et doté d'une photographie ressemblante, (circulaire du 30 mars 1989 relative à la simplification de la réglementation du paiement des dépenses publiques. J.O. du 8 juin 1989 page 7082).

Pour les personnes morales (sociétés ou associations), le paiement est effectué par virement ou au profit de la personne qui a qualité pour encaisser les sommes dues.

### 5.3. PAIEMENT A UN MANDATAIRE

Le créancier peut se faire représenter par un mandataire. Le régisseur devra s'assurer de la régularité des pouvoirs qui lui sont présentés.

Toutefois, afin d'assurer une unité de procédure entre les conditions de paiement par voie de régies et celles adoptées pour les dépenses payées par le comptable assignataire, le régisseur devra se conformer aux règles suivies en l'espèce par le comptable assignataire qui apprécie seul, sous sa responsabilité, les modalités d'acceptation des procurations (circulaire du 30 mars 1989 déjà citée).

### 5.4. PAIEMENTS CONTENTIEUX

A l'exception des paiements faits sur oppositions, les règlements qui nécessitent l'acquit d'un tiers autre qu'un mandataire, et tous ceux qui exigent une étude contentieuse, sont exclus de la compétence du régisseur.

Ainsi, le régisseur n'a pas à intervenir dans le paiement des sommes dues :

- à des incapables, mineurs, aliénés, personnes pourvues d'un conseil judiciaire ; toutefois, le régisseur est autorisé à payer directement aux mineurs, sans intervention de leurs représentants, le montant de leurs rémunérations ;
- à des créanciers en liquidation ou en redressement judiciaire ;
- à des créanciers décédés ;
- à des créanciers absents (absence légale) ;
- en vertu de jugements.

### 5.5. OPPOSITIONS

Le terme générique "oppositions" couvre les saisies-attribution, les cessions, les transports, et d'une manière générale toutes significations et notifications tendant à empêcher un paiement de la part d'un comptable public et à désigner une personne autre que le créancier primitif pour en bénéficier.

Les oppositions doivent être faites, à peine de nullité, entre les mains du comptable public sur la caisse duquel les ordonnances ou mandats sont délivrés. Le régisseur n'est donc pas habilité à recevoir les oppositions formées sur les créances dont il assure le paiement ; il en sera toutefois informé selon deux procédures différentes, suivant qu'il s'agit d'oppositions sur rémunérations ou d'oppositions sur autres dépenses, conformément aux dispositions de l'instruction du 26 octobre 1950 (J.O. du 3 novembre 1950, p. 11 248).

#### 5.5.1. Oppositions sur rémunérations

Il appartient au comptable assignataire, lorsqu'une opposition vise des rémunérations payables par un régisseur, d'informer immédiatement ce dernier des retenues qu'il aura à effectuer en lui transmettant un extrait de la signification (modèle n° 8).



Le régisseur procède pour le compte du comptable assignataire aux retenues des sommes portées sur les extraits de signification.

Il est rappelé que les rémunérations sont saisissables ou cessibles dans les conditions fixées par le code du travail, livre 1er, articles L.145-1 et suivants et R.145-1 et suivants.

### **5.5.2. Oppositions sur autres dépenses**

Les créances correspondant à des fournitures ou travaux payables par régie d'avances et qui sont réglées dès leur réception ne sont pas susceptibles d'opposition. Dans ce cas, en effet, la créance se trouve éteinte au moment même où elle est née et les tiers sont pratiquement dans l'impossibilité de faire valoir leurs droits en temps utile.

En revanche, lorsqu'il s'écoule un délai supérieur à huit jours calendaires entre la naissance de la créance et son règlement, le régisseur est tenu de demander un certificat de non-opposition au comptable à la caisse duquel les avances ont été perçues.

Si le comptable constate que la créance a fait l'objet d'une opposition, il transmet immédiatement une notification ou un extrait de signification. Dans le cas contraire, il adresse au régisseur le certificat de non-opposition demandé ; le règlement doit alors être effectué dès réception de cette pièce.

Toutefois, le régisseur est dispensé de demander un certificat de non-opposition au comptable dès lors que le montant de la créance est inférieur à 2 500 F.

### **5.5.3. Dispositions communes à toutes les oppositions**

Qu'il s'agisse d'oppositions formées sur rémunérations ou sur des créances d'autre nature, le régisseur doit accuser réception des notifications ou des extraits de signification qui lui sont adressés par le comptable assignataire. Il renvoie à ce comptable les extraits auxquels il n'a pu donner suite en exposant les raisons pour lesquelles l'opposition n'a pas été suivie d'effet.

Dans tous les cas particuliers et notamment lorsqu'il s'agira d'oppositions pour dettes alimentaires, de retenues à verser au greffier du tribunal d'instance, ou de pluralité d'oppositions pour une même créance, il appartiendra au régisseur de demander toutes directives utiles au comptable assignataire.

Lorsqu'une retenue a été effectuée, le régisseur règle éventuellement le solde au créancier et recueille un acquit pour le montant net de la somme payée. Le montant de la retenue est versé par le régisseur au comptable assignataire. Une mention de ce versement est portée sur la pièce justificative de la dépense.

Bien entendu, c'est le montant brut de la dépense (net payé plus retenue), qui est compris dans la production de pièces justificatives.

## 5.6. RETENUES

Exceptionnellement, des retenues peuvent être effectuées par le régisseur d'après les indications de l'autorité qui prescrit le règlement des dépenses.

Après avoir effectué les retenues, le régisseur règle le solde au créancier et recueille un acquit pour le montant net de la somme payée.

## 6. CONSÉQUENCES DES CONTRÔLES

Après avoir exercé les contrôles prévus ci-dessus, le régisseur est en mesure de déterminer si le paiement peut être effectué.

Lorsque toutes les conditions réglementaires lui paraissent remplies, le régisseur vise la dépense, et la met en paiement dans les conditions prévues ci-après au chapitre 55.

Lorsque des erreurs, omissions ou irrégularités ont été constatées par le régisseur, celui-ci doit surseoir au paiement de la dépense et renvoyer les pièces à l'ordonnateur pour régularisation.

## **CHAPITRE 5. MODALITÉS DE RÈGLEMENT**

### **1. RÈGLES GÉNÉRALES**

Les différents modes de règlement des dépenses publiques sont fixés par l'article 34 du règlement général du 29 décembre 1962 et par le décret n° 65-97 du 4 février 1965 modifié par le décret n° 90-1071 du 30 novembre 1990.

Les régies sont en principe créées pour effectuer des paiements en numéraire ; toutefois, les régisseurs peuvent également effectuer des paiements par virement de compte, par mandats-cartes ou par chèques tirés sur leur compte de dépôts de fonds au Trésor ou éventuellement par carte de paiement. Les régisseurs à l'étranger peuvent effectuer des paiements à partir de leur compte bancaire local.

Les paiements sont, d'une manière générale, effectués dans les conditions prévues par les instructions adressées aux comptables, relatives aux modes et procédures de règlement des dépenses publiques. Les modèles d'imprimés à utiliser sont fixés par la circulaire du 18 septembre 1961 diffusée aux comptables du Trésor (1) et reprise dans l'instruction n° 61-145 B1 du 6 novembre 1961.

Il appartiendra aux régisseurs de se reporter à ces instructions; leur attention est toutefois appelée sur les particularités ci-après.

### **2. PAIEMENTS EN NUMÉRAIRE**

Par application des dispositions combinées des articles 2 et 6 du décret n° 65-97 du 4 février 1965, modifié, les régisseurs payent en numéraire les dépenses qui ne sont pas obligatoirement payables par virement de compte et dont le règlement par virement de compte, par chèque ou par mandat-carte postal n'a pas été demandé par le créancier.

Le paiement en numéraire intervient au vu du titre de créance (facture des fournitures ou travaux, relevé de frais...). Le régisseur doit faire donner un acquit ne contenant ni restrictions ni réserves. La quittance est datée et signée (2) par la partie prenante devant le régisseur au moment du paiement.

Le régisseur est tenu de faire l'appoint et, par conséquent, de se procurer le numéraire pour verser exactement la somme dont il assure le règlement.

---

(9) La circulaire du 18 septembre 1961 n'est pas applicable aux établissements publics nationaux à caractère industriel et commercial.

(10) Les signatures au crayon n'ont aucune valeur et ne peuvent être acceptées.

Lorsque le créancier ne sait pas ou ne peut pas signer, le régisseur doit faire constater la réalité du paiement par des témoins. La preuve testimoniale est admise pour les paiements qui ne dépassent pas 5 000 F (décret n° 78-862 du 10 août 1978 modifiant le décret n° 59-946 du 3 août 1959). Le régisseur atteste sur la pièce justificative que la partie prenante a déclaré ne savoir ou ne pouvoir signer et que le règlement a été effectué en présence de deux témoins qu'il désigne. Le régisseur et les deux témoins signent cette déclaration. Lorsque la somme à payer dépasse 5 000 F, une quittance notariée et enregistrée est nécessaire ; il est toutefois préférable, dans ce cas, de faire payer la dépense après ordonnancement.

### **3. VIREMENT À DES COMPTES OUVERTS CHEZ LES COMPTABLES DU TRÉSOR**

Il est rappelé que les arrêtés du 23 juillet 1991 et du 26 septembre 1991 relatifs aux règlements par virement de compte et par chèque barré et aux règlements d'office des dépenses des organismes publics fixent ce seuil à 5 000 F.

Le régisseur remet au comptable du Trésor chargé de la tenue de son compte de dépôts de fonds au Trésor les ordres de virement comportant avis de crédit, appuyés d'un bordereau des règlements à effectuer établi en double exemplaire, avec un chèque tiré sur son compte de dépôts de fonds.

Dès qu'il a effectué cet envoi, le régisseur revêt les pièces justificatives de dépenses d'une mention de référence au chèque tiré pour réaliser les virements. Cette mention, signée, tient lieu d'acquit des créanciers.

Le comptable du Trésor débite le compte de dépôts de fonds du régisseur. Il porte le montant des ordres de virement au crédit des comptes des créanciers s'ils sont ouverts dans ses écritures ; s'ils sont ouverts dans les écritures d'autres comptables, il transmet les fonds à ces derniers dans les conditions habituelles. Il renvoie au régisseur un exemplaire du bordereau, revêtu de la mention d'exécution des virements.

Le régisseur conserve et classe dans l'ordre chronologique les bordereaux qui lui sont ainsi remis.

Lorsque des virements à des comptes ouverts chez des comptables du Trésor sont demandés à des régisseurs qui ne sont pas titulaires d'un compte de dépôts de fonds au Trésor, ces régisseurs sont exceptionnellement autorisés à effectuer le virement au compte courant postal, à charge par celui-ci de créditer le compte du créancier. Si toutefois, ces opérations se renouvellent, les régisseurs devront, soit se faire ouvrir un compte de dépôts de fonds au Trésor, soit faire procéder au virement par le comptable assignataire, après ordonnancement.

Remarque : le régisseur peut remettre au comptable du Trésor chargé de la tenue de son compte de dépôts de fonds au Trésor des virements sur supports magnétiques conformes aux spécifications prévues par une notice technique de la banque de France de juillet 1980. Cette notice est disponible auprès des comptables du Trésor (instruction n° 81-89-K1-PR du 12 juin 1981).

Il est précisé que ces supports magnétiques peuvent comprendre à la fois des virements domiciliés sur des comptes ouverts dans le secteur bancaire, dans les centres de chèques postaux et dans les écritures d'autres comptables du Trésor.

#### **4. VIREMENT À DES COMPTES COURANTS POSTAUX**

Les régisseurs procèdent d'une manière générale comme les comptables, notamment en ce qui concerne :

- L'établissement des bordereaux d'envoi modèle 102 ;
- l'émission d'un chèque postal global ;
- l'apposition de la mention de virement sur les pièces justificatives ;
- la conservation de l'exemplaire du bordereau renvoyé par le service des chèques postaux.

Cette procédure s'applique également au cas d'unicité de créancier.

#### **5. VIREMENT À DES COMPTES OUVERTS DANS LES BANQUES OU ORGANISMES ASSIMILÉS**

Le régisseur procède comme il est indiqué ci-dessus au paragraphe 553 pour les virements à des comptes ouverts chez les comptables du Trésor.

Le comptable du Trésor débite le compte de dépôts de fonds du régisseur et renvoie à ce dernier un exemplaire du bordereau des règlements à effectuer, revêtu de la mention d'exécution des virements. Il remet à la succursale de la banque de France auprès de laquelle il est accrédité les ordres de virement en les récapitulant sur un bordereau d'envoi en double exemplaire accompagné d'un chèque sur la banque de France d'un montant égal à celui des sommes à virer.

Si le comptable du Trésor tireur du compte de dépôts de fonds du régisseur n'est pas habilité à tirer des chèques sur la banque de France, il remet les ordres de virement et les bordereaux d'envoi à son supérieur hiérarchique qui, s'il est accrédité, dépose les chèques auprès de cet établissement et s'il ne l'est pas, les transmet au comptable accrédité.

Les établissements chargés de la tenue des comptes à créditer font parvenir aux créanciers les avis de crédit les concernant.

Lorsque des virements à des comptes bancaires sont demandés à des régisseurs qui ne sont pas titulaires d'un compte de dépôts de fonds au Trésor, ces régisseurs sont, exceptionnellement, autorisés à effectuer le virement au compte courant postal de la banque, dans les mêmes conditions que celles décrites au dernier alinéa du paragraphe 553 ci-dessus.

Il est rappelé que le virement à des comptes courant postaux d'établissements bancaires est prohibé.

## **6. RÈGLEMENT PAR CHÈQUES TIRÉS SUR UN COMPTE DE DÉPÔTS DE FONDS AU TRÉSOR (11)**

Les dépenses qui ne sont pas obligatoirement payées par virement de compte peuvent être réglées par le régisseur par chèque tiré sur son compte de dépôts de fonds au Trésor.

Les chèques à utiliser seront tirés du carnet de formules de chèques remis par le comptable du Trésor chargé de la tenue du compte de dépôts de fonds du régisseur. En aucun cas et sous aucun prétexte des formules de chèques sur le Trésor détenues par les ordonnateurs de l'État ne devront être utilisées.

Les régisseurs procèdent d'une manière générale comme les comptables, notamment en ce qui concerne :

- l'émission des chèques ;
- l'apposition sur les pièces justificatives de la mention d'émission tenant lieu d'acquit.

De même, les chèques émis par les régisseurs sont payés dans les mêmes conditions que ceux émis par les comptables.

Chaque régisseur doit suivre le règlement des chèques émis par lui à l'aide des relevés de compte fournis par le comptable du Trésor chargé de la tenue du compte de dépôts. Le régisseur reçoit en outre en double exemplaire une situation de compte annuelle faisant ressortir le solde du compte au 31 décembre ; il conserve l'un des deux exemplaires de cette situation et renvoie l'autre au comptable du Trésor chargé de la tenue du compte.

## **7. RÈGLEMENT PAR CARTE DE PAIEMENT**

La carte de paiement est associée au compte de dépôts de fonds au Trésor ouvert au nom du régisseur.

La carte délivrée est une carte professionnelle comportant une validité de deux ans mais soumise à une cotisation annuelle. Elle est nominative, signée par le porteur et comprenant en outre la dénomination de la régie.

Les conditions d'utilisation et de mise en opposition en cas de perte ou de vol sont celles précisées par le contrat porteur dont un exemplaire est remis au porteur de la carte ainsi qu'au titulaire du compte, c'est-à-dire au régisseur s'il n'est pas lui-même titulaire de la carte.

L'attention de l'utilisateur est appelée sur l'existence d'un plafond d'autorisation. Ainsi, pour les cartes professionnelles, ce montant est de 50 000 F par période de 30 jours glissants.

Toutes dépenses irrégulières ou injustifiées selon les règles de la comptabilité publique sont à la charge du régisseur.

---

(11) Les mêmes dispositions seront suivies par les régisseurs autorisés exceptionnellement à déposer leurs fonds en banque et à payer leurs dépenses par chèque bancaire.

## **8. RÈGLEMENT PAR MANDAT-CARTE POSTAL**

Ce mode de règlement ne peut être employé que lorsque le régisseur est titulaire d'un compte courant postal.

Les régisseurs procèdent, d'une manière générale, comme les comptables notamment en ce qui concerne :

- l'établissement des bordereaux récapitulatifs modèle n° 101 ;
- l'émission d'un chèque postal global (chèque multiple d'assignation) ;
- l'apposition de la mention de règlement sur les pièces justificatives ;
- la conservation de l'exemplaire du bordereau renvoyé par le service des chèques postaux.

Toutefois :

- les mandats-cartes modèle n° 1419 sont établis par le régisseur lui-même ;
- la mention d'exécution du règlement, tenant lieu d'acquit, doit être signée par le régisseur.

Le mandat-carte est établi pour le montant de la dépense, moins les frais d'envoi.

Le montant maximal des règlements pouvant être effectués par mandat-carte est égal au montant des paiements pouvant être effectués en numéraire.

Par ailleurs, lorsqu'au titre d'une journée un seul créancier doit être réglé par mandat-carte, le régisseur émet au profit de ce créancier un chèque postal qui est adressé au centre de chèques postaux sans qu'il soit nécessaire de faire, ni un mandat-carte du modèle n° 1419, ni un bordereau d'envoi du modèle n° 101. Le régisseur n'est pas autorisé à remettre directement à un créancier un chèque postal.

## **9. RÈGLEMENTS NON EXÉCUTES**

### **9.1. RÈGLEMENTS PAR VIREMENT OU PAR MANDAT-CARTE**

Lorsque des règlements à opérer par virement de compte ou par mandat-carte postal dûment ordonnés par le régisseur ne sont pas exécutés, le montant en est porté suivant le cas au crédit du compte de dépôts du régisseur ou de son compte courant postal.

Le comptable du Trésor teneur du compte de dépôts de fonds renvoie au régisseur les avis de virement correspondant aux opérations non réalisées, revêtus d'une mention indiquant les motifs qui ont empêché le règlement.

Le régisseur verse aussitôt le montant des virements non effectués ou des mandats-cartes non payés au comptable assignataire en fournissant tous renseignements utiles. Le comptable en fait emploi dans ses écritures comme s'il s'agissait d'un virement non exécuté ou d'un mandat-carte impayé, émis par lui-même, et en poursuit la régularisation.

Toutefois, par entente directe entre les intéressés, le comptable assignataire pourra autoriser le régisseur à poursuivre pour son compte la régularisation de ces opérations. Afin d'éviter le risque de double paiement, cette autorisation, lorsqu'elle sera accordée, devra obligatoirement être générale, le comptable ne poursuivant en aucun cas la régularisation des règlements non réalisés par le régisseur.

Le régisseur procède alors aux enquêtes nécessaires afin d'aboutir au paiement au véritable créancier. Lorsqu'il dispose des éléments suffisants, il effectue un nouveau règlement au profit du créancier selon l'une des modalités de paiement autorisées, étant entendu que le moyen utilisé peut être différent de celui employé primitivement.

L'acquit donné par le créancier, ou le document en tenant lieu, est transmis au comptable assignataire. Celui-ci couvre le régisseur par le débit du compte qui avait été crédité lors du versement effectué par le régisseur ; l'acquit sera produit au soutien de la dépense.

Le versement au comptable du montant des virements non effectués et la couverture donnée au régisseur pourront, au choix des intéressés, être effectués en numéraire, par retrait ou crédit au compte de dépôts de fonds ouvert dans les écritures du Trésor au nom du régisseur, ou encore par virement postal.

## 9.2. RÈGLEMENTS PAR CHÈQUE TIRÉ SUR UN COMPTE DE DÉPÔTS DE FONDS AU TRÉSOR (1)

Deux cas doivent être envisagés selon qu'il s'agit d'un régisseur de l'État ou d'un régisseur d'un autre organisme de l'État.

1° Régisseurs de l'État : Au 1er octobre de chaque année, le montant des chèques émis au cours de l'année précédente et demeurés impayés, sera constaté en recette budgétaire au compte "Produits divers", ligne "Recettes accidentelles à différents titres", dans les conditions fixées par la lettre-commune n° L/C-12 M du 27 octobre 1958 adressée aux ministres et secrétaires d'État et par l'instruction n° 58-198-K1-R6 du 27 octobre 1958 adressée aux comptables.

2° Régisseurs d'autres organismes que l'État : Lorsque des chèques tirés par les régisseurs sur leur compte de dépôts de fonds au Trésor ne sont pas présentés en paiement par les bénéficiaires, la provision correspondante demeure en solde au compte de dépôts dans les écritures du comptable du Trésor jusqu'à la date d'application de la déchéance aux créances correspondantes.

Par contre, dans la comptabilité de la régie, le compte de dépôts de fonds au Trésor étant débité lors de l'émission du chèque est arrêté comme si tous les chèques émis étaient payés.

Afin de constater l'extinction de la créance et de réaliser l'accord des écritures du comptable du Trésor et du régisseur, ceux-ci appliqueront les mêmes dispositions que celles prévues pour les chèques impayés par les comptables.

---

(12) Dans le cas de chèques bancaires impayés, il appartient au régisseur de demander toutes directives utiles au comptable assignataire et à l'établissement bancaire.



## **CHAPITRE 6. REMBOURSEMENT DES DÉPENSES**

### **1. RÔLE DU RÉGISSEUR**

Dans le délai maximum fixé par l'acte constitutif de la régie d'avances (cf. § 122-123), le régisseur adresse à l'ordonnateur les pièces justificatives des paiements effectués par ses soins, récapitulées sur un bordereau modèle n° 9 établi en double exemplaire.

### **2. RÔLE DE L'ORDONNATEUR**

L'ordonnateur procède à la vérification des justifications produites. S'il constate que l'irrégularité de certains paiements nécessite le rejet des pièces justificatives correspondantes, il raye les dépenses sur le bordereau récapitulatif, sans modifier les totaux des colonnes 5 à 9 du bordereau. Il inscrit dans le cadre prévu à cet effet, à la fin du bordereau, les pièces rejetées qu'il déduit du total du bordereau de manière à obtenir le montant de la somme à ordonnancer.

L'ordonnateur établit ensuite un mandat (ou une ordonnance) au nom du régisseur pour le montant des justifications admises. A l'appui, il produit les deux exemplaires du bordereau récapitulatif ainsi que les pièces justificatives.

Dans le cas des régies d'avances instituées auprès des administrations centrales, les ordonnances émises par les ministres sont adressées au contrôleur financier central. Lorsqu'il accepte les opérations, il vise les ordonnances et constate un engagement de dépenses (sauf si ces dépenses ont déjà fait l'objet d'un engagement provisionnel au début de l'année ou d'un engagement spécifique).

### **3. RÔLE DU COMPTABLE**

Dès qu'il a reconnu la régularité du mandat et des pièces justificatives, le comptable assignataire constate la dépense budgétaire et procède à la reconstitution de l'avance dans les conditions prévues ci-dessus.

Un exemplaire du bordereau (modèle n° 9) est conservé au dossier du régisseur.

Dans le cas où des justifications ne peuvent être acceptées par le comptable assignataire, ce dernier les raye sur le bordereau récapitulatif, sans modifier les totaux des colonnes 5 à 9 du bordereau. Il inscrit les pièces rejetées dans le cadre prévu à cet effet au bordereau, à la suite du cadre réservé à l'ordonnateur, et les déduit du montant des dépenses ordonnancées.

Afin d'éviter tout retard dans l'imputation des dépenses qu'il accepte, le comptable assignataire rectifie d'office le mandat et arrête le bordereau pour le même montant.

Bien entendu, les documents destinés à régler le régisseur du montant des dépenses admises (ordres de virement, chèques sur le Trésor, avis de crédit...) sont, soit rectifiés, soit remplacés par le comptable.

Le comptable assignataire renvoie les pièces rejetées à l'ordonnateur en l'informant des rectifications d'office apportées par ses soins. L'ordonnateur principal signale au contrôleur financier central les modifications effectuées d'office par le comptable assignataire.

#### **4. RÉGULARISATION DES PIÈCES REJETÉES**

Le régisseur d'avances doit poursuivre, dans le plus court délai, la régularisation des pièces de dépenses qui lui sont rejetées. Les pièces régularisées sont comprises dans le plus prochain bordereau ; elles doivent être portées dans la partie réservée à l'inscription des pièces régularisées après rejet.

#### **5. OPÉRATIONS DE FIN D'ANNÉE**

Les opérations de fin d'année sont effectuées selon les dispositions propres à chaque catégorie d'organismes. Il appartient aux régisseurs de prendre contact à ce sujet avec les comptables assignataires.

D'une manière générale, les ordonnateurs doivent prendre toutes dispositions utiles pour que l'ordonnancement des dépenses payées dans les derniers jours de l'année intervienne dans le cadre de la période de régularisation du budget de l'année du paiement.

## **CHAPITRE 7. CESSATION DES OPÉRATIONS DE LA RÉGIE D'AVANCES**

Dès que la régie d'avances cesse de fonctionner le régisseur reverse au comptable assignataire le reliquat d'avance non employé.

Il produit dans les meilleurs délais, les pièces justificatives de dépenses encore en sa possession.

Le solde des comptes de disponibilité est reversé au comptable assignataire dans les conditions prévues pour chaque catégorie de comptes. Les formules de chèque inutilisées sont restituées à l'établissement teneur du compte. Le régisseur remet au comptable la liste des chèques impayés (13).

Il est procédé à l'annulation du blocage des crédits (14) et éventuellement de l'engagement constaté par le contrôleur financier central.

---

(13) Dans le cas où il a été autorisé à se faire ouvrir un compte bancaire, le régisseur provoque la clôture de ce compte selon des modalités analogues.

(14) Cette disposition n'est pas obligatoire dans les établissements publics nationaux.

## **TITRE VI**

# **RESPONSABILITÉ DES RÉGISSEURS**

## **CHAPITRE 1. DIFFÉRENTS TYPES DE RESPONSABILITÉ**

La responsabilité des régisseurs peut être :

- administrative ;
- pénale ;
- personnelle et pécuniaire.

Les dispositions du présent titre sont essentiellement consacrées à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, seule responsabilité exorbitante du droit commun.

### **1. RESPONSABILITÉ ADMINISTRATIVE**

Le régisseur est responsable de ses actes conformément aux dispositions des lois et règlements qui fixent son statut. Les modalités sont variables selon l'administration ou l'établissement dont relève l'intéressé.

Toutefois, aucune sanction administrative ne peut être prononcée contre lui s'il établit que les règlements, instructions ou ordres auxquels il a refusé ou négligé d'obéir étaient de nature à engager sa responsabilité personnelle et pécuniaire.

### **2. RESPONSABILITÉ PÉNALE**

Le régisseur peut faire l'objet de poursuites judiciaires s'il commet des infractions à la loi pénale.

En particulier, toute personne qui aura perçu ou manié irrégulièrement des fonds publics pourra, non seulement être déclarée comptable de fait, mais également être l'objet de poursuites judiciaires exercées par application de l'article 174 du Code pénal visant les concussions commises par les fonctionnaires et agents publics, ainsi que de l'article 258 du même code réprimant l'exercice sans titre de fonctions publiques.

Par ailleurs, les dispositions de l'article 169 du Code pénal visant les soustractions commises par les dépositaires publics sont également applicables.

Il en est de même de l'article 145 dudit code visant les faux en écritures publiques.

Lorsque exceptionnellement le régisseur n'a pas la qualité de fonctionnaire, s'applique l'article 408 relatif à l'abus de confiance.

Lorsqu'une infraction pénale a été commise, le chef du service auprès duquel est instituée la régie adresse immédiatement une plainte au Procureur de la République, en signalant qu'elle sera vraisemblablement suivie d'une constitution de partie civile à la diligence, soit de l'agent judiciaire du Trésor pour l'État, soit du directeur de l'établissement public national intéressé.

Dans le cas de régies d'État, le chef du service intéressé établit un dossier complet de l'affaire qu'il adresse à son administration centrale aux fins de transmission à l'agent judiciaire du Trésor seul qualifié, par son mandat légal, pour représenter l'État.

### **3. RESPONSABILITÉ PERSONNELLE ET PÉCUNIAIRE**

Aux termes de l'article 60 de la loi de finances n° 63-156 du 23 février 1963 : (Il s'agit du texte de base de la responsabilité personnelle et pécuniaire des comptables publics) :

"Les régisseurs, chargés pour le compte des comptables publics d'opérations d'encaissement et de paiement, sont soumis aux règles, obligations et responsabilité des comptables publics dans les conditions et limites fixées par l'un des décrets ci-après."

Le texte d'application est le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, dont le texte figure en annexe n° 2 à la présente instruction.

L'intérimaire encourt les mêmes responsabilités que le régisseur en titre.

Par ailleurs, comme toute autre personne s'ingérant sans titre dans le recouvrement des deniers publics ou maniant irrégulièrement des fonds ou valeurs appartenant à des organismes publics, peuvent être déclarés comptables de fait :

- les particuliers qui, sans être régulièrement nommés, auraient exercé les fonctions de régisseur ;
- les régisseurs régulièrement nommés qui auraient exécuté des opérations qu'ils n'étaient pas habilités à effectuer.

La déclaration de gestion de fait a pour effet de donner à l'intéressé le statut de comptable patent, et notamment l'oblige à rendre compte de sa gestion, le rend responsable personnellement et pécuniairement de ses opérations, grève ses immeubles d'une hypothèque légale, et le rend passible des amendes prévues par la loi n° 54-1306 du 31 décembre 1954.

## **CHAPITRE 2. ÉTENDUE DE LA RESPONSABILITÉ PERSONNELLE ET PÉCUNIAIRE**

L'étendue de la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs est fixée par les articles 1 à 3 du décret du 15 novembre 1966 cité ci-dessus. Ces dispositions sont très proches de celles prévues pour les comptables eux-mêmes par l'article 60 de la loi du 23 février 1963.

### **1. DISPOSITIONS COMMUNES À TOUS LES RÉGISSEURS**

Aux termes de l'article 1er du décret du 15 novembre 1966 :

"Les régisseurs chargés pour le compte de comptables publics d'opérations d'encaissement (régisseurs de recettes) ou de paiement (régisseurs d'avances) sont personnellement et pécuniairement responsables de la garde et de la conservation des fonds et valeurs qu'ils recueillent ou qui leur sont avancés par les comptables publics, du maniement des fonds et des mouvements de comptes de disponibilités, de la conservation des pièces justificatives ainsi que de la tenue de la comptabilité des opérations".

La responsabilité pécuniaire des régisseurs s'étend à toutes les opérations de la régie depuis la date de leur installation jusqu'à la date de cessation des fonctions.

Responsables en cas de perte, vol ou disparition, pour un motif quelconque, des fonds, valeurs et pièces justificatives, les régisseurs sont tenus de prendre toutes dispositions utiles pour assurer la sécurité de ces fonds, valeurs, pièces justificatives, et d'une manière générale de tous documents comptables.

En outre, il leur est interdit de confondre les fonds et valeurs de la régie avec ceux qu'ils possèdent à titre personnel, ainsi que de verser à un compte personnel tout ou partie des fonds détenus es-qualités. En cas d'infraction, ils seraient présumés coupables de malversation.

Enfin, responsables de toutes les opérations de la régie pendant la durée de leur gestion, les régisseurs sont responsables non seulement des opérations qu'ils ont exécutées personnellement, mais également de celles exécutées par les agents placés sous leurs ordres ; de plus, cette responsabilité court de l'installation du régisseur à la remise du service à son successeur ou à la clôture de la régie.

Afin d'éviter toute contestation quant au partage des responsabilités, il est impératif que le régisseur sortant procède à la liquidation des opérations de sa gestion par versement au comptable assignataire des pièces justificatives de dépenses payées et des recettes encaissées.

Dans le cas de rejet de pièces justificatives par le comptable, la régularisation de ces rejets constitue une charge de service pour le nouveau régisseur ; sa responsabilité ne serait toutefois engagée que dans le cas où il commettrait une faute lourde lors de la régularisation.

## **2. DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX RÉGISSEURS DE RECETTES**

Aux termes de l'article 2 du décret du 15 novembre 1966 : "Les régisseurs de recettes sont personnellement et pécuniairement responsables de l'encaissement des recettes dont ils ont la charge.

Ils sont également responsables des contrôles qu'ils sont tenus d'exercer en matière de recettes dans les mêmes conditions que celles qui sont prévues pour les comptables publics par l'article 12-A (1er alinéa) du décret du 29 décembre 1962."

Les régisseurs ne sont donc responsables que de l'encaissement des recettes. Ils ne sont pas, à l'inverse des comptables publics, automatiquement responsables en cas de non-recouvrement hormis le cas où ce non-recouvrement serait la conséquence directe d'une faute commise par eux.

En ce qui concerne les contrôles à exercer, il convient de se reporter au § 412 de la présente instruction.

## **3. DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX RÉGISSEURS D'AVANCES**

D'une manière générale, les régisseurs sont responsables de toute dépense payée irrégulièrement. En effet, aux termes de l'article 3 du décret du 15 novembre 1966 :

" Les régisseurs d'avances sont personnellement et pécuniairement responsables du paiement des dépenses dont ils sont chargés.

Toutefois, leur responsabilité, quant aux oppositions et autres significations, est limitée à l'exécution des mesures prescrites par les comptables assignataires des dépenses, sauf pour les régisseurs à vérifier auprès des comptables l'existence des oppositions qui ne leur sont pas obligatoirement notifiées.

Ils sont également responsables, dans les mêmes conditions que les comptables publics, des contrôles qu'ils sont tenus d'exercer en matière de dépenses. Toutefois, le contrôle des régisseurs d'avances ne porte pas sur la disponibilité des crédits."

Les contrôles que les régisseurs sont tenus d'exercer en matière de dépenses sont énumérés au chapitre 54 ci-dessus.

Plus particulièrement en matière d'oppositions, les obligations des régisseurs sont décrites au paragraphe 545.5.



## **CHAPITRE 3. GARANTIES DE LA RESPONSABILITÉ PERSONNELLE ET PÉCUNIAIRE**

Aux termes de l'article 4 du décret du 20 juillet 1992, "le régisseur est tenu de constituer un cautionnement pour le montant fixé par le ministre du budget ou avec son accord."

Toutefois, cet article prévoit expressément des cas de dispense de constitution du cautionnement.

Dans ce cas, la dispense de cautionnement doit être expressément prévue par l'acte constitutif de la régie.

### **1. CONSTITUTION DU CAUTIONNEMENT**

#### **1.1. MONTANT**

Le montant du cautionnement est fixé en fonction :

- du montant maximum de l'avance, pour les régisseurs d'avances ;
- du montant moyen des recettes encaissées mensuellement, pour les régisseurs de recettes ;
- du montant total du maximum de l'avance et du montant moyen de recettes effectuées mensuellement pour les régisseurs d'avances et de recettes.

Pour les régisseurs d'avances, le montant du cautionnement est déterminé sans difficulté puisque l'acte constitutif de la régie fixe obligatoirement le montant maximum de l'avance. Il suffit d'appliquer le barème prévu à l'arrêté du 28 mai 1993.

Pour les régisseurs de recettes, le montant du cautionnement ne peut être fixé avec le même automatisme puisqu'il est fonction du montant moyen des recettes, chiffre éminemment variable. Deux cas sont à considérer, selon qu'il s'agit d'une régie nouvellement créée ou d'une régie ayant déjà fonctionné :

- lors de la création d'une régie de recettes, le montant moyen des recettes mensuelles ne peut être qu'évalué. Il appartient donc à l'ordonnateur de déterminer, en accord avec le comptable assignataire, le montant probable des recettes qui seront encaissées par le régisseur et, sur ces bases, de fixer le montant du cautionnement par application du barème. Le montant en sera ensuite révisé comme indiqué ci-après. Toutefois, afin d'éviter une modification quelques mois après la création d'une régie, le montant du cautionnement fixé à l'origine demeure - sauf différence très importante - valable jusqu'à la fin de l'année suivant celle de la création de la régie.
- pour les régies ayant déjà fonctionné, la moyenne mensuelle des recettes est déterminée d'après les opérations de l'année précédente. Il appartient donc à l'ordonnateur de procéder, en accord avec le comptable assignataire, au début du mois de janvier de chaque année, à la révision éventuelle du cautionnement sur la base des recettes encaissées au cours de l'année écoulée, par application du barème.

Pour les titulaires d'une régie d'avances et d'une régie de recettes se rapportant au même service, le montant du cautionnement est fixé par application du barème prévu par l'arrêté du 28 mai 1993 au montant cumulé de l'avance et de la moyenne mensuelle des recettes déterminée comme indiqué ci-dessus.

Lorsque le montant du cautionnement a été fixé, il est délivré au régisseur un certificat administratif signé de l'ordonnateur et du comptable assignataire, pour être produit, soit à la Caisse des Dépôts et Consignations en cas de cautionnement réel, soit à l'association de cautionnement mutuel en cas de cautionnement solidaire.

Lorsque, exceptionnellement, un même régisseur est titulaire de plusieurs régies dépendant de services distincts, il est constitué un cautionnement par régie.

Les dossiers individuels des régies, tenus tant par les ordonnateurs que les comptables, contiennent une copie des décisions relatives à la fixation du cautionnement.

## 1.2. RÉALISATION

Les modalités de constitution des cautionnements des régisseurs sont identiques à celles concernant les cautionnements des comptables publics. Il appartient donc aux régisseurs de se reporter en la matière aux dispositions de l'instruction générale sur l'organisation du service des comptables publics du 16 août 1966 modifiée.

La justification de constitution du cautionnement doit toujours rester entre les mains du régisseur, qui est tenu de la présenter lors de toute vérification.

## 2. LIBÉRATION DU CAUTIONNEMENT

Aux termes de l'article 5 du décret du 20 juillet 1992 :

"Le régisseur ayant cessé ses fonctions peut obtenir un certificat de libération définitive des garanties".

- s'agissant d'une régie de recettes, s'il a versé au comptable assignataire la totalité des recettes encaissées par ses soins et n'a pas été constitué en débet ;
- s'agissant d'une régie d'avances, s'il a justifié de l'emploi de l'intégralité des avances mises à sa disposition, si le comptable assignataire a admis ses justifications et si le régisseur n'a pas été constitué en débet.

Le certificat mentionné ci-dessus est délivré par le comptable assignataire sur demande du régisseur (modèle n° 10).

Le comptable assignataire dispose d'un délai de six mois pour se prononcer sur cette demande. Passé ce délai, il ne peut refuser le certificat que s'il demande à l'autorité qualifiée la mise en débet du régisseur.

Le certificat de libération définitive est accordé au régisseur dès l'apurement du débet".

Les comptables utiliseront un certificat de libération définitive (modèle n° 10).

Il est signalé que la délivrance du certificat de libération ne mettrait pas obstacle, le cas échéant, à l'action que l'État ou l'établissement public national pourrait entreprendre à l'égard d'un régisseur reconnu responsable d'un débet après délivrance du certificat. A défaut de disposition législative particulière, la responsabilité des régisseurs se prescrit en effet, suivant le droit commun, par trente ans (article 2 262 du Code civil).

### **3. ASSURANCE**

Le régisseur peut contracter une assurance en vue de couvrir tout ou partie de sa responsabilité pécuniaire.

Les dépenses qui en résultent pour le régisseur sont à sa charge et ne peuvent en aucun cas être imputées au budget au titre duquel fonctionne la régie.

## **CHAPITRE 4. MISE EN JEU DE LA RESPONSABILITÉ PERSONNELLE ET PÉCUNIAIRE**

### **1. CONSTATATION**

Aux termes de l'article 4 du décret du 15 novembre 1966, la responsabilité personnelle et pécuniaire du régisseur est "engagée dès lors qu'un déficit en deniers ou en valeurs a été constaté, qu'une dépense a été irrégulièrement payée ou que, par la faute du régisseur, une recette n'a pas été encaissée ou une indemnité a dû être versée par l'organisme public à un tiers ou à un autre organisme public".

Si les trois premiers cas n'appellent aucun commentaire particulier, il convient de signaler que, pour le dernier cas, le terme "indemnité" doit être pris dans un sens large ; en fait, cette rubrique couvre l'ensemble des cas autres que ceux cités précédemment où, par suite tant de l'action que de l'inaction du régisseur, l'organisme public a dû déboursier une somme, sous quelque forme et sous quelque appellation que ce soit.

Il appartient au régisseur ou à l'autorité ayant constaté un des faits visés à l'article 4 du décret du 15 novembre 1966 d'en informer immédiatement l'ordonnateur et le comptable assignataire.

En principe, le régisseur doit solder lui-même et immédiatement les déficits ou manquants apparaissant dans sa gestion.

### **2. PROCÉDURE AMIABLE**

Si le régisseur n'a pas couvert immédiatement le déficit ou manquant, sa responsabilité est, aux termes de l'article 5 du décret du 15 novembre 1966, "mise en jeu au cours d'une procédure amiable par l'émission d'un ordre de versement".

L'ordre de versement est émis, après avis du comptable assignataire, par l'ordonnateur de l'organisme public auprès duquel le régisseur est placé sur proposition, le cas échéant, des autorités désignées à l'article 15 du décret du 20 juillet 1992.

S'agissant d'une procédure amiable, l'ordre de versement, non exécutoire, n'est pas un ordre de recettes faisant l'objet d'une prise en charge comptable mais - par analogie avec la procédure instituée par le décret n° 64-1022 du 29 septembre 1964, pour les comptables publics - une invitation à couvrir immédiatement le débit, qui n'est assujettie à aucune condition de forme particulière.

Cet ordre est établi "pour une somme égale soit au montant de la perte de recettes subie, de la dépense payée à tort, de l'indemnité mise, du fait du régisseur, à la charge de l'organisme public intéressé, soit, dans le cas où le régisseur en tient la comptabilité matière, à la valeur du bien manquant" (article 6 du décret du 15 novembre 1966).

Outre la somme, le nom et la qualité du régisseur, l'ordre de versement précise : le motif de mise en jeu de la responsabilité, les textes dont il est fait application, le point de départ des intérêts, et, le cas échéant, la référence au rapport de vérification.

Il "est notifié immédiatement au régisseur intéressé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception" (article 7 du décret du 15 novembre 1966).

### **3. SURSIS DE VERSEMENT**

Aux termes de l'article 8 du décret du 15 novembre 1966 : "Le régisseur peut, dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'ordre de versement, solliciter un sursis de l'autorité qui a émis l'ordre de versement.

Cette autorité se prononce dans un délai d'un mois à compter de la réception de la demande de sursis. Passé ce délai, le sursis est réputé accordé.

La durée du sursis est limitée à une année.

Toutefois, si le régisseur a présenté une demande de décharge de responsabilité ou une demande en remise gracieuse, le Ministre du budget peut prolonger la durée du sursis jusqu'à la date de la notification de la décision statuant sur la demande".

### **4. EMISSION D'UN ARRETE DE DEBET**

Si le régisseur n'a pas acquitté la somme réclamée par l'ordre de versement, un arrêté de débet est émis :

- s'il n'a pas sollicité ou n'a pas obtenu le sursis de versement ;
- si le sursis est venu à expiration, aucune demande en décharge de responsabilité ou en remise gracieuse n'ayant été formulée ;
- si la demande en décharge de responsabilité ou en remise gracieuse a été rejetée.

Un arrêté de débet est également émis si l'ordonnateur n'a pas établi l'ordre de versement prévu au paragraphe 642 ci-dessus.

Un arrêté de débet doit toujours être émis, même si le régisseur fait l'objet de poursuites judiciaires accompagnées de constitution de partie civile.

L'arrêté de débet est émis par l'autorité compétente pour mettre en débet le comptable assignataire, c'est-à-dire, selon les articles 1er et 4 du décret n° 64-1022 du 29 septembre 1964, par :

- a) Le ministre du budget en ce qui concerne les régies dont le comptable assignataire est :
  - un comptable direct du Trésor ;
  - un comptable des administrations financières ;
  - un comptable spécial du Trésor ;
  - un comptable de budget annexe ;
  - un comptable d'établissement public national lorsqu'il est nommé par le ministre du budget ou conjointement par le ministre du budget et le ministre de tutelle.
- b) Le ministre de tutelle pour les régies instituées auprès d'établissements publics dont le comptable est nommé par le ministre de tutelle avec l'agrément du ministre du budget.

L'arrêté de débet est transmis au trésorier général des créances spéciales du Trésor. Il est mis à exécution et pris en charge dans les conditions fixées par le règlement général du 29 décembre 1962 sur la comptabilité publique et par le décret n° 92-1369 du 29 décembre 1992.

## **5. INTÉRÊTS DES DEBETS**

Les débits constatés à l'encontre des régisseurs portent intérêt au taux légal à compter de la date du fait générateur, c'est-à-dire notamment de la date du paiement irrégulier, de la date du détournement, de la date à laquelle les recettes non encaissées auraient dû l'être. Si cette date ne peut être fixée avec précision, les intérêts partent du jour de la découverte du déficit ou du manquant.

Les intérêts bénéficient à l'organisme public intéressé.

## **6. MISE EN JEU DE LA RESPONSABILITÉ DU COMPTABLE ASSIGNATAIRE**

Selon l'article 12 du décret du 15 novembre 1966, un débet constaté dans les opérations d'un régisseur peut être mis à la charge du comptable assignataire à concurrence des sommes allouées en décharge au régisseur ou qui n'auraient pu être recouvrées sur celui-ci, lorsque :

- le comptable a commis une des fautes dont la liste figure à l'article 12 ;
- il existe un lien entre le débet et la faute commise par le comptable.

La responsabilité du comptable ne sera donc mise en jeu que si la faute qu'il a commise est à l'origine du débet du régisseur, l'a provoqué ou l'a rendu possible.

Dans le cas d'application des dispositions qui précèdent, la responsabilité du comptable assignataire sera mise en jeu dans les conditions fixées par le décret du 29 septembre 1964 déjà visé.

## **CHAPITRE 5. APUREMENT DES DÉBETS**

### **1. RECOUVREMENT**

Lorsque le régisseur ne s'est pas libéré de la somme mise à sa charge, deux procédures contentieuses doivent être envisagées, selon que le recouvrement est opéré en vertu de l'arrêt de débet ou que le débet a donné lieu à une condamnation pécuniaire.

#### **1.1. RECOUVREMENT SUR L'ARRÊTE DE DÉBET**

Le recouvrement des arrêtés de débet est assuré dans les conditions fixées par l'instruction codificatrice n° 93-27-A7 du 16 février 1993 relative au recouvrement des créances de l'État étrangères à l'impôt et au domaine.

Remarque est faite que si des versements sont effectués sur un débet couvert partiellement par le régisseur et par un organisme public, à la suite notamment de décharge de responsabilité ou de remise gracieuse, les recouvrements opérés servent à rembourser par priorité l'organisme public (article 13 du décret n° 64-1022 du 29 septembre 1964 relatif aux débits des comptables publics dont les dispositions ont été rendues applicables aux débits des régisseurs par l'article 13 du décret du 15 novembre 1966).

#### **1.2. RECOUVREMENT SUR CONDAMNATION PÉCUNIAIRE**

Les recouvrements sont constatés au titre des restitutions par le comptable direct du Trésor cosignataire de l'extrait de jugement. Ils sont comptabilisés comme prévu par l'instruction générale A6 sur le recouvrement des amendes et condamnations pécuniaires. Ils sont transférés au comptable assignataire de la régie afin de lui permettre d'apurer ses écritures.

### **2. DÉCHARGE DE RESPONSABILITÉ ET REMISE GRACIEUSE**

Aux termes de l'article 11 du décret du 15 novembre 1966 :

"Les régisseurs mis en débet peuvent obtenir soit la décharge totale ou partielle, soit la remise gracieuse de leur responsabilité, selon la procédure définie par les articles 5 à 8 du décret du 29 septembre 1964".

La procédure à suivre est décrite dans l'instruction n° 90-32-MPR du 9 mars 1990.

## 2.1. DÉCHARGE DE RESPONSABILITÉ

La décharge de responsabilité ne peut être fondée que sur des circonstances de force majeure.

La demande en décharge de responsabilité doit préciser la nature, le montant et l'origine du déficit ainsi que les faits de nature à justifier le cas de force majeure.

Après avoir été revêtue de l'avis du supérieur hiérarchique du régisseur, du comptable assignataire, de l'ordonnateur de l'organisme public, du ministre intéressé, et éventuellement du contrôleur financier, elle est transmise à la direction de la comptabilité publique.

Le ministre du budget statue, après avis, le cas échéant, du Conseil d'État. La décision emporte décharge des intérêts correspondants. Elle est notifiée :

- au ministre intéressé qui en informe l'ordonnateur et en notifie une ampliation au régisseur ;
- au trésorier-payeur général des créances spéciales du Trésor, si le recouvrement est opéré par arrêté de débet ;
- au comptable assignataire qui procède aux opérations comptables prescrites par la direction de la comptabilité publique.

Les sommes allouées en décharge sont supportées par le budget de l'organisme public intéressé. La dépense est justifiée dans les écritures du comptable par une ampliation de la décision, une seconde ampliation justifie l'apurement du compte auquel a été constaté le débet.

## 2.2. REMISE GRACIEUSE

Le régisseur qui n'a pas présenté une demande en décharge de responsabilité ou dont la demande a été rejetée en totalité ou en partie peut demander la remise gracieuse des sommes laissées à sa charge.

La demande en remise doit être adressée par le régisseur au ministre du budget.

Le fait pour le régisseur d'avoir comblé immédiatement le déficit de ses deniers personnels n'est pas considéré comme une présomption de ressources suffisantes pouvant conduire à écarter une mesure de remise, mais, en revanche, constitue une justification de sa bonne foi.

La demande en remise gracieuse est transmise au ministre du budget dans les mêmes conditions que la demande en décharge de responsabilité (cf. § 652).

Le ministre du budget statue après avis, le cas échéant, du Conseil d'État. Dans le cas de décharge accordée à un régisseur d'établissement public national, la décision est subordonnée à l'avis conforme de l'organisme.

La décision est notifiée au régisseur et aux autorités mentionnées au § 652 pour les décisions de décharge de responsabilité.



Comme pour les décharges de responsabilité, la dépense est imputée au budget de l'organisme intéressé.

### **3. ADMISSION EN NON VALEURS**

Dans le cas où, par suite d'insolvabilité du régisseur ou pour toute autre cause, il ne peut être procédé au recouvrement d'un débet, l'admission en non-valeurs est prononcée dans les conditions fixées par le décret n° 92-1370 du 29 décembre 1992.

## **CHAPITRE 6. INDEMNITÉ DE RESPONSABILITÉ**

Les régisseurs peuvent bénéficier d'une indemnité de responsabilité dont le montant est fixé et le paiement est assuré dans les conditions suivantes.

Le montant de l'indemnité de responsabilité est, comme le cautionnement, fonction du montant maximum de l'avance pour les régisseurs d'avances, et du montant moyen des recettes encaissées mensuellement pour les régisseurs de recettes. Les dispositions prévues au § 631 pour la détermination du montant du cautionnement sont valables pour la détermination de l'indemnité de responsabilité. Toutefois, l'indemnité de responsabilité est toujours due, même en cas de dispense de cautionnement.

L'indemnité de responsabilité est payable trimestriellement et à terme échu. En cas de prise ou de cessation de fonctions en cours de trimestre, l'indemnité est due pour la durée effective de la gestion.

# **TITRE VII**

## **LA COMPTABILITÉ DES RÉGIES**

## **CHAPITRE 1. LES PRINCIPES ET LES RÈGLES GÉNÉRALES(15)**

Aux termes de l'article 14 du décret du 20 juillet 1992 "les régisseurs sont astreints à tenir une comptabilité dont la forme est fixée par le ministre du budget ou avec son accord".

Cette comptabilité doit faire ressortir à tout moment :

- pour les régies de recettes, la situation de leur encaisse ;
- pour les régies d'avances, la situation de l'avance reçue.

La comptabilité des régies est unique pour un même service. Lorsqu'un agent est chargé à la fois des fonctions de régisseur d'avances et de régisseur de recettes, il ne doit tenir qu'une seule comptabilité retraçant l'ensemble des opérations qu'il est habilité à effectuer.

La comptabilité est tenue selon la méthode de la partie double où chaque opération est décrite à deux comptes dont l'un est débité et l'autre crédité. Les registres sont conçus de façon à enregistrer simultanément l'opération de débit et l'opération de crédit.

Le maniement des valeurs telles que des vignettes et des timbres fiscaux par le régisseur, justifie en complément l'institution d'une comptabilité matière.

Dans ce cas, il appartient aux services intéressés de proposer à la direction de la comptabilité publique un système comptable permettant de suivre le mouvement de ces valeurs. Dans tous les cas, le système proposé devra être basé sur les principes suivants :

- visa par le comptable des commandes de tickets et vignettes ;
- détention du stock par le comptable ;
- remise au régisseur des quantités nécessaires pour une ou deux semaines ;
- tenue par le régisseur d'un carnet auxiliaire décrivant, par catégorie et par tarif, les entrées et sorties de valeurs ;
- restitution au comptable des carnets épuisés.

---

(15) Aux termes du dernier alinéa des articles 166, 173, 204 et 211 du décret du 29 décembre 1962 concernant les établissements publics nationaux, "les instructions relatives à la tenue des écritures des régisseurs sont données par l'agent comptable dans le cadre des instructions générales du ministre du budget".

## **CHAPITRE 2. LES COMPTES**

### **1. NOMENCLATURE DES COMPTES**

Les comptes permettent de distinguer et de classer en grandes catégories les opérations effectuées par les régisseurs.

On distingue :

#### **1.1. DES COMPTES DE DISPONIBILITÉS**

- caisse ;
- chèques à l'encaissement ;
- cartes de paiement - recettes ;
- cartes de paiement - dépenses ;
- compte courant postal ;
- compte de dépôts de fonds au Trésor ;
- compte bancaire (1)

#### **1.2. DES COMPTES D'OPÉRATIONS**

- avances aux sous-régisseurs (2) ;
- avances (3) ;
- dépenses (18) ;
- pièces de dépenses remises pour remboursement (19) ;
- opérations diverses ;
- recettes (4) ;
- fonds de caisse (19) .

L'ouverture de comptes nouveaux doit être autorisée par la direction de la comptabilité publique.

---

(16) Compte à ouvrir seulement dans la comptabilité des régisseurs des établissements publics nationaux ou des régisseurs à l'étranger, autorisés exceptionnellement à déposer leur fonds dans un établissement bancaire.

(17) Ce compte n'est ouvert que dans la comptabilité des régisseurs d'avances, lorsque, exceptionnellement, des sous-régies auront été instituées par application des dispositions du paragraphe n° 123-1.

(18) Ce compte n'est ouvert que dans la comptabilité des régisseurs d'avances.

(19) Ce compte n'est ouvert que dans la comptabilité des régisseurs de recettes.

## **2. LE FONCTIONNEMENT DES PRINCIPAUX COMPTES**

Comptes de disponibilités : ces comptes, qui enregistrent au débit les augmentations de disponibilités et au crédit les diminutions, doivent toujours présenter un solde débiteur<sup>(1)</sup> égal au montant des disponibilités que le régisseur doit présenter ou justifier.

Compte "Recettes" : le solde créditeur du compte représente le montant des recettes encaissées et non encore versées au comptable.

Compte "Avances" : le solde créditeur correspond au montant de l'avance effectivement à la disposition du régisseur.

Compte "Dépenses" : le solde débiteur correspond au montant des pièces justificatives de dépenses détenues par le régisseur.

Compte "Pièces de dépenses remises pour remboursement" : le solde débiteur du compte correspond au montant des pièces justificatives de dépenses remises à l'ordonnateur (ou au comptable) et non encore remboursées.

Compte "Opérations diverses" : ce compte est destiné à retracer toutes les opérations dont l'imputation n'a été prévue à aucun compte particulier. La régularisation des opérations portées à ce compte doit intervenir au plus tard un mois après leur constatation. Pour les régies très importantes, dans lesquelles de nombreuses "opérations diverses" sont constatées, tant en recettes qu'en dépenses, il pourra, avec l'accord du comptable assignataire, être ouvert deux comptes : "Recettes à classer" et "Dépenses à classer".

Compte "fonds de caisse" : ce compte est destiné à retracer le montant des disponibilités versées au régisseur de recettes afin de lui permettre d'effectuer ses opérations en numéraire ;

Compte "Avances aux sous-régisseurs" : le solde débiteur de ce compte correspond au montant total des fonds effectivement détenus par les sous-régisseurs et des dépenses n'ayant pas encore été justifiées au régisseur.

Les modalités de fonctionnement de chaque compte figurent sur le tableau donné en annexe n° 4.

Par ailleurs, figurent en annexe n° 5 pour les régisseurs de recettes et n° 6 pour les régisseurs d'avances, les écritures qui doivent être passées pour les principales opérations.

Pour les opérations exceptionnelles qui ne figureraient pas sur les tableaux, les régisseurs devront prendre l'attache des comptables assignataires qui leur donneront toutes directives utiles.

---

(20) A l'exception du compte "cartes bancaires - dépenses" qui doit avoir un solde créditeur.

## CHAPITRE 3. LES REGISTRES

### 1. LES RÈGLES GÉNÉRALES ET LA NOMENCLATURE

Le livre-journal : il enregistre toutes les opérations de recettes et de dépenses et dégage le montant des disponibilités. Les opérations y sont portées en détail, dès leur constatation.

**Le carnet de situation des disponibilités.**

**Le registre à souches.**

La tenue de ces trois registres est obligatoire.

Lorsque l'importance de la régie le nécessite, des carnets de développement (opérations du compte "dépenses", "recettes", "opérations diverses") ou des journaux divisionnaires pourront être ouverts.

### 2. LE MODE D'UTILISATION DES REGISTRES

En cas d'informatisation, il convient d'adapter la présentation des différents documents papiers dans le respect des conditions d'utilisation précisées ci-après.

#### 2.1. LE LIVRE-JOURNAL

Au livre-journal sont enregistrées toutes les opérations de recettes et de dépenses de façon à faire apparaître la situation d'ensemble du régisseur. Les opérations y sont portées en détail dès leur constatation, à l'exception des recettes enregistrées au registre à souches, de celles provenant de la vente de timbres, tickets et vignettes et de celles constatées à l'aide d'appareils enregistreurs, qui sont reportées globalement en fin de journée.

Le livre-journal doit être visé et paraphé, par premier et dernier feuillet, par le comptable assignataire.

#### 2.2. LE CARNET DE SITUATION DES DISPONIBILITÉS

Ce carnet présente par journée la situation de la caisse, du compte-courant postal et du compte de dépôts de fonds au Trésor (1). Il est servi au moyen du livre-journal. Il permet de vérifier la concordance entre les résultats de la comptabilité et les disponibilités effectives.

---

(21) Ou du compte bancaire, pour les régisseurs autorisés exceptionnellement à déposer leurs fonds en banque.

Le montant journalier des opérations figurant aux comptes "Caisse", "Compte courant postal" et "Compte de dépôts de fonds au Trésor" est inscrit en regard des lignes correspondantes du carnet de situation des disponibilités :

- les débits, en regard des rubriques "Recettes de la journée" ;
- les crédits, en regard des rubriques "Dépenses de la journée".

Le solde en écritures de la journée précédente augmenté des recettes journalières et diminué des dépenses journalières, fournit le solde en écritures à la clôture de la journée, qui doit être rapproché respectivement des espèces pour le compte caisse ou du dernier relevé ou avis pour les autres comptes.

Les lignes "Avis de crédit attendus" et "Avis de débit attendus" sont servies à l'aide des indications fournies par les mentions qui doivent être portées à ce sujet dans la colonne 26 du livre-journal.

### 2.3. LE REGISTRE À SOUCHES NUMÉROTÉES

Ce registre est destiné à constater les recettes perçues en numéraire.

Les recettes en numéraire doivent y être enregistrées au moment où les fonds sont versés au régisseur.

Lorsqu'il est tenu manuellement, le registre à souches est servi par duplication. Dans la colonne où est inscrit le montant total de la quittance, les cases non utilisées situées à la gauche du chiffre inscrit sont barrées par deux traits horizontaux.

La quittance, dûment revêtue dans sa partie gauche du cachet et de la signature du régisseur, est immédiatement détachée et remise à la partie versante.

Les quittances fautes doivent être annulées ; elles sont conservées à l'appui du journal à souches.

Le modèle normal de registre à souches à utiliser est le modèle n° 11-A. Toutefois, les régisseurs pourront utiliser le registre de format réduit (modèle n° 11-B) lorsqu'ils sont chargés d'encaisser une seule catégorie de produit, et en principe uniquement en numéraire.

### 2.4. LES CARNETS DE DÉVELOPPEMENT

#### **2.4.1. Les carnets de développement des opérations du compte "Recettes" et du compte "Dépenses" (modèles n°s 14-B et 14-A).**

Ces carnets sont destinés à faire apparaître la ventilation des opérations par nature de recettes d'une part, de dépenses d'autre part. Cette ventilation doit en principe être la même que celle prévue pour l'établissement du relevé des recettes (modèle 6) ou du bordereau récapitulatif des dépenses (modèle 9).



Ces carnets sont également annotés, d'une part des débits au compte "Recettes" (versement des recettes au comptable assignataire), d'autre part des crédits au compte "Dépenses" (pièces de dépenses remises à l'ordonnateur ou au comptable, aux fins de remboursement).

#### **2.4.2. Le Carnet de développement des opérations du compte "Opérations diverses" (modèle n°14-C)**

Ce carnet a pour objet de suivre chaque opération portée au débit et au crédit du compte. Les opérations tant de dépenses que de recettes sont annotées des régularisations obtenues (d'une part colonnes 5 et 6, d'autre part colonnes 8 et 9), afin de faire apparaître distinctement les opérations restant à régulariser, et par conséquent permettre la régularisation du solde du compte.

Bien que la tenue de ce carnet de développement ne soit pas obligatoire, l'attention des régisseurs est appelée sur l'intérêt que présente sa mise en service dès l'instant que le nombre des opérations portées au compte rend difficile l'établissement d'une situation détaillée à partir des seules indications données par le livre-journal.

Dans le cas d'ouverture des comptes "Recettes à classer" et "Dépenses à classer" deux carnets de développement distincts seront utilisés.

## **CHAPITRE 4. LES ARRÊTÉS D'ÉCRITURE**

### **1. LES RÈGLES GÉNÉRALES**

En cas d'informatisation de la régie, il convient d'adapter les obligations comptables relatives aux différents arrêtés tels que définis ci-après.

Les arrêtés d'écriture ont pour objet :

- de contrôler soit certains comptes qui méritent d'être vérifiés fréquemment, soit l'ensemble des comptes ;
- de faciliter le versement des recettes et des dépenses, et d'en contrôler l'exactitude.

### **2. LES ARRÊTÉS JOURNALIERS**

Les régisseurs de recettes arrêtent à la fin de chaque journée le registre à souches ; les totaux sont inscrits dans la partie inférieure de la souche correspondant à la dernière quittance délivrée.

Les régisseurs reportent au livre-journal le montant des recettes de la journée ayant donné lieu à délivrance de quittances.

Les recettes de chaque journée ainsi reportées quotidiennement ne doivent pas être additionnées les unes aux autres au journal à souches.

Le livre-journal est arrêté chaque jour pour les opérations de la journée et pour les opérations cumulées depuis le début de l'année.

Les régisseurs, tant de recettes que d'avances servent ensuite le carnet de situation des disponibilités en inscrivant le total des opérations imputées au débit et au crédit des comptes de disponibilités sur le livre-journal.

Les opérations constatées au registre à souches et au livre-journal sont inscrites sur les différents carnets de développement, lorsque ces registres sont utilisés, globalement ou en détail selon les ventilations prévues pour ces derniers registres.

### **3. LES ARRÊTÉS MENSUELS**

L'arrêté mensuel des écritures donne lieu aux opérations suivantes tant sur le livre-journal que sur les carnets de développement :

- totalisation des opérations du mois (22);
- report des masses antérieures depuis le 1er janvier jusqu'au précédent arrêté mensuel, y compris éventuellement la balance d'entrée ;
- inscription du total général des opérations.

Les régisseurs s'assurent que les totaux des différents registres sont concordants et établissent la balance des comptes (modèle 15) au moyen des résultats du livre-journal. Il doit y avoir concordance entre les totaux des colonnes 2 et 3 (débit et crédit), ainsi qu'entre les totaux des colonnes 4 et 5 (soldes débiteurs et soldes créditeurs) de la balance.

L'arrêté mensuel des écritures est effectué le dernier jour ouvrable de chaque mois par les régisseurs.

Copie de la balance des comptes est adressée immédiatement au comptable assignataire.

### **4. LES ARRÊTÉS ANNUELS**

Les écritures sont définitivement arrêtées à la date du 31 décembre.

A cette même date, le régisseur remplit l'état d'emploi pour justifier l'avance mise à sa disposition (modèle 16).

Après vérification du comptable assignataire, cet état d'emploi est transmis à la Cour des comptes.

Une balance des comptes est établie dans les conditions habituelles.

Les écritures sont reprises en gestion suivante dans les conditions ci-après :

#### **4.1. LIVRE-JOURNAL**

A la date du 1er janvier, les régisseurs reprennent en balance d'entrée au livre-journal, pour tous les comptes sauf le compte "Opérations diverses" les soldes tels qu'ils apparaissent à la balance des comptes arrêtée au 31 décembre. En ce qui concerne le compte "Opérations diverses" dont l'apurement doit être suivi par opération, le régisseur reprend en balance d'entrée, d'une part la masse des opérations de dépenses restant à régulariser, d'autre part la masse des recettes restant à régulariser. La différence entre ces masses débitrices et créditrices est égale au solde du compte apparaissant sur la balance des comptes (23)

---

(22) Pour le livre-journal, l'arrêté mensuel correspond à l'arrêté du dernier jour du mois.

(23) Lorsque les deux comptes "Recettes à classer" et "Dépenses à classer" ont été ouverts, ce sont les soldes respectifs, créditeurs et débiteurs, de ces deux comptes qui sont repris en balance d'entrée.

#### 4.2. CARNETS DE DÉVELOPPEMENT

Les comptes "Recettes" et "Dépenses" doivent être équilibrés car le régisseur est tenu de verser tes opérations au comptable assignataire le 31 décembre.

Si, exceptionnellement, le compte "Dépenses" présente un solde débiteur au 31 décembre, le montant des pièces justificatives de dépenses conservées par le régisseur à cette même date est porté globalement au carnet de développement des opérations du compte "Dépenses".

De même, si, exceptionnellement, le compte "Recettes " présente un solde créditeur à la date du 31 décembre, la reprise en est constatée au carnet de développement des opérations du compte "Recettes".

L'ouverture au 1er janvier de chaque année de nouveaux registres n'est pas obligatoire. Les opérations effectuées au titre de la nouvelle gestion peuvent continuer à être décrites sur les registres de la gestion précédente, à condition qu'une démarcation très nette soit faite entre les opérations de chaque gestion.

#### 5. LES ARRÊTÉS EXCEPTIONNELS

Des arrêtés d'écritures à des dates autres que celles prévues aux paragraphes ci-dessus peuvent être effectués, notamment dans le cas de :

- remise de service du régisseur ;
- vérification sur place ;
- modification de la parité monétaire dans les territoires d'outre-mer et à l'étranger.

Dans ces cas, les écritures sont arrêtées selon des modalités analogues à celles qui sont suivies pour l'arrêté de fin d'année.

## **CHAPITRE 5. LES RECTIFICATIONS D'ÉCRITURES**

### **1. RÈGLES GÉNÉRALES**

Les écritures doivent être constatées à leur date sans lacune, surcharge, ni rature et ne doivent jamais être altérées dans leur montant.

Les régularisations affectant l'encaisse sont exclues du régime des rectifications ; les différences en plus ou moins constatées lors d'un arrêté de caisse doivent en effet être ajustées, soit par une écriture de recette au compte "Opérations diverses" (1), soit par un versement des deniers du régisseur.

Dans les autres hypothèses et si les erreurs sont commises, soit dans le montant des sommes inscrites en débit et en crédit, soit dans les imputations par compte, ces erreurs sont rectifiées dans les conditions fixées ci-après.

Il est précisé qu'en cas de tenue informatisée de la régie, les rectifications telles que décrites ci-après ne sont pas applicables en l'état.

En conséquence, un carnet des rectifications devra être édité afin de retracer les écritures erronées.

### **2. RECTIFICATIONS AVANT VERSEMENT DES OPERATIONS**

Si l'erreur est décelée avant que le registre ait été arrêté, la somme erronée est barrée d'un trait et la somme exacte inscrite :

- soit au-dessous, s'il s'agit d'une erreur de montant ;
- soit dans une autre colonne s'il s'agit d'une erreur d'imputation.

Si l'erreur est décelée après l'arrêté du registre :

- l'écriture erronée est rectifiée comme indiqué ci-dessus ;
- les arrêtés déjà effectués sont redressés par augmentation ou diminution.

Dans tous les cas, les rectifications effectuées sont accompagnées de mentions explicatives.

### **3. RECTIFICATIONS APRÈS VERSEMENT DES OPÉRATIONS**

Lorsque les erreurs sont constatées portant sur les imputations définitives données soit aux dépenses, soit aux recettes et qu'il est nécessaire de modifier les écritures du comptable assignataire, le régisseur en informe l'ordonnateur et le comptable assignataire et procède aux modifications nécessaires dans sa comptabilité.

Les rectifications utiles sont ensuite effectuées par l'ordonnateur et le comptable dans les mêmes conditions que celles pratiquées en cas d'erreurs commises pour des opérations de dépenses ou de recettes constatées sans l'intervention d'un régisseur.

---

(24) Les excédents de caisse doivent être reversés au comptable assignataire qui en fait emploi dans les mêmes conditions que pour les excédents constatés par ses soins.

# **TITRE VIII**

# **CONTRÔLES**

## **CHAPITRE 1. RÈGLES GÉNÉRALES**

Aux termes de l'article 15 du décret du 20 juillet 1992 : "Les régisseurs de recettes et d'avances sont soumis aux contrôles du comptable assignataire et de l'ordonnateur auprès duquel ils sont placés.

Ils sont également soumis aux vérifications de l'inspection générale des finances et à celles des autorités habilitées à contrôler sur place le comptable assignataire et l'ordonnateur".

Ces contrôles sont de deux types : administratifs et comptables.

## **CHAPITRE 2. CONTRÔLE ADMINISTRATIF DES RÉGIES**

Les régies font l'objet de mesures de surveillance d'ordre administratif tant à l'échelon local (par l'ordonnateur et par le comptable) qu'à l'échelon central.

### **1. CONTRÔLE À L'ÉCHELON LOCAL**

#### **1.1. CONTRÔLE DE L'ORDONNATEUR**

L'ordonnateur ouvre un dossier pour chaque régie dans lequel il conserve un exemplaire de l'acte constitutif de la régie, de l'acte de nomination du régisseur, des décisions relatives au cautionnement (ou à sa dispense) et à l'indemnité de responsabilité du régisseur, des rapports des vérifications effectuées par ses soins, ainsi que de toutes correspondances afférentes au fonctionnement de la régie et à la gestion du régisseur.

#### **1.2. CONTRÔLE DU COMPTABLE ASSIGNATAIRE**

Le comptable doit également ouvrir, pour chaque régie, un dossier comprenant :

- les documents prouvant la réalisation du cautionnement ;
- les rapports des vérifications de la régie qu'il a diligentées et éventuellement les résumés de vérification ;
- les procès-verbaux de remise de service ;
- la demande d'avance du régisseur d'avances.

### **2. CONTRÔLE À L'ÉCHELON CENTRAL**

Les ministères dont relèvent les régies et le ministère du budget exercent également un contrôle administratif des régies de l'État.

Ce contrôle est assuré par la constitution, d'une part, de dossiers qui comprennent tous les documents relatifs aux régies, d'autre part, d'un fichier central des régies.



## **CHAPITRE 3. CONTRÔLE COMPTABLE DES RÉGIES**

Les contrôles comptables sont exercés, soit sur les pièces et les documents adressés par les régisseurs, soit sur place.

### **1. CONTRÔLE SUR PIECES**

#### **1.1. CONTRÔLE DE L'ORDONNATEUR**

##### **1.1.1. Dispositions communes aux régies de recettes et aux régies d'avances**

L'ordonnateur peut demander au régisseur de lui produire la balance des comptes de la régie.

L'ordonnateur reçoit en communication le rapport de vérification sur place dans les conditions décrites au paragraphe 832-4 (c'est-à-dire après annotation des réponses de l'agent vérifié).

##### **1.1.2. Régies de recettes**

Au vu des relevés de recettes qui sont adressés une fois par mois par le régisseur, l'ordonnateur s'assure de l'encaissement normal des produits.

L'ordonnateur peut demander au régisseur de lui communiquer les registres à souches entièrement utilisés afin de vérifier les recettes perçues en numéraire.

##### **1.1.3. Régies d'avances**

L'ordonnateur exerce sur les pièces justificatives de dépenses qui sont remises par le régisseur les mêmes contrôles que ceux qui lui incombent pour les dépenses payées après ordonnancement. Il s'assure en outre que les pièces sont bien revêtues de l'acquit libératoire ou de la mention en tenant lieu. L'ordonnateur veille également à ce que le régisseur intervienne seulement pour les opérations prévues par l'acte constitutif de la régie, dans les conditions fixées par ses soins.

#### **1.2. CONTRÔLE DU COMPTABLE ASSIGNATAIRE**

##### **1.2.1. Dispositions communes aux régies de recettes et aux régies d'avances.**

Le régisseur doit adresser chaque fin de mois au comptable assignataire la balance des comptes de la régie.

Les régisseurs sont tenus de fournir au comptable assignataire, sur sa demande, tous autres documents ou renseignements se rapportant aux régies dont ils sont chargés.

Lorsqu'un régisseur est titulaire de plusieurs régies, la vérification de ces régies doit être effectuée simultanément.

### **1.2.2. Régies de recettes**

Le comptable assignataire contrôle l'exactitude du relevé mensuel des recettes établi par les régisseurs. Il s'assure, en particulier, que les indications concernant les versements faits en cours de mois, portées sur le relevé, correspondent aux versements centralisés dans sa comptabilité.

Le comptable assignataire peut demander au régisseur de lui communiquer les registres à souches entièrement utilisés afin de procéder à tous contrôles utiles sur les encaissements en numéraire.

Le comptable assignataire veille à la remise régulière, pour encaissement, des chèques reçus par le régisseur.

### **1.2.3. Régies d'avances**

Les mandats ou ordonnances émis pour rembourser les régisseurs des dépenses qu'ils ont payées, font l'objet de la part du comptable assignataire des mêmes contrôles que ceux exercés sur les autres documents de même nature assignés sur sa caisse.

Le comptable assignataire vérifie en outre que le régisseur ne règle que des dépenses prévues par l'acte constitutif de la régie.

## **2. CONTRÔLE SUR PLACE**

### **2.1. AUTORITÉS CHARGÉES DES CONTRÔLES**

Outre le comptable assignataire, l'ordonnateur et l'inspection générale des finances, les autorités habilitées à contrôler sur place le comptable assignataire et l'ordonnateur peuvent vérifier la gestion des régisseurs.

Parmi ces autorités, on peut citer :

- les membres des corps de contrôle du ministère dont relève la régie ;
- le trésorier-payeur général dans la mesure où il n'intervient pas comme comptable assignataire.

Les vérifications sur place de l'inspection générale des finances et des corps de contrôle des ministères sont effectuées dans le cadre des missions générales ou particulières qui leur sont confiées.

Les vérifications par les autres autorités habilitées à contrôler le comptable assignataire et l'ordonnateur sont, en règle générale, effectuées à l'occasion de vérifications de la gestion de ce comptable ou de cet ordonnateur, comme compléments à ces vérifications.

Les vérifications du comptable assignataire et de l'ordonnateur sont effectuées dans les conditions fixées ci-après.

## **2.2. MODALITÉS D'EXERCICE**

Le contrôle doit toujours être effectué à l'improviste. Le vérificateur est tenu de justifier à l'agent vérifié de sa qualité. L'ordonnateur et le comptable ainsi que toute autre autorité habilitée à effectuer le contrôle peuvent désigner un agent placé sous leur autorité pour exercer le contrôle sur place. Cet agent doit être muni d'une autorisation.

La vérification comporte notamment :

- l'arrêté et le visa des registres ;
- l'établissement de la balance des comptes ;
- la reconnaissance des fonds et valeurs ;
- le contrôle des opérations, de la comptabilité, des pièces justificatives ainsi que des conditions générales d'organisation et de fonctionnement de la régie.

## **2.3. PÉRIODICITÉ**

Le contrôle sur place de l'ordonnateur ou de son délégué doit s'exercer selon les périodicités et modalités, décidées par ces autorités, permettant de s'assurer du bon fonctionnement des régies.

Le comptable assignataire et les autres comptables supérieurs du Trésor doivent procéder à la vérification sur place des régisseurs effectuant des opérations pour leur compte selon des périodicités propres à s'assurer du bon fonctionnement des régies.

Bien entendu, dans tous les cas où il apparaît au comptable assignataire qu'il y a nécessité de procéder à la vérification d'une régie, ce comptable a la faculté d'effectuer le contrôle sans tenir compte des règles de périodicité normale ainsi définies.

## **2.4. DOCUMENTS À ÉTABLIR**

Chaque vérification donne lieu à l'établissement, par le vérificateur, d'un rapport dans lequel sont consignés les faits constatés.

Ce document est communiqué au régisseur qui l'annote de ses réponses aux observations formulées et le renvoie à l'agent vérificateur.

Les rapports établis à la suite du contrôle des régies par les membres des corps de contrôle des ministères et par ceux de l'inspection générale des finances reçoivent la destination qui est prévue par les règlements propres à ces corps de contrôle ou d'inspection.

- le rapport établi par l'ordonnateur ou son délégué est conservé par ses soins ; chaque département ministériel peut prescrire à ses ordonnateurs l'envoi à l'administration intéressée des rapports. Si l'ordonnateur a constaté des irrégularités graves, il est tenu d'en informer le comptable assignataire qui procède d'urgence à un contrôle.
- le rapport établi par le comptable assignataire ou son représentant est, après avoir été annoté des réponses de l'agent vérifié, communiqué à l'ordonnateur qui le vise et l'annote, le cas échéant, de ses propres observations. Les rapports sont conservés par le comptable assignataire.

## 2.5. SANCTIONS DES CONTRÔLES SUR PLACE EFFECTUÉS À L'INITIATIVE DU COMPTABLE

Si le régisseur refuse à l'autorité qualifiée de laisser examiner ses fonds, ses valeurs ou sa comptabilité, l'ordonnateur doit être immédiatement saisi d'une demande de suspension de cet agent en tant que régisseur. Lorsque l'ordonnateur a, par arrêté, prononcé cette suspension le comptable saisit les fonds, valeurs et documents de la régie.

En cas de refus ou d'abstention de l'ordonnateur, le comptable doit aussitôt informer le trésorier-payeur général qui saisit le préfet. Les justifications des correspondances échangées, des démarches entreprises, du refus de l'ordonnateur sont jointes au prochain compte de gestion.

Une mesure analogue doit être envisagée lorsque la vérification s'avère inopérante par suite des désordres constatés, ou lorsque la vérification fait apparaître des irrégularités graves ou un déficit susceptible de faire présumer l'incompétence du régisseur.

Lorsque la vérification fait apparaître un déficit de caisse, le régisseur est sommé de combler immédiatement la différence, de ses deniers personnels : lorsqu'un excédent est constaté, son montant doit, en principe, être versé au comptable assignataire à titre de recette accidentelle au profit de l'organisme public dont dépend la régie.

Toutefois, compte tenu des conditions particulières de travail des régisseurs, certains d'entre eux peuvent être amenés à utiliser du numéraire personnel destiné à leur permettre de rendre la monnaie lorsqu'ils viennent de verser tout le produit de leurs recettes antérieures au comptable assignataire. Dans toute la mesure où cet excédent présente ce double caractère de nécessité et de vraisemblance, il ne doit pas être intégré dans les recettes de l'organisme public intéressé.

Dans l'hypothèse où le comptable découvre, lors de ses contrôles, des faits suffisamment graves pour mettre en jeu sa responsabilité, il est habilité à retirer son agrément à l'égard du régisseur ou sous-régisseur.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

A. DENIEL

## ANNEXES

- 1 - Décret n° 92-681 du 20 juillet 1992.
- 2A - Décret n° 66-850 du 15 novembre 1966.
- 2B - Décret n° 76-70 du 15 janvier 1976.
- 3A - Arrêté du 28 mai 1993.
- 3 B + C - Arrêtés du 20 juillet 1992.
- 4 - Modalités de fonctionnement des comptes.
- 5+6 - Tableaux des écritures à passer pour les principales opérations effectuées par les régisseurs.

ANNEXE 1

Décret n° 92-681 du 20 juillet 1992  
relatif aux régies de recettes et aux régies  
d'avances des organismes publics.

J.O. du 22 juillet 1992 p. 9813.

LE PREMIER MINISTRE

SUR le rapport du ministre de l'économie et des finances ;

VU le décret n° 60 de la loi 63-156 (loi de finances pour 1963 deuxième partie : Moyens des services et dispositions spéciales) ;

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, et notamment l'article 18 ;

VU le décret n° 65-97 du 4 février 1965, modifié par le décret n° 90-1071 du 30 novembre 1990, relatif aux modes et procédures de règlement des dépenses des organismes publics ;

VU le décret n° 65-845 du 4 octobre 1965 portant généralisation de la procédure de paiement sans ordonnancement préalable des rémunérations servies aux fonctionnaires et agents des services civils de l'État instituée par les décrets n°s 61-481 et 62-1110 ;

VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'action des services et organismes publics de l'État dans les départements.

D E C R E T E :

Article 1er - Le présent décret fixe les conditions d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies de recettes et des régies d'avances instituées en application de l'article 18 du décret du 29 décembre 1962 susvisé. Les comptables publics pour le compte desquels les régisseurs effectuent leurs opérations sont dénommés dans le présent décret "comptables assignataires".

TITRE 1er

ORGANISATION DES REGIES

Article 2 - Les régies de recettes et les régies d'avances de l'État et des établissements publics nationaux sont créées par arrêté conjoint du ministre du budget et du ministre intéressé.

Toutefois, dans les limites et conditions fixées par un arrêté conjoint du ministre du budget et du ministre intéressé, des régies peuvent être créées ;

- par arrêté ministériel ;
- par arrêté du préfet après avis du trésorier-payeur général pour les régies d'État ;

ANNEXE 1 (suite)

- par décision du directeur de l'établissement public national.

Par ailleurs, les régies de recettes et les régies d'avances des établissements publics locaux d'enseignement sont créées, dans les conditions fixées par arrêté conjoint du ministre du budget et des ministres intéressés, par décision du directeur de l'établissement.

Article 3 - Sauf disposition contraire, prise en accord avec le ministre du budget, le régisseur est nommé par arrêté ou décision de l'ordonnateur de l'organisme public auprès duquel la régie est instituée.

Toutefois, en ce qui concerne les régies créées par le préfet en application de l'article 2, le régisseur est nommé par arrêté de ce dernier.

Selon les règles propres à chaque catégorie d'organisme public, la nomination du régisseur est soumise à l'agrément du comptable assignataire.

Article 4 - Avant d'entrer en fonctions, le régisseur est tenu de constituer un cautionnement pour le montant fixé par le ministre du budget ou avec son accord.

Toutefois, les régisseurs d'avances ou de recettes sont dispensés de la constitution d'un cautionnement lorsque le montant mensuel des avances consenties ou des recettes encaissées n'excède pas un seuil fixé par arrêté du ministre du budget.

S'agissant de la création de régie temporaire, c'est-à-dire pour une période n'excédant pas six mois ou pour une opération particulière, le régisseur pourra être dispensé de constituer un cautionnement sur décision de l'ordonnateur avec agrément du comptable assignataire.

Toute infraction aux dispositions qui précèdent entraîne la cessation immédiate des fonctions du régisseur.

Article 5 - Le régisseur ayant cessé ses fonctions peut obtenir un certificat de libération définitive des garanties prévues à l'article précédent :

- s'agissant d'une régie de recettes, s'il a versé au comptable assignataire la totalité des recettes encaissées par ses soins et n'a pas été constitué en débet ;
- s'agissant d'une régie d'avances, s'il a justifié de l'emploi de l'intégralité des avances mises à sa disposition, si le comptable assignataire a admis ses justifications et si le régisseur n'a pas été constitué en débet.

Le certificat mentionné ci-dessus est délivré par le comptable assignataire sur demande du régisseur.

Le comptable assignataire dispose d'un délai de six mois pour se prononcer sur cette demande. Passé ce délai, il ne peut refuser le certificat que s'il demande à l'autorité qualifiée la mise en débet du régisseur.

Le certificat de libération définitive est accordé au régisseur dès l'apurement du débet.

ANNEXE 1 (suite)

TITRE II

FONCTIONNEMENT DES REGIES

A - Régies de recettes

Article 6 - Sauf dérogation accordée par le ministre du budget, les impôts, taxes et redevances prévus au code général des impôts, au code des douanes et au code du domaine de l'État ne peuvent être encaissés par l'intermédiaire d'une régie.

Toutefois, cette disposition n'est pas applicable aux régies de recettes de l'État à l'étranger.

La nature des produits à encaisser est fixée, compte tenu des dispositions du premier alinéa, par les arrêtés ou décisions visés à l'article 2 ci-dessus.

Article 7 - Dans les mêmes conditions que les comptables publics, les régisseurs encaissent les recettes réglées par les redevables par versement en numéraire, par remise de chèques ou par versement ou virement à un compte de disponibilités ouvert es-qualités.

Le numéraire est versé dans les conditions définies par l'arrêté ou la décision à l'article 2 ci-dessus.

Les chèques sont remis à l'encaissement au plus tard le lendemain de leur réception par le régisseur.

Article 8 - Les régisseurs de recettes sont autorisés à disposer d'un fonds de caisse permanent dont le montant sera mentionné dans l'acte constitutif de la régie.

Article 9 - Les régisseurs justifient au comptable assignataire, au minimum une fois par mois, les recettes encaissées par leurs soins.

B - Les régies d'avances.

Article 10 - Sauf dérogation accordée par le ministre du budget, peuvent être payés par l'intermédiaire d'une régie :

1 - Les dépenses de matériel et de fonctionnement dans la limite d'un montant fixé par arrêté du ministre du budget ;

2 - La rémunération des personnels payés sur une base horaire ou à la vacation, y compris les charges y afférentes, dès lors que ces rémunérations n'entrent pas dans le champ d'application du décret n° 65-845 du 4 octobre 1965, visé ci-dessus ;

3 - Les secours urgents et exceptionnels ;

4 - Les frais de mission et de stage, y compris les avances sur ces frais ;

5 - Pour les opérations à l'étranger, toute autre dépense nécessaire au bon fonctionnement du service situé à l'étranger dans des conditions qui seront prévues par voie d'arrêté interministériel.



ANNEXE 1 (suite)

Article 11 - II est mis à la disposition de chaque régisseur une avance dont le montant, fixé par le texte ayant institué la régie et, le cas échéant, révisé dans la même forme, est au maximum égal, sauf dérogation accordée par le ministre du budget, au sixième du montant prévisible des dépenses annuelles à payer par le régisseur ou au quart du montant prévisible des dépenses annuelles à payer par le régisseur autorisé à effectuer des dépenses publiques à l'étranger.

L'avance est versée par le comptable assignataire sur demande du régisseur visée par l'ordonnateur.

Article 12 - Les régisseurs effectuent le paiement des dépenses par virement, par chèque, par mandat-carte, en numéraire ou par carte de paiement dans les conditions définies par le ministre du budget.

Article 13 - Le régisseur remet les pièces justificatives des dépenses payées par ses soins, soit à l'ordonnateur, soit au comptable assignataire, suivant les règles propres à chaque catégorie d'organismes.

Sauf dérogation accordée par le ministre du budget, la remise de l'ensemble des pièces justificatives intervient au minimum une fois par mois.

L'ordonnancement intervient pour le montant des dépenses reconnues régulières.

C - Dispositions communes aux régies de recettes  
et aux régies d'avances.

Article 14 - Les régisseurs sont astreints à tenir une comptabilité dont la forme est fixée par le ministre du budget ou avec son accord.

Cette comptabilité doit faire ressortir à tout moment :

- pour les régies de recettes, la situation de leur encaisse ;
- pour les régies d'avances, la situation de l'avance reçue.

TITRE III

CONTRÔLE

Article 15 - Les régisseurs de recettes et d'avances sont soumis aux contrôles du comptable assignataire et de l'ordonnateur auprès duquel ils sont placés.

Ils sont également soumis aux vérifications de l'inspection générale des finances et à celles des autorités habilitées à contrôler sur place le comptable assignataire et l'ordonnateur.

Article 16 - Pour l'État, les établissements publics nationaux et les établissements publics locaux d'enseignement, le décret n° 64-486 du 28 mai 1964 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics, ainsi que le décret n° 71-153 du 22 février 1971 et le décret n° 88-691 du 9 mai 1988 sont abrogés.

Article 17 - Le présent décret est applicable dès sa publication au journal officiel.

ANNEXE 1 (fin)

Néanmoins, à titre transitoire, les dispositions relatives au fonctionnement des régies créées antérieurement à la parution du présent décret demeurent applicables jusqu'au 31 décembre 1993.

Article 18 - Le ministre du budget est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française.

Fait à Paris le 20 juillet 1992

Par le PREMIER MINISTRE  
Le MINISTRE DU BUDGET

PIERRE BEREGOVOY

MICHEL CHARASSE

ANNEXE 2-A

MINISTERE DU BUDGET

Décret n° 66-850 du 15 novembre 1966  
relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des  
régisseurs  
(J.O. du 19 novembre 1966.p. 10079).

**LE PREMIER MINISTRE**

SUR le rapport du ministre de l'économie et des finances ;

VU l'article 60 de la loi n° 63-156 du 23 février 1963 (loi de finances pour 1963 ; 2ème partie : moyens des services et dispositions spéciales), et notamment le paragraphe X (1er alinéa) de cet article ;

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique et notamment l'article 18 de ce texte ;

VU le décret n° 63-608 du 24 juin 1963 relatif au recouvrement des créances de l'État étrangères à l'impôt et au domaine ;

VU le décret n° 64-486 du 28 mai 1964 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;

VU le décret n° 64-1022 du 29 septembre 1964 relatif à la constatation et à l'apurement des débits des comptables publics et assimilés ;

Le Conseil d'État (section des finances) entendu,

DECRETE

**CHAPITRE PREMIER**

**Étendue de la responsabilité**

Article 1er - Les régisseurs chargés pour le compte des comptables publics d'opérations d'encaissement (régisseurs de recettes) ou de paiement (régisseurs d'avances) sont personnellement et pécuniairement responsables de la garde et de la conservation des fonds et valeurs qu'ils recueillent ou qui leur sont avancés par les comptables publics, du maniement des fonds et des mouvements de comptes de disponibilités, de la conservation des pièces justificatives ainsi que de la tenue de la comptabilité des opérations.

La responsabilité pécuniaire des régisseurs s'étend à toutes les opérations de la régie depuis la date de leur installation jusqu'à la date de cession des fonctions.

Article 2 - Les régisseurs de recettes sont personnellement et pécuniairement responsables de l'encaissement des recettes dont ils ont la charge.

Ils sont également responsables des contrôles qu'ils sont tenus d'exercer en matière de recettes dans les mêmes conditions que celles qui sont prévues pour les comptables publics par l'article 12A (1er alinéa) du décret du 29 décembre 1962.

ANNEXE 2 -A (suite)

Article 3 - Les régisseurs d'avances sont personnellement et pécuniairement responsables du paiement des dépenses dont ils sont chargés.

Toutefois, leur responsabilité, quant aux oppositions et autres significations, est limitée à l'exécution des mesures prescrites par les comptables assignataires des dépenses, sauf pour les régisseurs à vérifier auprès des comptables l'existence des oppositions qui ne leur sont pas obligatoirement notifiées.

Ils sont également responsables, dans les mêmes conditions que les comptables publics, des contrôles qu'ils sont tenus d'exercer en matière de dépenses. Toutefois, le contrôle des régisseurs d'avances ne porte pas sur la disponibilité des crédits.

Article 4 - La responsabilité d'un régisseur se trouve engagée dès lors qu'un déficit en deniers ou en valeurs a été constaté, qu'une dépense a été irrégulièrement payée ou que, par la faute du régisseur, une recette n'a pas été encaissée ou une indemnité a dû être versée par l'organisme public à un tiers ou à un autre organisme public.

**CHAPITRE II**

**Mise en jeu de la responsabilité**

Article 5 - La responsabilité pécuniaire du régisseur est mise en jeu au cours d'une procédure amiable par l'émission d'un ordre de versement.

L'ordre de versement est émis après avis du comptable public assignataire par l'ordonnateur principal de l'organisme public auprès duquel le régisseur est placé sur proposition, le cas échéant, des autorités désignées à l'article 14 du décret du 28 mai 1964.

Article 6 - L'ordre de versement est émis pour une somme égale soit au montant de la perte de recettes subie, de la dépense payée à tort, de l'indemnité mise, du fait du régisseur, à la charge de l'organisme public intéressé, soit, dans le cas où le régisseur en tient la comptabilité matière, à la valeur du bien manquant.

Article 7 - L'ordre de versement est notifié immédiatement au régisseur intéressé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Article 8 - Le régisseur peut, dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'ordre de versement, solliciter un sursis de l'autorité qui a émis l'ordre de versement.

Cette autorité se prononce dans un délai d'un mois à compter de la réception de la demande de sursis. Passé ce délai, le sursis est réputé accordé.

La durée du sursis est limitée à une année.

Toutefois, si le régisseur a présenté une demande en décharge de responsabilité ou une demande en remise gracieuse, le ministre de l'économie et des finances peut prolonger la durée du sursis jusqu'à la date de la notification de la décision statuant sur la demande.

ANNEXE 2-A (suite)

Article 9 - Si le régisseur n'a pas acquitté la somme réclamée et s'il n'a pas sollicité ou n'a pas obtenu le sursis ou si le sursis est venu à expiration, un arrêté de débet est immédiatement pris à son encontre en remplacement de l'ordre de versement. Un arrêté de débet est également émis si l'ordonnateur mentionné à l'article 5 ci-dessus n'a pas émis l'ordre de versement.

L'arrêté de débet est émis par l'autorité compétente pour mettre en débet le comptable assignataire.

L'exécution de l'arrêté de débet est poursuivie dans les conditions prévues par les décrets des 29 décembre 1962 et 24 juin 1963.

Article 10 - Les débits portent intérêt au taux légal à compter de la date du fait générateur ou, si cette date ne peut être fixée avec précision, à compter de celle de leur découverte.

### CHAPITRE III

#### Décharges de responsabilité - Remises gracieuses

Article 11 - Les régisseurs mis en débet peuvent obtenir soit la décharge totale ou partielle, soit la remise gracieuse de leur responsabilité, selon la procédure définie par les articles 5 à 8 du décret du 29 septembre 1964.

Les demandes présentées par les régisseurs doivent être revêtues de l'avis de l'ordonnateur principal de l'organisme public intéressé et du comptable public assignataire.

Article 12 - Les sommes allouées en décharge aux régisseurs ou dont ceux-ci ont été déclarés responsables mais qui ne pourraient pas être recouvrées sont mises à la charge du comptable public assignataire si le débet est lié à l'une des fautes ci-après commises par le comptable :

a - Des avances ont été consenties sans que la justification régulière de la constitution des garanties ait été fournie ;

b - Des avances ont été consenties au-delà du maximum autorisé ;

c - Le versement des recettes n'étant pas intervenu dans le délai imparti, le comptable public n'en a pas réclamé immédiatement le versement ;

d - Des opérations régulières faites par le régisseur ont été acceptées sans réserve par le comptable, sauf dans le cas où les documents justificatifs ne permettaient pas d'en déceler l'irrégularité ;

e - Le rejet des pièces justificatives est intervenu avec un retard excluant toute possibilité de régularisation par le régisseur ;

f - Une faute ou une négligence caractérisée sont relevées à la charge du comptable public à l'occasion de l'exercice de son contrôle sur pièces et sur place.

ANNEXE 2-A (fin)

Le recouvrement des débits mis à la charge des comptables publics par application des dispositions qui précèdent est effectué dans les conditions fixées par le décret du 29 septembre 1964.

Article 13 - Les sommes allouées en décharge ou en remise gracieuse sont supportées par le budget de l'organisme public intéressé.

Les dispositions des articles 11 à 14 du décret du 29 septembre 1964 relatives aux débits des comptables sont applicables aux débits des régisseurs.

Article 14 - Le ministre de l'économie et des finances et le secrétaire d'État au budget sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française.

Fait à PARIS, le

Par le Premier Ministre :

Georges POMPIDOU

Le Ministre de l'Économie et des Finances,

Michel DEBRE

Le secrétaire d'État au budget,

Robert BOULIN

ANNEXE 2-B

Décret n° 76-70 du 15 janvier 1976  
J.O. du 25 janvier 1976 p. 646  
modifiant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966  
relatif à la responsabilité personnelle  
et pécuniaire des régisseurs.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'économie et des finances,

Vu l'article 60 de la loi n° 63-156 du 23 février 1963, notamment le paragraphe X (1er alinéa) de cet article ;

Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Le Conseil d'État (section des finances) entendu ;

Décrète :

Art. 1er - L'alinéa 1er de l'article 13 du 15 novembre 1966 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

"Art. 13 - Les sommes allouées en décharge ou en remise gracieuse sont supportées par le budget de l'organisme public intéressé. Toutefois, lorsqu'un régisseur de l'État exécute des opérations pour le compte d'autres organismes publics, les sommes allouées en décharge ou en remise gracieuse sont supportées par le budget de l'État si le débet ne provient pas de pièces irrégulières établies ou visées par l'ordonnateur. Si le débet résulte pour partie de pièces irrégulières établies ou visées par l'ordonnateur, le ministre de l'économie et des finances décide, pour chaque cas, la fraction de la décharge ou de la remise gracieuse prise en charge par l'État".

Art. 2 - Le ministre de l'économie et des finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 15 janvier 1976.

**COMPTABILITE PUBLIQUE**  
**INSTRUCTION CODIFICATRICE**  
**N° 93-75-A-B-K-O-P-R**  
**du 29 juin 1993**

ANNEXE 3-A :

TEXTE : 93-40106883/0 JO N 344

Arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents

NOR : BUDR9304137A

LE ministre du budget, porte-parole du Gouvernement,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, notamment l'article IX :

Vu le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics :

Vu l'arrêté du 20 juillet 1992 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes.

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. - Les taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics ainsi que le montant du cautionnement imposé à ces agents sont fixés, compte tenu de l'importance des fonds maniés, d'après le barème ci-après :

RÉGISSEUR D'AVANCES	RÉGISSEUR DE RECETTES	RÉGISSEUR D'AVANCES ET DE RECETTES	Montant du cautionnement (en francs)	Montant de l'indemnité de responsabilité annuelle (en francs)
Montant maximum de l'avance pouvant être consentie (en francs)	Montant moyen des recettes encaissées mensuellement (en francs)	Montant total du maximum de l'avance et du montant moyen des recettes effectuées mensuellement (en francs)		
Jusqu'à 8 000	Jusqu'à 8 000	Jusqu'à 16 000		720
De 8 000 à 20 000	De 8 000 à 20 000	De 16 000 à 20 000	2 000	720
De 20 001 à 30 000	De 20 001 à 30 000	De 20 001 à 30 000	3 000	780
De 30 001 à 50 000	De 30 001 à 50 000	De 30 001 à 50 000	5 000	900
De 50 001 à 80 000	De 50 001 à 80 000	De 50 001 à 80 000	8 000	1 080
De 80 001 à 120 000	De 80 001 à 120 000	De 80 001 à 120 000	12 000	1 320
De 120 001 à 250 000	De 120 001 à 250 000	De 120 001 à 250 000	25 000	2 100
De 250 001 à 350 000	De 250 001 à 350 000	De 250 001 à 350 000	30 000	2 700
De 350 001 à 500 000	De 350 001 à 500 000	De 350 001 à 500 000	35 000	3 600
De 500 001 à 1 000 000	De 500 001 à 1 000 000	De 500 001 à 1 000 000	40 000	4 200
De 1 000 001 à 2 000 000	De 1 000 001 à 2 000 000	De 1 000 001 à 2 000 000	45 000	4 500
De 2 000 001 à 5 000 000	De 2 000 001 à 5 000 000	De 2 000 001 à 5 000 000	50 000	5 400
De 5 000 001 à 10 000 000	De 5 000 001 à 10 000 000	De 5 000 001 à 10 000 000	58 000	6 900
Au delà de 10 000 000	Au delà de 10 000 000 ..	Au delà de 10 000 000	10 000	300
			(par tranche de 10 millions supplémentaires)	(par tranche de 10 millions supplémentaires)

Art. 2. - Les arrêtés du 14 août 1990, du 13 novembre 1991 et du 25 juin 1992 fixant précédemment les taux de l'indemnité de responsabilité en cause ainsi que le montant du cautionnement sont abrogés.

Art. 3. - Le directeur du budget et le directeur de la comptabilité publique au ministère du budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 28 mai 1993.

Pour le ministre et par délégation :  
Par empêchement du directeur du budget :  
*Le sous-directeur.*

F. JONCHERE

HAUTEUR :1656



ANNEXE 3 B+C

**ARRETE** du 20 juillet 1992 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes.

J.O du 22 juillet 1992 p. 9815.

Le ministre du budget,

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, et notamment l'article 18 ;

VU le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;

VU l'arrêté du 14 août 1990 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des services de l'État, des budgets annexes, des budgets des établissements publics nationaux ou des comptes spéciaux du Trésor et au montant du cautionnement imposé à ces agents, modifié par l'arrêté du 13 novembre 1991 ;

**A R R E T E :**

**Art. 1er** - Les régisseurs d'avances et les régisseurs de recettes relevant des dispositions de l'article 4 du décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 susvisé sont dispensés de constituer un cautionnement lorsque :

- le montant de l'avance n'excède pas 8.000 F ;
- le montant moyen des recettes encaissées mensuellement n'excède pas 8.000 F ;
- le montant moyen des recettes encaissées mensuellement ajouté au montant de l'avance ne dépassent pas 16.000 F.

**Art. 2** - Le présent arrêté sera publié au journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 20 juillet 1992

Michel CHARASSE

ANNEXE 3 B+C (fin)

ARRETE du 20 juillet 1992 relatif au montant par opération des dépenses de matériel et de fonctionnement payables par l'intermédiaire d'un régisseur d'avances

Le ministre du budget,

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, et notamment l'article 18 ;

VU le décret n° 92-681 du 20 juillet 1982 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;

ARRETE :

Art. 1er - Pour l'application de l'article 10 du décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 susvisé, le montant maximum des dépenses de matériel et de fonctionnement payables par l'intermédiaire d'un régisseur d'avances est fixé à 5.000 F par opération.

Art. 2 - Le présent arrêté sera publié au journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 20 juillet 1992.

Michel CHARASSE

ANNEXE 4

MODALITES DE FONCTIONNEMENT DES COMPTES

Désignation des comptes	Nature des opérations en débit et en crédit	Observations
<b>I. Comptes de disponibilités :</b>		
Caisse .....	<b>DEBIT :</b> Tout mouvement de fonds se traduisant par une augmentation de l'encaisse.  <b>CREDIT :</b> Tout mouvement de fonds se traduisant par une diminution de l'encaisse.	
Compte courant postal .....	<b>DEBIT :</b> Toutes sommes versées ou virées au compte ouvert au nom du régisseur au centre de chèques postaux.  <b>CREDIT :</b> Toutes sommes virées à des créanciers par l'intermédiaire du compte courant postal.  Toute sommes prélevées par le régisseur sur son compte courant postal.	Toute somme notifiée directement par le centre de chèques postaux et les mandats-lettres.  (Compte à ouvrir seulement par les régisseurs titulaires d'un compte courant postal).
Compte de dépôts de fonds au Trésor <sup>1</sup> .....	<b>DEBIT <sup>(1)</sup> :</b> Toutes sommes ; versées ou virées au compte ouvert au nom du régisseur dans les écritures d'un comptable du Trésor.  <b>CREDIT <sup>(1)</sup> :</b> Montant des chèques émis ou des ordres de virement envoyés au comptable, par le régisseur sur son compte de dépôts de fonds du Trésor.	
Cartes de paiement-recettes.....	<b>DEBIT :</b> Montant des recettes perçues <b>CREDIT :</b> Montant des recettes perçues (factures, relevé des opérations sur TPE).	Les recettes sont constatées lors de la journée comptable. Les justifications sont transmises au comptable le lendemain de la constatation de la recette.
Cartes de paiement-dépenses.....	<b>DEBIT :</b> Réception de l'avis de débit sur le compte de dépôts de fonds au Trésor. <b>CREDIT :</b> Montant des dépenses réglées.	
Chèques à l'encaissement.....	<b>DEBIT :</b> Chèques bancaires et postaux reçus en encaissement de recettes par le régisseur. <b>CREDIT :</b> Versement des chèques au comptable.	

(1) Dispositions valables également pour le fonctionnement du compte bancaire.

ANNEXE 4 (suite)

MODALITES DE FONCTIONNEMENT DES COMPTES

Désignation des comptes	Nature des opérations en débit et en crédit	Observations
II . <u>Comptes d'opérations</u> :		
Fonds de caisse .....	CREDIT : ) Voir avances. DEBIT : )	Compte ouvert dans les écritures des régies de recettes.
Recettes .....	CREDIT : Montant des produits encaissés au titre de la régie de recettes  DEBIT : Montant des recettes versées au comptable par le régisseur.	Y compris ceux éventuellement versés par les sous-régisseurs
Avances .....	CREDIT : Montant de l'avance consentie au régisseur par le comptable assignataire.  DEBIT : Montant du reversement en cas de réduction du montant de l'avance ou de cessation des opérations de la régie.	Y compris éventuellement le montant de l'avance complémentaire.
Dépenses .....	DEBIT : Montant des paiements effectués. Pièces de dépenses régularisées après rejet.  CREDIT : Montant des pièces justificatives de dépenses payées, remises à l'ordonnateur (ou au comptable), aux fins de remboursement.	Y compris ceux éventuellement effectués par les sous-régisseurs.
Pièce de dépenses remises pour remboursement .....	DEBIT : Montant des pièces justificatives de dépenses payées, remises à l'ordonnateur (ou au comptable), aux fins de remboursement.  CREDIT : Montant des remboursements de dépenses admises par le comptable assignataire. Montant des pièces justificatives de dépenses rejetées par l'ordonnateur ou le comptable assignataire.	
Avances aux sous-régisseurs (1) .....	DEBIT : Montant des fonds remis par le régisseur aux sous-régisseurs d'avances.  CREDIT : Montant des pièces justificatives de dépenses payées par les sous-régisseurs et acceptées par le régisseur. Montant des fonds reversés au régisseur par les sous-régisseurs.	

(1) Ce compte n'est ouvert que chez les régisseurs d'avances lorsque, exceptionnellement, des sous-régies auront été instituées.

ANNEXE 4 (fin)

MODALITES DE FONCTIONNEMENT DES COMPTES

Désignation des comptes	Nature des opérations en débit et en crédit	Observations
Opérations diverses .....	<p>CREDIT : Sommes retenues par le régisseur sur les dépenses payées. Montant des régularisations effectuées sur pièces de dépenses rejetées. Recettes ne pouvant recevoir immédiatement une imputation définitive. Montant des différences de caisse en plus. Réimputation des virements non exécutés.</p> <p>DEBIT : Montant des versements faits au titre des retenues opérées sur les dépenses. Montant des pièces justificatives de dépenses rejetées. Montant des imputations effectuées sur les recettes n'ayant pu recevoir une imputation définitive lors de leur encaissement. Montant des versements faits au comptable au titre des différences de caisse en plus. Versement au comptable des virements réimputés.</p>	

ANNEXE 5

Tableau des écritures  
à passer pour les principales opérations  
effectuées par les régisseurs de recettes

Nature des opérations	Écritures à passer		Observations
	Compte débité	Compte crédité	
<b><u>A. Encaissement des recettes :</u></b>			
En numéraire.....	Caisse.	Recettes.	
Par chèques bancaires et postaux .....	Chèques à l'encaissement.	Recettes.	Pour les régisseurs qui ne sont pas dotés d'un compte de dépôts de fonds au Trésor.
Par chèques bancaires ou postaux .....	Compte de dépôts au Trésor.	Recettes.	Pour les régisseurs dotés d'un compte de dépôts au Trésor.
Par virement au crédit du compte courant postal .....	Compte courant postal.	Recettes.	Y compris les mandats-lettres.
Par cartes de paiement .....	Cartes de paiement recettes.	Recettes.	
<b><u>B. Versement des recettes au comptable assignataire :</u></b>			
Versement des recettes constatées en numéraire (1).....	Recettes.	Caisse.	
Recettes par chèques bancaires ou postaux.....	Recettes.	Chèques a l'encaissement.	Pour les régisseurs non dotés d'un compte de dépôts au Trésor.
	Recettes.	Compte de dépôts au Trésor.	Pour les régisseurs dotés d'un compte de dépôts au Trésor.
Recettes constatées au crédit du compte courant postal du régisseur.....	Recettes.	Compte courant postal.	

(1) Lorsque l'envoi des fonds est effectué par mandat-carte de versement au compte courant postal du comptable, le régisseur fait, d'une manière générale, l'avance du montant des frais postaux et est remboursé suivant les modalités employées pour les autres dépenses du service. Lorsque, toutefois, le régisseur est habilité à régler les menues dépenses de fonctionnement, le compte "Caisse" est crédité par le débit du compte "Recettes" pour le montant du versement, et par le débit du compte "Dépenses" pour les frais d'envoi.

80cpc1b92-1230

ANNEXE 5 (fin)

**TABLEAU DES ECRITURES**  
**A PASSER POUR LES PRINCIPALES OPERATIONS**  
**EFFECTUEES PAR LES REGISSEURS DE RECETTES**

Mature des opérations	Écritures à passer		Observations
	Compte débité	Compte crédité	
Recettes par cartes de paiement.	Recettes.	Cartes de paiement - recettes.	
C. <u>Autres opérations</u> :			
Encaissement ne pouvant recevoir une imputation définitive.	Compte de disponibilités	Opérations diverses (1).	
Imputation définitive donnée à un versement sans renseignement.	Opérations Recettes, diverses (1).		
Versement du fonds de caisse.	Caisse.	Fonds de caisse.	
Rejet de chèques bancaires ou postaux impayés :	Opérations diverses.	Compte de dépôts de fonds au Trésor.	
1 - Phase amiable de régularisation			
2 - A l'expiration de la phase amiable de régularisation	Recettes.	Opérations diverses	

(1) Ou, éventuellement, "Recettes à classer".

ANNEXE 6

**TABLEAU DES ÉCRITURES  
A PASSER POUR LES PRINCIPALES OPÉRATIONS  
EFFECTUÉES PAR LES RÉGISSEURS D'AVANCES**

Nature des opérations	Écritures à passer		Observations
	Compte débité	Compte crédité	
<b>A. Opérations se rapportant à l'avance :</b>			
Perception de l'avance.....	Compte de dépôts de fonds.	Avances.	Les mêmes écritures sont passées lors de la perception d'un complément d'avance.
Reversement de l'avance (total ou partiel).....	Avances.	Compte de dépôts de fonds.	
<b>B. Approvisionnement et dégagement de la caisse et du compte courant postal :</b>			
Approvisionnement de la caisse (par prélèvement sur le compte de dépôts de fonds au Trésor).	Caisse.(1)	Compte de dépôts de fonds au Trésor.	
Approvisionnement de la caisse (par prélèvement sur le compte courant postal).....	Caisse	Compte courant postal.	
Approvisionnement du compte courant postal (par prélèvement sur le compte de dépôt.....	Compte courant postal.	Compte de dépôts de fonds au Trésor.	
Dégagement de l'encaisse (par versement au compte de dépôts de fonds au Trésor)...	Compte de dépôts de fonds au Trésor	Caisse.	
Dégagement de l'encaisse (par versement au compte courant postal).....	Compte courant postal (2)	Caisse.	

(1) D'une manière générale, le régisseur fait l'avance du montant des frais postaux, et est remboursé suivant les modalités employées pour les autres dépenses du service. Lorsque, toutefois le régisseur est habilité à régler les menues dépenses de fonctionnement, le compte courant postal est crédité par le débit du compte "Caisse" pour le montant du mandat émis, et du compte "Dépenses" pour le montant des frais postaux.

(2) Les frais postaux sont portés au débit du compte « dépenses » lorsque le régisseur est habilité à régler les menues dépenses.

80enc1h92-1230



ANNEXE 6 (suite)

**TABLEAU DES ECRITURES**  
**A PASSER POUR LES PRINCIPALES OPERATIONS**  
**EFFECTUEES PAR LES REGISSEURS DE RECETTES**

Nature des opérations	Écritures à passer		Observations
	Compte débité	Compte crédité	
C. <u>Règlement des dépenses</u> :	Dépenses.	Caisse.	
Règlement en numéraire.....			
Règlement par virement à un compte courant postal .....	Dépenses.	Compte courant postal.	
Règlement par virement à un compte ouvert chez un comptable du Trésor ou dans une banque.....	Dépenses.	Compte de dépôts de fonds du Trésor.	
Règlement par chèque tiré sur le compte de dépôts de fonds du Trésor.....	Dépenses.	Compte de dépôts de fonds du Trésor.	
Règlement par mandat-carte postal.....	Dépenses.	Compte courant postal.	Le mandat-carte est établi pour le montant de la dépense moins les frais d'envoi, de sorte que l'avoir du compte courant postal du régisseur est réduit du montant exact de la dépense.
Règlement par cartes de paiement.....	Dépenses.	Cartes de paiement-dépenses.	
Règlement de dépenses faisant l'objet d'oppositions.....	Dépenses (pour le montant brut de la dépense).	Un des comptes de disponibilités (pour le montant de la somme revenant éventuellement au créancier) et opérations diverses (pour le montant des sommes retenues).	
Versement des retenues effectuées sur oppositions.....	Opérations diverses.	Un des comptes de disponibilités (suivant le mode de versement adopté).	Versement des retenues au comptable assignataire, de préférence par chèque tiré sur le compte de dépôts de fonds au Trésor.
Réimputation des virements postaux non exécutés.	Compte courant postal.	Opérations diverses	

ANNEXE 6 (suite)

**TABLEAU DES ECRITURES  
A PASSER POUR LES PRINCIPALES OPERATIONS  
EFFECTUEES PAR LES REGISSEURS DE RECETTES**

Nature des opérations	Écritures à passer		Observations
	Compte débité	Compte crédité	
Versement des sommes réimputées	Opérations diverses.	Un des comptes de disponibilité (suivant le mode de règlement employé).	Versement au comptable assignataire.
D. <u>Remboursement des dépenses par le comptable :</u>			
Remise des pièces justificatives à l'ordonnateur (ou au comptable) .....	Pièces de dépenses remises pour remboursement.	Dépenses.	
Remboursement au régisseur des pièces de dépenses admises..	Un des comptes de disponibilités (suivant le mode de remboursement employé par le comptable).	Pièces de dépenses remise pour remboursement.	
Rejet de pièces justificatives de dépenses par l'ordonnateur ou le comptable.....	Opérations diverses.	Pièces de dépenses remises pour remboursement.	
Régularisation de dépenses rejetées (sans modification du montant).....	Dépenses.	Opérations diverses	La dépense sera comprise dans la prochaine remise de pièces justificatives.
Régularisation de dépenses rejetées (dans le cas de reversement d'un trop payé).....	Dépenses (pour le montant exact de la dépense) et caisse ou compte courant postal (pour le montant du reversement fait à la régie).	Opérations diverses (pour le montant du paiement rejeté).	La dépenses sera comprise dans la prochaine remise de pièces justificatives.
Régularisation des pièces rejetées (dans le cas d'un paiement complémentaire).....	Dépenses (pour le montant exact de la dépense).	Opérations diverses (pour le montant du paiement rejeté) et un des comptes de disponibilités (pour le complément de dépense versé au créancier).	La dépense sera comprise dans la prochaine remise de pièces justificatives.

ANNEXE 6 (fin)

**TABEAU DES ECRITURES**  
**A PASSER POUR LES PRINCIPALES OPERATIONS**  
**EFFECTUEES PAR LES REGISSEURS DE RECETTES**

Nature des opérations	Écritures à passer		Observations
	Compte débité	Compte crédité	
<b>E. Opérations des sous-régisseurs</b>			
Remise des fonds par le régisseur	Avances aux sous-régisseurs.	Un des comptes de disponibilités (suivant le mode de versement employé par le régisseur).	
Centralisation des paiements effectués par les sous-régisseurs .....	Dépenses.	Avances aux sous-régisseurs.	
Reversement de fonds par les sous-régisseurs (en numéraire)	Caisse.	Avances aux sous-régisseurs.	
Reversement de fonds par les sous-régisseurs (par virement ou versement au compte courant postal du régisseur).....	Compte courant postal	Avances aux sous-régisseurs (pour le montant de la somme à reverser).	

(1) Lorsque, exceptionnellement, des sous-régies auront été instituées.

(2) D'une manière générale le sous-régisseur (ou le régisseur) fait l'avance du montant des frais postaux, et est remboursé suivant les modalités employées pour les autres dépenses de service. Lorsque, toutefois, le régisseur est habilité à régler les menues dépenses de fonctionnement, le compte "Avances aux sous-régisseurs" sera crédité par le débit du compte courant postal pour le montant net du versement, frais déduits et par le débit du compte "Dépense" pour le montant des frais postaux.

80cpc1b92-1230

**COMPTABILITE PUBLIQUE**  
**INSTRUCTION CODIFICATRICE**

**N° 93-75-A-B-K-O-P-R**

**du 29 juin 1993**

**MODELES**

## **MODELES**

- 1.1. - Arrêté interministériel portant institution d'une régie de recettes.
- 1.2. - Arrêté interministériel portant institution d'une régie d'avances.
- 1.3. - Arrêté interministériel portant institution d'une régie de recettes et d'une régie d'avances.
- 2.1.A. - Arrêté interministériel habilitant un ministre à instituer des régies de recettes.
- 2.1.B. - Arrêté interministériel habilitant les préfets à instituer des régies de recettes.
- 2.2.A. - Arrêté interministériel habilitant un ministre à instituer des régies d'avances.
- 2.2.B. - Arrêté interministériel habilitant les préfets à instituer des régies d'avances.
- 2.3.A. - Arrêté interministériel habilitant un ministre à instituer des régies de recettes et des régies d'avances.
- 2.3.B. - Arrêté interministériel habilitant les préfets à instituer des régies de recettes et des régies d'avances.
- 3.1.A. - Arrêté ministériel portant institution d'une régie de recettes.
- 3.1.B. - Arrêté préfectoral portant institution d'une régie de recettes.
- 3.2.A. - Arrêté ministériel portant institution d'une régie d'avances.
- 3.2.B. - Arrêté préfectoral portant institution d'une régie d'avances.
- 3.3.A. - Arrêté ministériel portant institution d'une régie de recettes et d'une régie d'avances.
- 3.3.B. - Arrêté préfectoral portant institution d'une régie de recettes et d'une régie d'avances.
- 4.A. - Demande de fixation ou de relèvement du montant de l'avance.
- 4.B. - Demande d'avance de fonds.
- 5. - Procès-verbal de remise de service.

MODÈLES (fin)

- 6. - Relevé mensuel des recettes.
- 7.A. - Carnet des régisseurs (feuillet n° 2.06).
- 7.B. - Carnet des régisseurs (feuillet n° 12.04 A).
- 8. - Extrait d'opposition.
- 9. - Bordereau récapitulatif des dépenses.
- 10. - Certificat de libération définitive.
- 11A - Registre à souches.
- 11.B - Registre à souches (format réduit).
- 12. - Livre-journal.
- 13. - Carnet de situation des disponibilités.
- 14.A - Carnet de développement des opérations du compte "Dépenses".
- 14.B - Carnet de développement des opérations du compte "Recettes".
- 14.C - Carnet de développement des opérations du compte "opérations diverses".
- 15. - Balance des comptes.
- 16. - Etat d'emploi.

MODÈLE 1-1

Ministère du budget

Ministère de (1)

ARRETE INTERMINISTERIEL PORTANT INSTITUTION  
D'UNE REGIE DE RECETTES  
AUPRES DE (2)

Le Ministre de (1)

et le Ministre du budget

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, notamment l'article 18 ;

Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, modifié par le décret n° 76-70 du 15 janvier 1976 ;

Vu le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;

Vu l'arrêté du 28 mai 1993 fixant le taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des services de l'Etat, des budgets annexes, des budgets des établissements publics nationaux ou des comptes spéciaux du Trésor, ainsi que le montant du cautionnement imposé à ces agents ;

Vu l'arrêté du 20 juillet 1992 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes.

---

(1) Désignation du ministère (ou du ministre) dont relève le service auprès duquel est instituée la régie

(2) Désignation du service auprès duquel est instituée la régie.

MODÈLE 1-1 (fin)

[illegible]

Arrêtent

ARTICLE PREMIER. - Il est institué auprès de (1) une régie de recettes pour l'encaissement des produits suivants :

- 1°
- 2°
- 3°

Art. 2 - Les recettes prévues à l'article qui précède sont encaissées par le régisseur et versées à (dans les conditions fixées aux articles 7 et 9 du décret du 20 juillet 1992 susvisé.

Le régisseur est tenu de verser à la caisse du (2) et de virer sur son compte de dépôt de fonds au Trésor les recettes encaissées en numéraire et par l'intermédiaire de son compte courant postal, lorsqu'elles atteignent respectivement les sommes de (3) (4).

Art. 3 - Le directeur au ministère de \_\_\_\_\_ et le directeur de la comptabilité publique au ministère du budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au journal officiel de la République française.

Fait à PARIS, le

Le MINISTRE de

Le MINISTRE du BUDGET

(1) Désignation du service auprès duquel est instituée la régie.

(2) Désignation du comptable assignataire.

(3) Disposition facultative.

(4) Des dispositions analogues pourront être adoptées pour les régisseurs titulaires d'un compte bancaire.



MODÈLE 1-2

Ministère du budget

Ministère de (1)

ARRETE INTERMINISTERIEL PORTANT INSTITUTION  
D'UNE REGIE D'AVANCES  
AUPRES DE (2)

Le Ministre de (1)  
et le Ministre du budget

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, notamment l'article 18 ;

Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, modifié par le décret n° 76-70 du 15 janvier 1976 ;

Vu le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;

Vu l'arrêté du 28 mai 1993 fixant le taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des services de l'Etat, des budgets annexes, des budgets des établissements publics nationaux ou des comptes spéciaux du Trésor, ainsi que le montant du cautionnement imposé à ces agents ;

Vu l'arrêté du 20 juillet 1992 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes.

Vu l'arrêté du 20 juillet 1992 relatif au montant par opération des dépenses de matériel et de fonctionnement payables par l'intermédiaire d'un régisseur d'avances.

(1) Désignation du ministère (ou du ministre) dont relève le service auprès duquel est instituée la régie.

(2) Désignation du service auprès duquel est instituée la régie

## MODÈLE 1-2 (fin)

Vu	le décret n°	du	{Textes particuliers au service
Vu	l'arrêté du		{intéressé, ou aux recettes dont
			{l'encaissement par voie de régie
			{est envisagé.

Arrêtent

ARTICLE PREMIER. - Il est institué auprès de (1) une régie d'avances pour le paiement des dépenses énumérées à l'article 10 (ou au paragraphe de l'article 10 du décret du 20 juillet 1992 susvisé :

Le montant maximal des dépenses de matériel et de fonctionnement susceptibles d'être payées par la régie d'avances est fixé à .... F par opération (2)

Art. 2 (3) - Peuvent, en outre, être payés par l'intermédiaire de la régie d'avances prévue à l'article précédent :

 $1^\circ$ 

2°

3°

Art. 3 - Le montant de l'avance à consentir au régisseur est fixé à F.

Art. 4 - Le régisseur remet à l'ordonnateur les pièces justificatives des dépenses payées dans le délai maximum de trente jours à compter de la date de paiement.

Art. 5 - Le directeur \_\_\_\_\_ au ministère de \_\_\_\_\_ et le directeur de la comptabilité publique au ministère du budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au journal officiel de la République française.

Fait à PARIS, le

Le MINISTRE de

Le MINISTRE du  
BUDGET

(1) Désignation du service auprès duquel est instituée la régie.

(2) Dans le cas où les dispositions de l'alinéa précédent autorisent le paiement de telles dépenses et lorsque ce montant est inférieur au seuil fixé par l'arrêté du 20 juillet 1992

(3) Dans le cas de dérogation aux dispositions de l'article 10 du décret du 20 juillet 1992

(4) Disposition facultative.

MODÈLE 1-3

Ministère du budget

Ministère de (1)

**ARRETE INTERMINISTERIEL PORTANT INSTITUTION**  
**D'UNE REGIE DE RECETTES**  
**ET D'UNE REGIE D'AVANCES**  
**AUPRES DE (2)**

Le Ministre de (1)

et le Ministre du budget

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, notamment l'article 18 ;

Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, modifié par le décret n° 76-70 du 15 janvier 1976 ;

Vu le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;

Vu l'arrêté du 28 mai 1993 fixant le taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des services de l'Etat, des budgets annexes, des budgets des établissements publics nationaux ou des comptes spéciaux du Trésor, ainsi que le montant du cautionnement imposé à ces agents, modifié par l'arrêté du 28 mai 1992 ;

Vu l'arrêté du 20 juillet 1992 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes.

Vu l'arrêté du 20 juillet 1992 relatif au montant par opération des dépenses de matériel et de fonctionnement payables par l'intermédiaire d'un régisseur d'avances.

---

(1) Désignation du ministère (ou du ministre) dont relève le service auprès duquel est instituée la régie

(2) Désignation du service auprès duquel est instituée la régie.

## MODÈLE 1-3 (suite)

Vu	le décret n°	du	{Textes particuliers au service
Vu	l'arrêté du		{intéressé, ou aux recettes dont
			{l'encaissement par voie de régie
			{est envisagé.

Arrêtent

# TITRE 1<sup>er</sup>

## Régie de recettes

ARTICLE PREMIER. - II est institué auprès de (1) une régie de recettes pour l'encaissement des produits suivants :

- 1°
- 2°
- 3°

Art. 2 - Les recettes prévues à l'article qui précède sont encaissées par le régisseur et versées à (2) dans les conditions fixées aux articles 7 et 9 du décret du 20 juillet 1992 susvisé, sous réserve de l'application des dispositions de l'article 8 ci-après.

(3)

## TITRE II

### Régie d'avances

Art. 3 - II est institué auprès de (1) une régie d'avances pour le paiement des dépenses énumérées à l'article 10 (ou au paragraphe de l'article 10) du décret du 20 juillet 1992.

Le montant maximal des dépenses de matériel et de fonctionnement susceptibles d'être payés par la régie d'avances est fixé à ... F par opération (4)

Art. 4 (5) - Peuvent, en outre, être payés par l'intermédiaire de la régie d'avances prévue à l'article précédent :

- 1°
- 2°
- 3°

Art. 5 - Le montant de l'avance à consentir au régisseur est fixé à.....F.

- (1) Désignation du service auprès duquel est instituée la régie.
- (2) Désignation du comptable assignataire.
- (3) Membre de phrase à ne porter que si une limitation de l'encaisse et de l'avoir du compte courant postal et prévue.
- (4) Dans le cas où les dispositions de l'alinéa précédent autorisent le paiement de telles dépenses et lorsque ce montant est inférieur au seuil fixé par l'arrêté du 20 juillet 1992.
- (5) Dans le cas de dérogation aux dispositions de l'article 10 du décret du 20 juillet 1992.

MODÈLE 1-3 (fin)

Art. 6 - Le régisseur remet à l'ordonnateur les pièces justificatives des dépenses payées dans le délai maximum de trente jours à compter de la date du paiement (1)

TITRE III  
Dispositions Communes

Art. 7 (1) - Les fonctions de régisseur de recettes et de régisseur d'avances peuvent être confiées à un même agent.

Art. 8 - Le montant maximum autorisé de l'encaisse est fixé à.....

Le montant maximum autorisé de l'avoir du compte courant postal est fixé à.....(1)

Art. 9 - Le directeur                      au ministère de                      et le directeur de la comptabilité publique au ministère du budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au journal officiel de la République française.

Fait à PARIS, le

Le MINISTRE de

Le MINISTRE du BUDGET

(1) Disposition facultative.

(2) Des dispositions analogues pourront être adoptées pour les régisseurs titulaires d'un compte bancaire.

MODÈLE 2-1 A

Ministère du Budget  
Ministère de (1)

ARRETE INTERMINISTERIEL HABILITANT  
LE MINISTRE DE (1)  
A INSTITUER DES REGIES DE RECETTES  
AUPRES DE (2)

Le ministre de (1)  
et le ministre du budget,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique et notamment l'article 18 ;

Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs modifié par le décret n° 76-70 du 15 janvier 1976 ;

Vu le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;

Vu l'arrêté du 28 mai 1993 fixant le taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des services de l'Etat, des budgets annexes, des budgets des établissements publics nationaux ou des comptes spéciaux du Trésor, ainsi que le montant du cautionnement imposé à ces agents ;

Vu l'arrêté du 20 juillet 1992 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes ;

---

(1) Désignation du ministère ou du ministre dont relève le service auprès duquel est instituée la régie.

(2) Désignation du service auprès duquel est instituée la régie.

## MODÈLE 2-1 A (fin)

Vu le décret n°                    du  
Vu l'arrêté du

{Textes particuliers au service  
{intéressé, ou aux recettes dont  
{l'encaissement par voie de régie  
{est envisagé.

Arrêtent :

Article Premier - Le ministre de (1) peut, par arrêté pris sous sa seule signature et publié au journal officiel, instituer des régies de recettes auprès de pour l'encaissement des produits suivants :

- 1°
- 2°
- 3°

Article 2 - Les recettes prévues à l'article qui précède sont encaissées par les régisseurs et versées au (3) , dans les conditions fixées aux articles 7 et 9 du décret du 20 juillet 1992 susvisé.

Le régisseur est tenu de verser à la caisse du \_\_\_\_\_ les recettes encaissées en numéraire, et de virer sur son compte de dépôts de fonds au Trésor toutes les recettes encaissées.

Le régisseur est également tenu de verser sur son compte de dépôts de fonds au Trésor les recettes encaissées par l'intermédiaire de son compte courant postal.

Article 3 - Le régisseur est nommé par arrêté du ministre de. (4) (5)

**Article 4** - Le directeur \_\_\_\_\_ au ministère de \_\_\_\_\_ et le directeur de la comptabilité publique au ministère du budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au journal officiel de la République française.

Fait à PARIS,

le Le MINISTRE de

Le MINISTRE du BUDGET

(1) Désignation du ministère ou du ministre dont relève le service auprès duquel est instituée la régie.

(2) Désignation du service auprès duquel est instituée la régie.

(3) Désignation du comptable assignataire.

(4) Ou par décision du directeur de...

(5) Ajouter : "avec l'agrément de l'agent comptable" s'il s'agit d'une régie instituée au titre d'un budget annexe ou d'un établissement public national et avec agrément du comptable assignataire s'il s'agit d'une régie d'Etat.

MODÈLE 2-1 B

Ministère du Budget

Ministère de (1)

**ARRETE INTERMINISTERIEL HABILITANT**  
**LES PREFETS A INSTITUER DES REGIES DE RECETTES**  
**AUPRES DE (2)**

Le ministre de (1)

et le ministre du budget,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique et notamment l'article 18 ;

Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs modifié par le décret n° 76-70 du 15 janvier 1976 ;

Vu le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;

Vu l'arrêté du 28 mai 1993 fixant le taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des services de l'Etat, des budgets annexes, des budgets des établissements publics nationaux ou des comptes spéciaux du Trésor, ainsi que le montant du cautionnement imposé à ces agents ;

Vu l'arrêté du 20 juillet 1992 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes ;

---

(1) Désignation du ministère (ou du ministre) dont relève le service auprès duquel est instituée la régie.

(2) Désignation du service auprès duquel est instituée la régie.



MODÈLE 2-1 B (fin)

Vu le décret n°            du  
Vu l'arrêté du

{Textes particuliers au service  
{intéressé, ou aux recettes dont  
{l'encaissement par voie de régie  
{est envisagé.

Arrêtent :

Article Premier - Après avis du trésorier-payeur général, les préfets de région (et) les préfets de département peuvent, par arrêté pris sous leur seule signature et publié au recueil des actes administratifs, instituer des régies de recettes auprès de (1)  
pour l'encaissement des produits suivants :

- 1°
- 2°
- 3°

Article 2 - Les recettes prévues à l'article qui précède sont encaissées par les régisseurs et versées aux, (2) dans les conditions fixées  
aux articles 7 et 9 du décret du 20 juillet 1992 susvisé.

Le régisseur est tenu de verser à la caisse du (2) les recettes encaissées en numéraire, et de virer sur son compte de dépôts de fonds au Trésor toutes les recettes encaissées.

Le régisseur est également tenu de verser sur son compte de dépôts de fonds au Trésor les recettes encaissées par l'intermédiaire de son compte courant postal (5)

Article 3 - Le régisseur est nommé par arrêté du préfet de . (3) (4)

Article 4 - Le directeur au ministère de et le directeur de la comptabilité publique au ministère du budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au journal officiel de la République française.

Fait à PARIS, le

Le MINISTRE de

Le MINISTRE du BUDGET

(1) Désignation du service auprès duquel est instituée la régie

(2) Désignation du comptable assignataire.

(3) Ou par décision du directeur de...

(4) Ajouter : "avec l'agrément de l'agent comptable" s'il s'agit d'une régie instituée au titre d'un budget annexe ou d'un établissement public national et avec agrément du comptable assignataire s'il s'agit d'une régie d'Etat.

(5) Disposition facultative.

MODÈLE 2-2 A

Ministère du Budget  
Ministère de (1)

ARRETE INTERMINISTERIEL HABILITANT

LE MINISTRE DE (1)

A INSTITUER DES REGIES D'AVANCES

AUPRES DE (2)

Le ministre de (1)  
et le ministre du budget,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique et notamment l'article 18 ;

Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs modifié par le décret n° 76-70 du 15 janvier 1976 ;

Vu le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;

Vu l'arrêté du 28 mai 1993 fixant le taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des services de l'Etat, des budgets annexes, des budgets des établissements publics nationaux ou des comptes spéciaux du Trésor, ainsi que le montant du cautionnement imposé à ces agents ;

Vu l'arrêté du 20 juillet 1992 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes ;

Vu l'arrêté du 20 juillet 1992 relatif au montant par opération des dépenses de matériel et de fonctionnement payables par l'intermédiaire d'un régisseur d'avances ;

---

(1) Désignation du ministère (ou du ministre) dont relève le service auprès duquel est instituée la régie.

(2) Désignation du service auprès duquel est instituée la régie

MODÈLE 2-2 A (suite)

\_\_\_\_\_  
Vu le décret n° .....du  
Vu l'arrêté du

{Textes particuliers au service  
{intéressé, ou aux recettes dont  
{l'encaissement par voie de régie  
{est envisagé.

Arrêtent :

Article Premier - Le ministre de ..... (1) peut, par arrêté pris sous sa seule signature et publié au journal officiel, instituer des régies d'avances auprès de .....(2) pour le paiement des dépenses énumérées à l'article 10 (ou au paragraphe de l'article 10) du décret du 20 juillet 1992 susvisé.

Le montant maximal des dépenses de matériel et de fonctionnement susceptibles d'être payés par ces régies est fixé à ..... F par opération. (3).

Peuvent en outre être payés par l'intermédiaire des régies d'avances prévues ci-dessus:  
(4)

1°

2°

3°

Article 2 - Le montant des avances à consentir aux régisseurs est fixé dans chaque cas par les arrêtés mentionnés à l'article précédent, dans la limite d'un montant maximum de ..... F.

Article 3 - Le régisseur remet à l'ordonnateur les pièces justificatives des dépenses payées dans le délai maximum de 30 jours à compter de la date de paiement.(5).

\_\_\_\_\_  
(1) Désignation du ministère (ou du ministre) dont relève le service auprès duquel est instituée la régie.

(2) Désignation du service auprès duquel est instituée la régie.

(3) Dans le cas où les dispositions de l'alinéa précédent autorisent le paiement de telles dépenses et lorsque ce montant est inférieur au seuil fixé par l'arrêté du 20 juillet 1992.

(4) Dans le cas de dérogation aux dispositions de l'article 10 du décret du 20 juillet 1992.

(5) Disposition facultative.

MODELE 2-2 A (fin)

Article 4 - Le régisseur est nommé par arrêté du ministre de (1) (2).

Article 5 - Le directeur au ministère de et le directeur de la comptabilité publique au ministère du budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au journal officiel de la République française.

Fait à PARIS, le

Le MINISTRE de

Le MINISTRE du BUDGET

---

(1) Ou par décision du directeur de....

(2) Ajouter : "avec l'agrément de l'agent comptable" s'il s'agit d'une régie instituée au titre d'un budget annexe ou d'un établissement public national

MODÈLE 2-2 B

Ministère du Budget

Ministère de (1)

ARRETE INTERMINISTERIEL HABILITANT  
LES PREFETS A INSTITUER DES REGIES D'AVANCES  
AUPRES DE (2)

\_\_\_\_\_  
Le ministre de (1)

et le ministre du budget,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique et notamment l'article 18 ;

Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs modifié par le décret n° 76-70 du 15 janvier 1976 ;

Vu le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;

Vu l'arrêté du 28 mai 1993 fixant le taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des services de l'Etat, des budgets annexes, des budgets des établissements publics nationaux ou des comptes spéciaux du Trésor, ainsi que le montant du cautionnement imposé à ces agents ;

Vu l'arrêté du 20 juillet 1992 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes ;

Vu l'arrêté du 20 juillet 1992 relatif au montant par opération des dépenses de matériel et de fonctionnement payables par l'intermédiaire d'un régisseur d'avances ;

\_\_\_\_\_  
(1) Désignation du ministère (ou du ministre) dont relève le service auprès duquel est instituée la régie

(2) Désignation du service auprès duquel est instituée la régie

## MODÈLE 2-2 B (suite)

Vu le décret n°	du	{Textes particuliers au service
Vu l'arrêté du		{intéressé, ou aux recettes dont
		{l'encaissement par voie de régie
		{est envisagé.

Arrêtent :

Article Premier - Après avis du trésorier-payeur général, les préfets de région (et) les préfets de département, peuvent, par arrêté pris sous leur seule signature et publié au recueil des actes administratifs, instituer des régies d'avances auprès de .  
(1) pour le paiement des dépenses énumérées à l'article 10 (ou au paragraphe de l'article 10) du décret du 20 juillet 1992 susvisé.

Le montant maximal des dépenses de matériel et de fonctionnement susceptibles d'être payés par ces régies est fixé à.....F par opération (2).

Peuvent en outre être payés par l'intermédiaire des régies d'avances prévues ci-dessus :  
(3) :

- 1°
- 2°
- 3°

Article 2 - Le montant des avances à consentir aux régisseurs est fixé dans chaque cas par les arrêtés mentionnés à l'article précédent, dans la limite d'un montant maximum de F.

Article 3 - Les régisseurs remettent à l'ordonnateur les pièces justificatives des dépenses payées dans le délai maximum de 30 jours à compter de la date de paiement (4).

(1) Désignation du service auprès duquel est instituée la régie..

(2) Dans le cas où les dispositions de l'alinéa précédent autorisent le paiement de telles dépenses et lorsque ce montant est inférieur au seuil fixé par l'arrêté du 20 juillet 1992.

(3) Dans le cas de dérogation aux dispositions de l'article 10 du décret du 20 juillet 1992.

(4) Disposition facultative.

MODÈLE 2-2 B (fin)

Article 4 - Le régisseur est nommé par arrêté du préfet de (1) (2).

Article 5 - Le directeur au ministère de et le directeur de la comptabilité publique au ministère du budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au journal officiel de la République française.

Fait à PARIS, le

Le MINISTRE de

Le MINISTRE du BUDGET

---

(1) Ou par décision du directeur de...

(2) Ajouter : "avec l'agrément de l'agent comptable" s'il s'agit d'une régie instituée au titre d'un budget annexe ou d'un établissement public national.

MODÈLE 2-3 A

Ministère du Budget

Ministère de (1)

ARRETE INTERMINISTERIEL HABILITANT  
LE MINISTRE DE (1)

A INSTITUER DES REGIES DE RECETTES ET DES REGIES D'AVANCES  
AUPRES DE (2)

Le ministre de (1) et le ministre du budget

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique et notamment l'article 18 ;

Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, modifié par le décret n° 76-70 du 15 janvier 1976 ;

Vu le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;

Vu l'arrêté du 28 mai 1993 fixant le taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des services de l'Etat, des budgets annexes, des budgets des établissements publics nationaux ou des comptes spéciaux du Trésor, ainsi que le montant du cautionnement imposé à ces agents.

Vu l'arrêté du 20 juillet 1992 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes ;

Vu l'arrêté du 20 juillet 1992 relatif au montant par opération des dépenses de matériel et de fonctionnement payables par l'intermédiaire d'un régisseur d'avances ;

---

(1) Désignation du ministère (ou du ministre) dont relève le service auprès duquel est instituée la régie

(2) Désignation du service auprès duquel est instituée la régie.



## MODELE 2-3 A (suite)

Vu le décret n°	du	{Textes particuliers au service
Vu l'arrêté du		{intéressé, ou aux recettes dont
		{l'encaissement par voie de régie
		{est envisagé.

Arrêtent :

# TITRE PREMIER

## Régies de recettes

Article Premier - Le ministre de (1) peut, par arrêté pris sous sa seule signature et publié au journal officiel, instituer des régies de recettes auprès de pour l'encaissement des produits suivants :

- 1°
- 2°
- 3°

Article 2 - Les recettes prévues à l'article qui précède sont encaissées par les régisseurs et versées au (3) dans les conditions fixées aux articles 7 et 9 du décret du 20 Juillet 1992 sous réserve de l'application des dispositions de l'article 6 ci-après (4).

## TITRE II

### Régies d'avances

**Article 3** - Le ministre de (1) peut, par arrêté pris sous sa seule signature et publié au journal officiel, instituer des régies d'avances auprès de (2) pour le paiement des dépenses énumérées à l'article 10 (ou au paragraphe de l'article 10) du décret du 20 juillet 1992 susvisé.

(1) Désignation du ministère (ou du ministre) dont relève le service auprès duquel est instituée la régie.

(2) Désignation du service auprès duquel est instituée la régie.

(3) Désignation du comptable assignataire.

(4) Membre de phrase à ne porter que si une limitation de l'encaisse et de l'avoir du compte courant postal est prévue.

MODÈLE 2-3 A (suite)

Le montant maximal des dépenses de matériel et de fonctionnement susceptibles d'être payées par ces régies est fixé à F par opération.(1)

Peuvent, en outre, être payés par l'intermédiaire des régies d'avances prévues ci-dessus : (2)

1°

2°

Article 4 - Le montant des avances à consentir aux régisseurs est fixé dans chaque cas par les arrêtés mentionnés à l'article précédent, dans la limite d'un montant maximum de F.

Article 5 (3) - Les régisseurs remettent à l'ordonnateur les pièces justificatives des dépenses payées dans le délai maximum de trente jours à compter de la date de paiement.

TITRE III  
Dispositions communes

Article 6 (3) - Le montant maximum autorisé de l'encaisse des régisseurs est fixé à F.

Le montant maximum autorisé de l'avoir du compte courant postal est fixé à (3)

Article 7 - Le régisseur est nommé par arrêté du ministre de. (4) (5).

Les fonctions de régisseur de recettes et de régisseur d'avances peuvent être confiées à un même agent (3).

---

(1) Dans le cas où les dispositions de l'alinéa précédent autorisent le paiement de telles dépenses et lorsque ce montant est inférieur au seuil fixé par l'arrêté du 20 juillet 1992.

(2) Dans le cas de dérogation aux dispositions de l'article 10 du décret du 20 juillet 1992.

(3) Disposition facultative.

(4) Ou par décision du directeur de...

(5) Ajouter : "avec l'agrément de l'agent comptable" s'il s'agit d'une régie instituée au titre d'un budget annexe ou d'un établissement public national avec l'agrément du comptable assignataire s'il s'agit d'une régie de l'Etat.

**COMPTABILITE PUBLIQUE**  
**INSTRUCTION CODIFICATRICE**  
**N° 93-75-A-B-K-O-P-R**  
**du 29 juin 1993**

MODÈLE 2-3 A (fin)

Article 8 - Le directeur au ministère de le directeur de la comptabilité publique au ministère du budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qu sera publié au journal officiel de la République française.

Fait à PARIS, le

Le MINISTRE de

Le MINISTRE du BUDGET

MODÈLE 2-3 B

Ministère du Budget

Ministère de (1)

**ARRETE INTERMINISTERIEL HABILITANT  
LES PREFETS A INSTITUER DES REGIES DE RECETTES  
ET DES REGIES D'AVANCES  
AUPRES DE (2)**

Le ministre de (1) et le ministre du budget

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique et notamment l'article 18 ;

Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, modifié par le décret n° 76-70 du 15 janvier 1976 ;

Vu le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;

Vu l'arrêté du 28 mai 1993 fixant le taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des services de l'Etat, des budgets annexes, des budgets des établissements publics nationaux ou des comptes spéciaux du Trésor, ainsi que le montant du cautionnement imposé à ces agents ;

Vu l'arrêté du 20 juillet 1992 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes ;

Vu l'arrêté du 20 juillet 1992 relatif au montant par opération des dépenses de matériel et de fonctionnement payables par l'intermédiaire d'un régisseur d'avances ;

---

(1) Désignation du ministère (ou du ministre) dont relève le service auprès duquel est instituée la régie

(2) Désignation du service auprès duquel est instituée la régie

## MODÈLE 2-3 B (suite)

Vu le décret n°                    du  
Vu l'arrêté du

{Textes particuliers au service  
{intéressé, ou aux recettes dont  
{l'encaissement par voie de régie  
{est envisagé.

Arrêtent :

## TITRE PREMIER

### Régies de recettes

Article Premier - Après avis du trésorier-payeur général, les préfets de région (et) (ou) de département peuvent, par arrêté pris sous leur seule signature et publié au recueil officiel des actes administratifs, instituer des régies de recettes auprès de ( 1) pour l'encaissement des produits suivants :

- 1°
- 2°
- 3°

Article 2 - Les recettes prévues à l'article qui précède sont encaissées par les régisseurs et versées au (2) dans les conditions fixées aux articles 7 et 9 du décret du 20 juillet 1992 sous réserve de l'application des dispositions de l'article 6 ci-après (3)

## TITRE II

### Régies d'avances

Article 3 - Les préfets de région (et) (ou) de département peuvent, par arrêté pris sous leur seule signature et publié au recueil officiel des actes administratifs, instituer des régies d'avances auprès de (1) pour le paiement des dépenses énumérées à l'article 10 (ou au paragraphe de l'article 10) du décret du 20 juillet 1992 susvisé.

(1) Désignation du service auprès duquel est instituée la régie.

(2) Désignation du comptable assignataire.

(3) Membre de phrase à ne porter que si une limitation de l'encaisse et de l'avoir du compte courant postal est prévue.

MODÈLE 2-3 B (suite)

Le montant maximal des dépenses de matériel et de fonctionnement susceptibles d'être payées par ces régies est fixé à        F par opération (1).

Peuvent, en outre, être payés par l'intermédiaire des régies d'avances prévues ci-dessus : (2)

1°

2°

Article 4 - Le montant des avances à consentir aux régisseurs est fixé dans chaque cas par les arrêtés mentionnés à l'article précédent, dans la limite d'un montant maximum de        F.

Article 5 (3) - Les régisseurs remettent à l'ordonnateur les pièces justificatives des dépenses payées dans le délai maximum de trente jours à compter de la date de paiement.

TITRE III  
Dispositions communes

Article 6 (3) - Le montant maximum autorisé de l'encaisse du régisseur est fixé à        F.

Le montant maximum autorisé de l'avoir du compte courant postal est fixé à        F (3).

Article 7 - Le régisseur est nommé par arrêté du préfet de. (4) (5).

Les fonctions de régisseur de recettes et de régisseur d'avances peuvent être confiées à un même agent (3).

---

(1) Dans le cas où les dispositions de l'alinéa précédent autorisent le paiement de telles dépenses et lorsque ce montant est inférieur au seuil fixé par l'arrêté du 20 juillet 1992.

(2) Dans le cas de dérogation aux dispositions de l'article 10 du décret du 20 juillet 1992.

(3) Disposition facultative.

(4) Ou par décision du directeur de...

(5) Ajouter : "avec l'agrément de l'agent comptable" s'il s'agit d'une régie instituée au titre d'un budget annexe ou d'un établissement public national avec l'agrément du comptable assignataire s'il s'agit d'une régie de l'Etat.

**COMPTABILITE PUBLIQUE**  
**INSTRUCTION CODIFICATRICE**  
**N° 93-75-A-B-K-O-P-R**  
**du 29 juin 1993**

MODÈLE 2-3 B (fin)

**Article 8** - Le directeur \_\_\_\_\_ au ministère de \_\_\_\_\_ et le directeur \_\_\_\_\_ de la comptabilité publique au ministère du budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au journal officiel de la République française.

Fait à PARIS, le

Le MINISTRE de

Le MINISTRE du BUDGET

MODÈLE 3-1 A

MINISTERE DE (1)

ARRETE MINISTERIEL PORTANT INSTITUTION D'UNE REGIE DE RECETTES  
AUPRES DE (2)

LE MINISTRE DE (1)

Vu l'arrêté interministériel du (1) habilitant le ministre  
de (2) à instituer des régies de recettes auprès de  
(2).

ARRETE :

ARTICLE PREMIER - Il est institué auprès de (2) une régie de recettes pour  
l'encaissement des produits mentionnés à l'article (3) de l'arrêté  
du (3).

ARTICLE 2 - Les montants maxima autorisés de l'encaisse et de l'avoir du  
compte courant postal du régisseur sont fixés respectivement à F et  
à F(4) (5).

ARTICLE 3 - Le directeur de est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera  
publié au journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le

Le Ministre de

(1) Désignation du ministère (ou du ministre) dont relève le service auprès duquel est instituée la régie.

(2) Désignation du service auprès duquel est instituée la régie.

(3) La référence à l'arrêté doit être remplacée par une liste des produits si le régisseur n'est habilité à encaisser qu'une partie des produits mentionnés par l'arrêté interministériel.

(4) Dispositions facultatives. Chiffres à fixer dans la limite des maxima prévus éventuellement par l'arrêté interministériel.

(5) Des dispositions analogues pourront être adoptées pour les régisseurs titulaires d'un compte bancaire.



MODÈLE 3-1 B

PREFECTURE DE (1)

ARRETE PREFECTORAL PORTANT INSTITUTION D'UNE REGIE DE RECETTES  
AUPRES DE (2)

LE PREFET DE (1),

Vu l'arrêté interministériel du (2), habilitant les préfets à instituer des régies de recettes  
auprès de (2),

ARRETE :

ARTICLE PREMIER - Il est institué auprès de (2) une régie de recettes  
pour l'encaissement des produits mentionnés à l'article de l'arrêté  
du (3).

ARTICLE 2 - Les montants maxima autorisés de l'encaisse et de l'avoir du  
compte courant postal du régisseur sont fixés respectivement à F et à  
F (4) (5)

ARTICLE 3 - Le préfet de est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui  
sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à , le

Le Préfet de

(1) Désignation de la préfecture dont relève le service auprès duquel est instituée la régie.

(2) Désignation du service auprès duquel est instituée la régie.

(3) La référence à l'arrêté doit être remplacée par une liste des produits si le régisseur n'est  
habilité à encaisser qu'une partie des produits mentionnés par l'arrêté interministériel.

(4) Dispositions facultatives. Chiffres à fixer dans la limite des maxima prévus éventuellement  
par l'arrêté interministériel.

(5) Des dispositions analogues pourront être adoptées pour les régisseurs titulaires d'un compte  
bancaire.

MODÈLE 3-2 A

MINISTERE DE (1)

ARRETE MINISTERIEL PORTANT INSTITUTION D'UNE REGIE D'AVANCES  
AUPRES DE (2)

LE MINISTRE DE (1),

Vu l'arrêté interministériel du (1), à instituer des régies d'avances auprès de (2), habilitant le ministre de (2),

ARRETE :

ARTICLE PREMIER - Il est institué auprès de (2) une régie d'avances pour le paiement des dépenses mentionnés à l'article (3) de l'arrêté du (3).

ARTICLE 2 - Le montant de l'avance à consentir au régisseur est fixé à F (4).

ARTICLE 3 - Le directeur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le

Le Ministre de

(1) Désignation du ministère (ou du ministre) dont relève le service auprès duquel est instituée la régie.

(2) Désignation du service auprès duquel est instituée la régie.

(3) La référence à l'arrêté doit être remplacée par une liste des dépenses si le régisseur n'est habilité à payer qu'une partie des dépenses mentionnées par l'arrêté interministériel.

(4) Chiffre à fixer dans la limite du maximum mentionné par l'arrêté interministériel.

MODÈLE 3-2 B

PREFECTURE DE (1)

ARRETE PREFECTORAL PORTANT INSTITUTION D'UNE REGIE D'AVANCES  
AUPRES DE (2)

LE PREFET DE, (1)

Vu l'arrêté interministériel du (2), habilitant les préfets à instituer des régies  
d'avances auprès de

ARRETE :

ARTICLE PREMIER - Il est institué auprès de (2) une régie d'avances  
pour le paiement des dépenses mentionnés à l'article de l'arrêté  
du (3) .

ARTICLE 2 - Le montant de l'avance à consentir au régisseur est fixé à F  
(4).

ARTICLE 3 - Le préfet de (1) est chargé de l'exécution du présent arrêté,  
qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à , le

Le Préfet de

(1) Désignation de la préfecture dont relève le service auprès duquel est instituée la régie.

(2) Désignation du service auprès duquel est instituée la régie.

(3) La référence à l'arrêté doit être remplacée par une liste des dépenses si le régisseur n'est habilité à payer qu'une partie des dépenses mentionnées par l'arrêté interministériel.

(4) Chiffre à fixer dans la limite du maximum mentionné par l'arrêté interministériel.

MODÈLE 3-3 A

Ministère de (1)

ARRETE MINISTERIEL PORTANT INSTITUTION  
D'UNE REGIE DE RECETTES  
ET D'UNE REGIE D'AVANCES AUPRES DE (2)

Le Ministre de (1)

Vu l'arrêté interministériel du habilitant le ministre de (1) à  
instituer des régies de recettes et des régies d'avances auprès de (2)

Arrête  
TITRE PREMIER  
Régie de recettes

ARTICLE PREMIER. - Il est institué auprès de (2) une régie de recettes pour  
l'encaissement des produits mentionnés à l'article 1er de l'arrêté du (3) :

---

(1) Désignation du ministère (ou du ministre) dont relève le service auprès duquel est instituée la régie.

(2) Désignation du service auprès duquel est instituée la régie.

(3) La référence à l'arrêté doit être remplacée par une liste des dépenses si le régisseur n'est habilité à encaisser qu'une partie des dépenses mentionnées par l'arrêté interministériel

MODÈLE 3-3 A (fin)

TITRE II  
Régie d'avances

Art. 2 - II est institué auprès de (1) une régie d'avances pour le  
paiement des dépenses mentionnées à l'article de l'arrêté du (2)  
Art. 3 - Le montant de l'avance à consentir au régisseur est fixé à F  
(3)

TITRE III  
Dispositions communes

Art. 4 (4) - Les fonctions de régisseur de recettes et de régisseur d'avances peuvent être confiées à un même agent.

Art. (5) - Les montants maxima autorisés de l'encaisse et de l'avoir du compte courant postal du régisseur sont fixés respectivement à F et à F  
(4) et (6).

Art. 6 - Le directeur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au journal officiel de la République française.

Fait à PARIS, le

Le MINISTRE de

(1) Désignation du service auprès duquel est instituée la régie.

(2) La référence à l'arrêté doit être remplacée par une liste des dépenses si le régisseur n'est habilité à payer qu'une partie des dépenses mentionnées par l'arrêté interministériel.

(3) Chiffre à fixer dans la limite du maximum mentionné par l'arrêté interministériel.

(4) Dispositions facultatives.

(5) Facultatif. Dispositions à ne prévoir qu'en cas de maxima inférieurs à ceux prévus à l'article de l'arrêté interministériel.

(6) Des dispositions analogues pourront être adoptées pour les régisseurs titulaires d'un compte bancaire.

MODÈLE 3-3 B

Préfecture de (1)

ARRETE PREFECTORAL PORTANT INSTITUTION  
D'UNE REGIE DE RECETTES  
ET D'UNE REGIE D'AVANCES AUPRES DE (2)

Le Préfet de (1)

Vu l'arrêté interministériel du habilitant les préfets à instituer des  
régies de recettes et des régies d'avances auprès de (2)  
Arrête

TITRE PREMIER  
Régie de recettes

ARTICLE PREMIER. - Il est institué auprès de (2) une régie de recettes  
pour l'encaissement des produits mentionnés à l'article 1er de l'arrêté du (3):

(1) Désignation de la préfecture dont relève le service auprès duquel est instituée la régie.

(2) Désignation du service auprès duquel est instituée la régie.

(3) La référence à l'arrêté doit être remplacée par une liste des produits si le régisseur n'est habilité à encaisser qu'une partie des dépenses mentionnées par l'arrêté interministériel.

MODÈLE 3-3 B (fin)

**TITRE II**  
**Régie d'avances**

Art. 2 - II est institué auprès de (1) une régie d'avances pour le paiement des dépenses mentionnées à l'article ... de l'arrêté du (2)

Art. 3 - Le montant de l'avance à consentir au régisseur est fixé à F (3)

**TITRE III**  
**Dispositions communes**

Art. 4 (4) - Les fonctions de régisseur de recettes et de régisseur d'avances peuvent être confiées à un même agent.

Art. 5 (5) - Les montants maxima autorisés de l'encaisse et de l'avoir du compte courant postal du régisseur sont fixés respectivement à F et à F (4) et (6).

Art. 6 - Le préfet de (1) est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à , le

Le PREFET de

(1) Désignation du service auprès duquel est instituée la régie.

(2) La référence à l'arrêté doit être remplacée par une liste des dépenses si le régisseur n'est habilité à payer qu'une partie des dépenses mentionnées par l'arrêté interministériel.

(3) Chiffre à fixer dans la limite du maximum mentionné par l'arrêté interministériel.

(4) Disposition facultative.

(5) Facultatif. Dispositions à ne prévoir qu'en cas de maxima inférieurs à ceux prévus à l'article de l'arrêté interministériel.

(6) Des dispositions analogues pourront être adoptées pour les régisseurs titulaires d'un compte bancaire.

MODELE 4-A  
DESIGNATION DE LA RÉGIE

FIXATION <sup>(1)</sup>  
DU MONTANT MAXIMUM DE L'AVANCE  
DEMANDE DE  
A CONSENTIR AU REGISSEUR  
RELEVEMENT <sup>(1)</sup>

Nom du régisseur :

Nature des dépenses	Montant des dépenses mensuelles du service		Motifs du relèvement <sup>(2)</sup>
	Réglées par la régie	Réglées par ordonnancement préalable	
Dépenses de matériel et de fonctionnement.....			
Rémunérations de personnels.....			
Secours urgents et exceptionnels.....			
Frais de mission et de stage.....			
MONTANT TOTAL des dépenses prévues.....		Date de l'arrêté ayant fixé ce montant :	
MONTANT de l'avance actuelle.....			
MONTANT de l'avance demandée.....			

Fait à , le  
L'ordonnateur, <sup>(3)</sup>

(1) Rayer la mention inutile.

(2) Pour les rémunérations, préciser (à la date du précédent arrêt et actuellement), les effectifs ainsi que la rémunération moyenne individuelle.

(3) Dans le cas de modification de l'avance initiale, la demande est établie par le régisseur et visée par l'ordonnateur



MODÈLE 4-B

SERVICE

Exercice 19

DEMANDE D'AVANCE DE FONDS

DEPARTEMENT

N°

Le <sup>(1)</sup> -----soussigné, chargé de la  
régie d'avances instituée par arrêté du -----pour le paiement  
de -----  
demande l'attribution d'une avance -----  
se répartissant comme suit :

NUMÉRO DES CHAPITRES	INTITULE DES CHAPITRES	MONTANT	
	TOTAL égal au montant de l'avance demandée...		

A -----, le ----- 19

Signature :

Le <sup>(2)</sup> -----autorise le versement de l'avance demandée

A -----, le ----- 19

Signature :

Date du versement de l'avance au régisseur <sup>(3)</sup>

(1) Désignation du régisseur d'avances.

(2) Désignation de l'ordonnateur.

(3) A compléter par le comptable payeur.

MODÈLE 5

PROCES-VERBAL DE REMISE DE SERVICE

Le

M. , , régisseur cessant ses fonctions, a transmis avec l'autorisation de

M. le (1)

à M. , nommé régisseur par arrêté du les services de la régie instituée par l'arrêté du en présence  
de M.

M.

M.

Les écritures de M. sont arrêtées aux résultats apparaissant sur la balance des comptes ci-jointe, établie à la date de ce jour.

M. prend charge des fonds, valeurs et pièces justificatives indiqués par la balance et procédera à toutes les opérations que comporte le fonctionnement de la régie, conformément aux règlements en vigueur.

Il poursuivra pour le compte de son prédécesseur l'apurement des opérations en instance à ce jour aux comptes "dépenses" et "opérations diverses" détaillées au verso de la balance ainsi que la régularisation de tout paiement effectué par son prédécesseur qui viendrait à être rejeté ultérieurement.

OBSERVATIONS :

Dressé à : le

Le régisseur entrant en fonctions,

Le régisseur sorti de fonctions,

Le chef de service,

Le comptable assignataire

---

(1) désignation du comptable assignataire

**MODÈLE 6**

MINISTERE

DEPARTEMENT

**RELEVÉ MENSUEL DES RECETTES**      M.

encaissées au cours de la période      Régisseur de recettes  
 (1)      du      au

(1) Désignation du service

Nature des opérations	Nombre d'opérations	Tarifs		Imputation de recettes			
				_____			
	N°s des déclarations de recettes			Fait à                      , le			
				Le Régisseur de recettes,			
Détail des versements faits par le régisseur au cours du mois				Visa du comptable assignataire,			
Total .....				A                      , le                      19			
Montant des frais postaux (le cas échéant) .....							



du 29 juin 1993

A blank sheet of graph paper with a grid pattern. The grid consists of 20 columns and 30 rows. The columns are numbered 1 through 20 at the top, and the rows are numbered 1 through 30 on the left side. There are several punch holes along the right edge of the page.

MODÈLE 8

TRÉSOR PUBLIC  
(cachet du poste)



EXTRAIT D'OPPOSITION

N

Vu le (1)

exploit du , de huissier.

Opposition à la requête de (2)

demeurant à , rue n°

domicile élu chez (3)

Sur (4)

au remboursement

de la consignation ou du compte ouvert le

sous le n° , ou au paiement des sommes qu'il a

à prendre sur { le compte n° }  
{ la consignation } pour sûreté de la somme de (5)

<sup>(1)</sup> Date du visa de l'opposition.

<sup>(2)</sup> Nom, prénoms et qualité du requérant.

<sup>(3)</sup> Indiquer les nom et demeure de la personne chez laquelle le domicile est élu.

<sup>(4)</sup> Indiquer les nom, qualité et demeure de la partie saisie.

<sup>(5)</sup> Indiquer les causes de l'opposition et le titre en vertu duquel elle est formée.



MODELE 9 (fin)

Numéro d'inscription au bordereau 1	Désignation de la partie prenante 2	Nature de la dépense 3	Date du paiement 4	Répartition de la dépense par chapitre				Montant de la dépense 9	Désignation des pièces produites à l'appui de l'acquit 10
				Chapitre n° 5	Chapitre n° 6	Chapitre n° 7	Chapitre n° 8		
PIÈCES RÉGULARISÉES APRÈS REJET									
			(Report ...)						
TOTAUX GÉNÉRAUX (A) .....									
Arrêté le présent bordereau à la somme de									
A				, le				19	
<i>Le Régisseur d'avances,</i>									
PIÈCES REJETÉES PAR L'ORDONNATEUR									
Montant des rejets (B) .....									
Montant des dépenses ordonnancées (C)									
(A — B) .....									
A				, le				19	
<i>L'Ordonnateur,</i>									
PIÈCES REJETÉES PAR LE COMPTABLE-PAYEUR									
Montant des rejets (D) .....									
Montant des dépenses admises (C — D) .....									
A				, le				19	



MODÈLE 10

TRÉSOR PUBLIC

(cachet du comptable public assignataire)

CERTIFICAT DE LIBÉRATION DÉFINITIVE

Le (1) soussigné,

Vu l'article 5 du décret n°92-681 du 20 juillet 1992

Vu la demande présentée par M.

(de recettes)  
ancien régisseur (2) de  
(d'avances)

en vue d'obtenir :

(2) le remboursement du cautionnement de ....F  
constitué par lui en (3) ;

(2) la radiation de l'inscription sur les livres de l'Association française de cautionnement mutuel qui a  
substitué sa garantie au cautionnement de F imposé,

certifie que cet ancien régisseur a entièrement justifié les opérations effectuées par lui au cours de sa  
gestion terminée le

et consent en conséquence (2) (au remboursement demandé  
(à la radiation demandée

sauf toutes réserves de droit pour le recours qui devrait être exercé contre ce régisseur en raison des  
charges et injonctions contenues dans les arrêts de la Cour des comptes, qui lui seraient applicables.

A le

(1) Comptable public assignataire.

(2) Rayer les mentions inutiles.

(3) Nature du cautionnement.

**du 29 juin 1993**

REGISTRE A SOUCHES

- 169 -

MODÈLE 11 B

00076	REÇU de M.	DATE	NOM de la partie versante	DÉSIGNATION DES PRODUITS	VERSEMENT en numéraire
00077	REÇU de M.	DATE	NOM de la partie versante	DÉSIGNATION DES PRODUITS	VERSEMENT en numéraire
00078	REÇU de M.	DATE	NOM de la partie versante	DÉSIGNATION DES PRODUITS	VERSEMENT en numéraire
00079	REÇU de M.	DATE	NOM de la partie versante	DÉSIGNATION DES PRODUITS	VERSEMENT en numéraire

J. A. 925211.

MODÈLE 12

## **LIVRE - JOURNAL**

MODELE 12 (Suite)°

M , REGISSEUR

CRÉDIT												OBSERVATIONS
Comptes de disponibilités					Comptes d'opérations							
Cartes de paiement	Chèques à l'encaissement	Compte courant postal	Compte de dépôts de fonds au Trésor	Caisse	Recettes	Avances	Dépenses	Pièces de dépenses remises pour remboursement	Opérations diverses	Fonds de caisse	Avances aux sous-régisseurs	
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26

MODELE 12 (fin)

## GESTION DE

Date et numéro des opérations	Nature des opérations	DEBIT										
		Comptes de disponibilités					Comptes d'opérations					
		Cartes de paiement	Chèques à l'encaissement Compte courant postal		Compte de dépôts de fonds au Trésor Caisse		Recettes	Avances	Dépenses	Pièces de dépenses remises pour remboursement	Opérations diverses	Avances aux sous- régisseurs
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13

MODELE 13

CARNET DE SITUATION DES DISPONIBILITES

GESTION de M....., régisseur

Période du ..... au .....

CAISSE	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi
Solde antérieur.....						
Recettes de la journée.....						
TOTAL.....						
Dépenses de la journée.....						
Solde en écritures.....						
Disponibilités existant effectivement en caisse:						
Billets de... {						
Monnaie... {						
Chèques et ordres de virement bancaires.....						
TOTAL.....						
Différence { En plus ....						
En moins ....						
COMPTE COURANT POSTAL						
Solde antérieur.....						
Recette de la journée.....						
TOTAL.....						
Dépenses de la journée.....						
Solde en écritures.....						
Avoir du compte (dernier relevé du centre de chèques postaux).....						
Arts de crédit attendus.....						
TOTAL.....						
Arts de débits attendus.....						
NET.....						
COMPTE DE DÉPOT DE FONDS AU TRÉSOR						
Solde antérieur.....						
Recettes de la journée.....						
TOTAL.....						
Dépenses de la journée.....						
Solde en écritures.....						

MODELE 14 A

**CARNET DE DEVELOPPEMENT DES OPERATIONS DU COMPTE "DEPENSES"**  
**GESTION DE M ,REGISSEUR**

DATE et numéro des opérations	Numéro d'ordre des opérations au livre-journal	DEBIT							CREDIT	
		Répartition des dépenses par chapitre, article, etc...						Total	Pièces de dépenses remises pour remboursement	Observations
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11



MODELE 14 B

CARNET DE DEVELOPPEMENT DES OPERATIONS DU COMPTE "RECETTES"  
GESTION DE M . , REGISSEUR

DATE et numéro des opérations  1	Numéro d'ordre des opérations au livre-journal  2	DEBIT	CREDIT  (Répartition des encaissements par nature de produits)							Observations  11
		Versements au comptable assignataire  3	4	5	6	7	8	9	Total  10	

MODELE 14 C

**CARNET DE DEVELOPPEMENT DES OPERATIONS DU COMPTE "OPERATIONS DIVERSES"**  
**GESTION DE M , REGISSEUR**

Date et numéro des opérations	Numéro d'ordre des opérations au livre- journal	Nature des opérations	D E B I T			CREDIT			OBSERVATIONS
			Montant des sommes portées au débit du compte	Régularisation du crédit		Montant des sommes portées au crédit du compte	Régularisation du débit		
				Date du crédit correspondant	Numéro d'ordre au présent carnet du crédit correspondant		Date du débit correspon dant	Numéro d'ordre au présent carnet du débit correspondant	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10

CC319316-616.13

MODELE 15

## BALANCE DES COMPTES

arrêtés à la date du

Régisseur

COMPTES 1	TOTAL		SOLDES	
	du débit 2	du crédit 3	débiteurs 4	créditeurs 5
I - <u>COMPTES DE DISPONIBILITES</u> :				XXXXXXXXXXXXXXXXXX XXXXXXXXXXXXXXXXXX XXXXXXXXXXXXXXXXXX
Compte courant postal .....				
Compte de dépôts de fonds au Trésor .....				
Caisse.....				XXXXXXXXXXXXXXXXXX
Carte de paiement .....				
Chèques à l'encaissement.....				
II - <u>COMPTES D'OPERATIONS</u>				
Recettes .....			XXXXXXXXXXXXXXXXXX XXXXXXXXXXXXXXXXXX	
Avances .....				
Dépenses .....				
Pièces de dépenses remises pour remboursement .....				
Opérations diverses.....				
Avances aux sous-régisseurs.....				XXXXXXXXXXXXXXXXXX
Fonds de caisse.....			XXXXXXXXXXXXXXXXXX	XXXXXXXXXXXXXXXXXX XXXXXXXXXXXXXXXXXX
TOTAL GENERAL.....				

CERTIFIE EXACT

A , le  
Le Régisseur, CC319316-616.14

MODELE 16

Trésorerie générale  
de

Ministère :

Service :

Département :

**EXERCICE 19**  
**ETAT D'EMPLOI**

A la date du ..... état d'emploi de l'avance mise à la disposition de M. .... chargé de la régie d'avances instituée par arrêté du .....  
 Le montant maximum de l'avance susceptible d'être versée à la régie d'avances de ..... a été fixé à ..... par arrêté du .....

A FONDS DISPONIBLES DE LA REGIE				B	C MONTANT DES DEPENSES PAYEES ET NON ENCORE REMBOURSEES		D	E	F
Caisse	Compte courant postal	Compte de dépôts de fonds du Trésor	Total	AVANCES CONSENTIES AUX SOUS- REGISSEURS ET NON ENCORE JUSTIFIEES	PIECES JUSTIFICATIVES DES DEPENSES PAYEES CONSERVEES VEES I A PAR LE I L'ORDON- REGIS-INATEUR SEUR I	TOTAL	TOTAL DES RUBRIQUES ABC (Col 4 + col 5 + col 8)	MONTANT DE L'AVANCE VERSEE AU REGISSEUR	DIFFERENCE ENTRE LES RUBRIQUES E ET I (col 10 - col 9)
1	2	3	4	5	6	7	8	10	11

Visa de l'ordonnateur

A 1e 93

A  
1e  
LE

Signature du régisseur